

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION  
BOURSE

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - N° 13693 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

SAMEDI 4 FÉVRIER 1989

Après trente-cinq ans de dictature

## Au Paraguay, le général Stroessner a été renversé par l'armée

### Le refus du changement

Il n'y avait plus que lui. Lui et le général Pinochet, au Chili, pour résister au vent de démocratisation qui souffle depuis plusieurs années sur l'Amérique du Sud. C'est un des derniers caudilles de la région qui vient de sombrer, le plus discret d'entre eux et aussi l'un des plus efficaces : le général Stroessner, au pouvoir depuis trente-cinq ans.

Contrairement à beaucoup de ses collègues autocrates, il n'a pas compté seulement sur la police et l'armée pour assurer son règne. Il a su se servir aussi d'un parti, le Colorado, pour encadrer la population et instaurer un système de type totalitaire.

Les fidélités les plus difficiles, celles de ses compagnons d'armes, il les a achetées par la corruption : le Paraguay est une des plaques tournantes de la contrebande et des trafics de toutes sortes, dont celui des stupéfiants, pour ne rien dire du hwy qu'il fut pour de nombreux anciens nazis.

Le général-président Alfredo Stroessner, qui dirigeait d'une main de fer le Paraguay depuis trente-cinq ans, a été renversé, le vendredi 3 février à l'aube, par un soulèvement armé mené par son ancien bras droit, le général Andrés Rodríguez. Ce dernier a lui-même annoncé, dans une déclaration à la radio, que le président déchu avait été placé en détention.

Il était 7 h 30 heure locale vendredi (fin de matinée à Paris) quand le général Rodríguez a annoncé que le président Stroessner s'était rendu et qu'il était détenu « en parfaite santé et dans la garantie des droits de l'homme » dans des locaux de l'armée à Asunción. « La situation est totalement contrôlée, a-t-il ajouté, grâce à l'unité des forces armées et de la population en général ». L'agence France-Presse rapporte que peu après, des habitants de la capitale paraguayenne ont commencé à descendre dans les rues et à manifester leur satisfaction.

C'est vers 21 h 45, heure locale, jeudi soir 2 février, que des

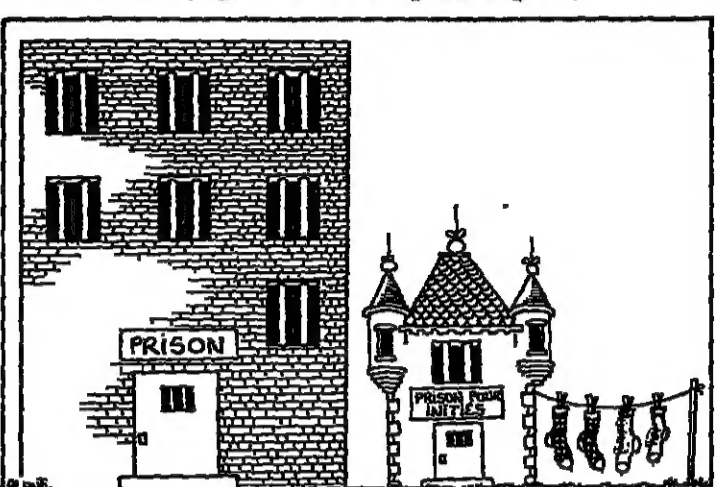
blindés appartenant au premier corps de l'armée paraguayenne, commandé par le général Rodríguez, ont ouvert le feu sur le siège de la police et de la garde présidentielle dans la capitale paraguayenne Asunción. De violents combats éclatèrent bientôt dans les faubourgs chics de la ville où réside le président Stroessner. Plusieurs chars investissaient au même moment le palais du gouvernement tandis que des tirs de mitrailleuse et de canon étaient entendus dans le centre-ville, survolté par des appareils de l'armée de l'air.

(Lire page 2 la suite, ainsi que l'article de CHARLES VANHECKE.)

## Le rapport Bonnemaison remis au garde des sceaux

### Cent propositions pour rénover le monde pénitentiaire

Remis au garde des sceaux, le rapport de M. Gilbert Bonnemaison, désigné comme médiateur au plus fort de la grève des personnels pénitentiaires de l'automne 1988, présente, dans la perspective d'une révolution douce du monde carcéral, cent propositions qui vont de la suppression des courtes peines d'emprisonnement à la refonte des structures de décision (lire page 8 l'article d'Agathe Logeart).



## Un entretien avec M. Max Théret

### « Quand il s'est agi d'aider le Parti socialiste je l'ai fait dans les limites de mes possibilités personnelles »

Principal suspect désigné par le rapport de la Commission des opérations de Bourse (COB), M. Max Théret a répondu, jeudi 2 février, aux questions du Monde. Dans deux documents datés du 18 et du 31 janvier, M. Théret rejette les arguments de la COB en assurant : « Je n'ai pas disposé d'une information privilégiée ».

« Un grand coup de pompe. Mais cela va mieux. Et puis, je suis d'un tempérament optimiste ». Lundi, M. Théret avait été victime d'un évanouissement prolongé. Affaire de « stress », a finalement conclu le cardiologue

dans le service duquel il est actuellement hospitalisé à Paris. Souriant et matos, allongé, très à l'aise au milieu d'une chambre encombrée de journaux, M. Théret joue le jeu des questions-réponses entre deux coups de téléphone d'amis inquiets.

« Avez-vous été surpris d'être la cible principale du rapport de la COB ? »

« Non. J'ai l'habitude des interrogatoires et j'en ai connu de plus difficiles dans ma vie militante et de résistant. Mais, à la COB, j'avais en face de moi quelqu'un qui pensait : « Cause toujours, tu m'intéresses ». Pour lui j'étais coupable, j'étais là,

j'étais initié. Il ne pensait pas qu'on puisse gamberger. Car c'est un délit de gamberger ! »

« C'est-à-dire ? »

« Je raisonne plus en commerçant et en industriel qu'en spécialiste des questions boursières. J'ai réfléchi en termes économiques puisque je m'intéresse, depuis longtemps, au secteur de l'emballage. Pour qui connaît le marché, American National Can, numéro un dans ce domaine, ne pouvait qu'attirer l'attention. Si j'avais su qu'une OPA se préparait, pas fou ! Car s'il y a une chose que je sais, c'est qu'une OPA aux États-Unis, il ne faut pas y mettre le doigt... »

« Tout de même, la COB relève dans votre défense de

« multiples contradictions », des « explications successives et évolutives »... »

« Ce rapport ne tient pas compte de certains arguments que j'ai avancés. »

Propos recueillis par  
JEAN-FRANÇOIS LACAN  
et EDWY PLENEL  
(Lire la suite page 22.)

Voir aussi page 22 :  
Société générale :  
M. Pébereau conteste  
les arguments de M. Pellerin  
par Erik Izraelewicz

## Les instituteurs seraient alignés sur les professeurs

Au lendemain des manifestations des enseignants, M. Jospin envisagerait de renoncer à créer un corps spécifique de professeurs de collège, et de programmer un alignement du recrutement et des salaires des instituteurs sur ceux des professeurs.

PAGE 10

## Le groupe des Sept à Washington

Inflation et taux d'intérêt au centre des préoccupations des pays industrialisés.

PAGE 23

## Un nouveau commandant du pacte de Varsovie

Le général Louchev remplace le maréchal Koulikov.

PAGE 5

## Handicapés mentaux

### En RFA, un projet de loi pour réglementer la stérilisation de ces malades.

PAGE 9

## Le sport en Iran

### La République islamique renoue avec la compétition.

PAGE 11

## Accord Canal Plus Bertelsmann

Une chaîne de télévision payante outre-Rhin.

PAGE 18

Le sommaire complet se trouve en page 28

Les agriculteurs sur le qui-vive

## La France à sec

La sécheresse, qui frappe la France depuis novembre, inquiète les agriculteurs. Si aucun dégel n'a encore été constaté, les risques de mauvaises récoltes et de gel des arbres en fleurs sont réels.

La France à sec. Sans pluie ni neige. La sécheresse en hiver. Les paysans n'en croient pas leurs yeux. « On a vu Jean de Florette à la télévision ; le spectacle sera bientôt dans les champs », s'exclame cet agriculteur du Sud-Ouest, inquiet pour ses récoltes futures.

A ce jour, la clémence du temps n'a eu aucune conséquence sur les productions. « Il n'y a pas de dossier de calamités ouvert, mais seulement des risques à venir », explique-t-on à la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA). Le feu n'est pas encore dans la maison ; il suffirait d'une bonne pluie pour que les craintes du pire s'évaporent.

Mais, en attendant, plusieurs phénomènes annoncent déjà des complications pour le monde agricole. Le climat, anormalement doux, entraîne la prolifération de parasites que le froid se

charge d'ordinaire de détruire. Les comptes d'exploitation seront, cette année, alourdis par des dépenses supplémentaires en produits fongicides.

Autres victimes habituelles de l'hiver : les limaces noires passent à l'attaque en France, comme dans toute l'Europe du Nord, dévorant tout sur leur passage. Deux produits, le méthaldéhyde (alcool solidifié) et le mesulol sont seuls susceptibles de contenir l'invasion. Hélas, les deux sociétés fabriquant ces substances (une firme suisse et la compagnie ouest-allemande Bayer) fonctionnent à plein régime et ne peuvent accroître davantage leurs activités. Faute

de munitions suffisantes, les limaces continuent d'avancer...

Sous le soleil de février, les campagnols s'en donnent aussi à cœur joie. Le froid les a éparpillés, mais eux n'épargnent pas les semis. Pour neutraliser ces petits rongeurs, il faut introduire sous terre des carottes empoisonnées, que l'on injecte à l'aide d'un petit obus. C'est à ce prix que le rat des champs est mis hors d'état de nuire.

Les agronomes connaissent l'imprudence des amandiers, qui ouvrent leurs fleurs avant la fin de l'hiver. Le niveau élevé des températures donne à tous les arbres fruitiers les audaces de l'arbre provençal.

ERIC FOTTORINO.

(Lire la suite page 10.)

Le Monde

SANS VISA

Lisbonne revisitée

La table : les œufs Toupinel ; vins d'Alsace : la fin du purgatoire.

Pages 13 à 16

Voir aussi page 10 :  
« L'année la moins « blanche » depuis 1973 », par Claude Francillon  
« Stations sans neige », par Roger Cans

Jacques Lesourne  
**EDUCATION & SOCIÉTÉ**  
**LES DEFIS DE L'AN 2000**

*Le rapport Lesourne*  
*enfin disponible*

Unaniment salué par la presse comme un événement, ce rapport aborde franchement et sans détour les questions fondamentales dont la société française doit débattre à propos de l'éducation et de la formation. 95 francs.

**Le Monde**  
LA DECOUVERTE DE L'ÉDUCATION

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dr. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$ ; Antilles/Réunion, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 165 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,80 fr. ; USA (NY), 1,80 \$ ; USA (autres), 2 \$.

مركز من الأصل



# Etranger

Le renversement du général Stroessner au Paraguay

## Un dictateur à sang froid

On avait presque fini par l'oublier. Stroessner régnait avec la dureté de tous les despotes, mais il avait réussi à ne plus scandaliser. De temps en temps, on apprenait une vague d'arrestations, un éclat avec l'Eglise, une affaire policière — drogue ou contrebande — et puis le caudillo et son peuple retournaient au silence.

D'une élection falsifiée à une autre, l'homme se perpétuait au pouvoir, finché sans faconde, dictateur à la coupe parfaitement orchestrée, mais dictateur à sang froid dans une région du monde connue pour sa pétulance et ses pétarades.

Il aimait à se dire le « président de la paix ». Son autocratie silencieuse, on ne peut l'expliquer en effet sans rappeler les deux guerres qui ont saigné le Paraguay en moins d'un siècle (contre le Brésil et l'Argentine au dix-neuvième siècle, puis contre la Bolivie dans les années 30) et surtout les luttes intestines et les coups d'Etat qui se sont succédés avant son arrivée au pouvoir. Il a dirigé un pays où le moindre village a son monument aux morts, et où les rues ont des noms de batailles ou de généraux.

Mais Alfredo Stroessner n'a pas seulement tiré parti de la fatigue de ses compatriotes, assez batailleurs pour avoir été baptisés autrefois les « Prussiens » de l'Amérique latine. Il a fait preuve aussi, dans son genre, d'un professionnalisme que reconnaissent même ses adversaires.

Sachant que « le pouvoir se maintient par la force, et la loyauté par l'argent », au dire d'un de ses anciens partisans, il a utilisé l'un et l'autre. L'armée, la police, ont été ses bras séculiers, ce qui n'était pas original, mais aussi le Parti Colorado, l'une des deux formations traditionnelles, ce qui était davantage. Il a obligé tous les fonctionnaires, tous ceux qui dépendaient peu ou prou des faveurs de l'Etat, à rallier ce parti organisé sur le modèle totalitaire, digne, par sa doctrine simpliste, d'un McCarthy tropical. Plus d'un tiers des Paraguayens ont été

ainsi enrôlés dans un système fondé sur un anticommunisme de galejade, qui faisait d'eux, le cas échéant, des mouchards. Cette mécanique a longtemps fonctionné à merveille, aussi bien à certains égards, que celle de Fidel Castro.

Le népotisme, l'affairisme, la corruption, ont été l'autre marque du régime. Le général-président a fait du Paraguay son hacienda, et donné à chaque chef militaire sa part de butin. Généraux et dignitaires colorados se sont partagé des secteurs entiers de l'économie. D'autres ont prélevé leur dû sur la contrebande, le trafic d'armes et de stupéfiants, la revente de voitures volées dans les pays voisins — ou ils les ont organisés directement.

En bon fils de Germaniques, Stroessner ne dédaignait pas le travail. Levé avant tout le monde, il arrivait dès l'aube au palais Lopez, siège de la présidence. Ses collaborateurs, alors, n'avaient pas grand-chose à lui apprendre : il savait déjà tout par ses agents secrets. Il faisait si peu de cas de ses ministres qu'il n'en changeait jamais : certains sont restés plus de trente ans au même poste. Il connaissait bien son peuple, qu'il visitait régulièrement dans les campagnes, et qui se montrait aussi docile à son entreprise que les autres guerriers l'avaient été à celle des « missions ».

### Ouvertures en trompe-l'œil

Comme nombre de ses pairs, il a justifié l'arbitraire par les infrastructures, et la répression par le développement. Les ponts, les routes, les écoles, les installations électriques, les téléphones, les adductions d'eau se sont multipliés sous son règne. Les gages habituels ayant été donnés aux investisseurs étrangers — ordre et bonnes finances, — le Paraguay est sorti de la torpeur où il semblait se complaire, avec ses paysans à bicyclette, ses artisans, ses accordeons, sa folie naïve en la Providence...

Stroessner est né en 1912 à Encarnación, dans le Sud. Jeune lieutenant d'artillerie, il a participé à la guerre du Chaco contre les Boliviens, conflit qui se termina à l'avantage du Paraguay, et lui livra les deux tiers de cette zone semi-désertique. Il était déjà depuis plusieurs années commandant en chef de l'armée lorsque, en 1954, il s'empara du pouvoir par un coup d'Etat.

Il montra dès ce moment-là qu'il savait respecter les formes : il ne s'installa à la présidence que pour « terminer le mandat » de celui qu'il avait renversé. Et quand ce mandat vint à expiration, en 1958, c'est le



FANCHE

plus légalement du monde qu'il se fit réélire. Cinq ans plus tard, il aurait dû laisser la place, car la Constitution n'accordait pas aux chefs d'Etat plus de deux quinquennats successifs. Mais il décréta que son premier mandat ne comptait pas, car il l'avait pris « en cours de route ».

Il fit preuve, par la suite, du même esprit d'invention, pour s'entourer au pouvoir et aboutir à ce paradoxe : être l'un des rares présidents sud-américains, dans les années 70, issu du suffrage universel.

Pendant longtemps, il a bénéficié de l'appui américain. Washington voyait d'un œil favorable ce champion de l'anticommunisme, qui construisait des routes et savait sauver les apparences. Les prêts de la Banque interaméricaine de développement, alors, ne lui ont pas manqué. Il faisait d'ailleurs les gestes nécessaires pour montrer sa bonne volonté. A deux ou trois reprises, il a procédé à des « ouvertures démocratiques » en trompe-l'œil. En 1977, à l'avenement de Carter, il a libéré des communistes qui avaient été plus de vingt ans en prison. Il a même fait davantage, en extradant vers les Etats-Unis l'un des protégés de sa police, Auguste Roldos, truant maraîchais devenu l'un des capos de la french connection.

Plus tard, le Brésil prit le relais des Etats-Unis comme puissance tutélaire et premier partenaire économique. C'est ce qui permit à Stroessner de durer et d'ignorer avec superbe les pressions du département d'Etat, dont la nouvelle politique, dans les années 80, consistait à favoriser le retour de la démocratie dans la région.

Avec la construction du barrage géant d'Itaipu, sur le Paraná, fleuve-frontière entre les deux pays, il lui durablement l'économie paraguayenne à celle de son puissant voisin, le Brésil achetant à son partenaire la part de l'énergie — la moitié — qui lui revient. Les militaires de Brasília devinrent ses protecteurs naturels : il partageait leurs préoccupations stratégiques et satisfaisait pleinement, par la nature et la stabilité de son régime, leurs impératifs de sécurité.

### Complots, conspirations

La première partie de son règne fut mouvementée. Complots et insurrections armées se sont succédés, formés le plus souvent en Argentine, où s'étaient réfugiés ses adversaires. En 1962, il dut affronter une conspiration au sein même de l'armée. La répression qui s'ensuivit emplit les prisons et augmenta le nombre des exilés. On compta, pendant un temps, un million de Paraguayens vivant à l'étranger — souvent pour des raisons économiques — alors que le pays ne comptait guère plus de deux millions et demi d'habitants.

Stroessner fut pourtant assez habile pour souffler le chaud et le froid. En 1965, il invita les militants exilés des deux principaux partis d'opposition, le libéral et le fédéraliste, à « réintégrer la patrie ». La même année, ces deux formations acceptèrent pour la première fois depuis 1954 de participer à un scrutin, de caractère municipal. Deux ans plus tard, elles présentèrent des candidats aux élections générales, et retrouvèrent ainsi une place au Parlement, chargé d'élaborer une nouvelle Constitution.

La tactique, pour Stroessner, fut payante : l'adversaire étant désormais sur place, et agissant à découvert, il

pouvait plus facilement le frapper. La répression toucha surtout les Ligues agraires, qui s'étaient multipliées à l'initiative de l'Eglise et menaçaient l'emprise des colorados sur les campagnes.

De nombreux paysans furent arrêtés, torturés, certains disparurent à jamais. Les Jésuites, qui avaient aidé à la création des Ligues, furent persécutés et la peur s'installa pour longtemps dans le monde rural. De cette époque datent les premiers conflits avec la hiérarchie catholique, qui prit peu à peu ses distances avec le régime.

Le même scénario se répéta dans les années 80. Cette fois, le système sembla se libéraliser vraiment : un souffle d'air passa dans la presse, plus ouverte qu'autrefois à une information véritable. Après l'interdiction du quotidien ABC color, les habitants d'Asunción furent renseignés sur les activités de l'opposition par Radio Nanduti, une station indépendante. Le Parti fédéraliste fit chaque semaine de son journal, *Avance*, un bulletin contre le régime. Le dernier et le plus connu des exilés, Domingo Laino, leader des radicaux authentiques (issus d'une dissidence du Parti libéral), rentra au bercail. Les premiers manifestants se lancèrent dans la rue. Ils se heurtèrent aux matrasques de la police, mais quand ils allèrent en prison, ils y restèrent peu longtemps. Enfin, la torture cessa : les derniers détenus politiques furent relâchés.

Le printemps paraguayen ne dura pas longtemps. En 1987, la vieille garde revint à l'offensive et interdisait *Pueblo* et Radio Nanduti. Elle s'empara de la direction du Parti Colorado et en expurgait les militants « douteux » — ceux qui n'étaient pas de fidèles « godillots » du général. A chaque manifestation de l'opposition, elle envoyait ses commandos de choc pour « casser » du gauchiste.

Le « stroessnerisme » à son crépuscule n'était toutefois plus ce qu'il avait été : les foules étaient maigres aux meetings officiels, la grande presse se faisait davantage l'écho des préoccupations du pays, les syndicats patronaux condamnaient ouvertement l'immobilisme du régime, et la répression elle-même était moins barbare.

Des « espaces de liberté » avaient été conquis. Ils correspondaient à une évolution tardive, mais inévitable, de la société. Le barrage d'Itaipu fut une transformation en profondeur. Beaucoup d'entreprises s'enrichirent pendant la construction de l'ouvrage, qui donna un flux de crédits bénéfiques pour l'ensemble de l'économie. On vit s'installer les premières industries, se moderniser l'agriculture, le profil même de la capitale changea.

Les mentalités changèrent, elles aussi. C'est pourquoi il paraissait vraiment anachronique ces derniers temps celui qui, à l'égal d'un potentat communiste ou d'un tyran africain, se faisait appeler « *donde la patria* », et avait baptisé de son nom une ville et un aéroport.

CHARLES VANHECKE

## Le général Andres Rodriguez ou la révolte du « fidèle second »

RIO-DE-JANEIRO  
de notre correspondant

Un ami, un fidèle compagnon, un parent : c'est ainsi que le général Stroessner pouvait considérer il n'y a pas longtemps encore l'homme qui vient de se soulever contre lui. Le général Andres Rodriguez, soixante-quatre ans, est en effet, en tant que commandant du 1<sup>er</sup> corps d'armée (basé à Asunción), la seconde personnalité militaire du régime, et il passait à ce titre pour son principal soutien.

Comme tous les officiers de haut grade, il a profité des nombreuses possibilités d'enrichissement qu'offrait un gouvernement corrompu. La résidence style château de la Loire qu'il possède dans la capitale est une illustration presque caricaturale. Tous ces liens s'étaient resserrés encore par le mariage d'une de ses filles avec le fils cadet du chef de l'Etat, Alfredo Stroessner Jr.

### Invité à prendre sa retraite

Qu'est-ce qui l'a poussé à la rébellion ? On dit à Asunción que les raisons personnelles ne lui ont pas manqué. Il y a une dizaine de jours, Stroessner lui avait envoyé un message l'invitant à prendre sa retraite.

On raconte même que le général Rodriguez s'était senti visé par une décision prise récemment par les autorités financières pour contrôler la fièvre du dollar : la fermeture des maisons de change, la principale d'entre elles lui appartenant. Entre les deux hommes, la lutte était déclarée depuis quelque temps pour des raisons politiques mêlées d'ambitions personnelles.

Le général Rodriguez appartenait en effet au secteur du Parti Colorado officiel qui a été évincé du pouvoir il y a deux ans, celui des « traditionalistes », qui regroupait alors la majorité des affiliés. Ces derniers étaient partisans de confier à leur formation le rôle principal dans la conduite de la succession du général-président.

Mais celui-ci en avait décidé autrement : il a fait donner la garde et l'arrière-garde de ses fidèles regroupés dans le sec-

teur dit « militant » pour prendre la direction du coloradisme. Comme d'habitude, il n'a pas lésiné sur les moyens : les violences, les pressions de toutes sortes, ont été utilisées pour déloger ceux qui ne voulaient pas être de simples godillots du président.

### Les « légalistes » du régime

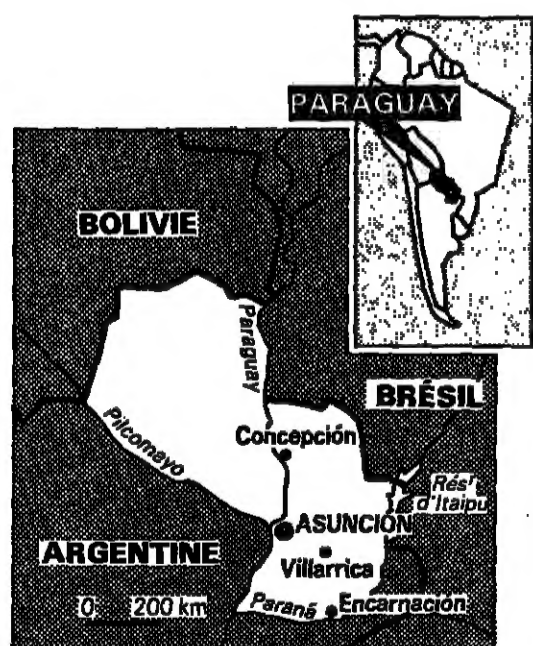
Les militaires paraguayens étant obligés comme tous les fonctionnaires de militer dans le parti officiel, le général Rodriguez est devenu depuis cette époque l'un des chefs de file des colorados mis en minorité, au même titre que celui qui était jusqu'alors la principale personnalité civile du régime, M. Argana, président de la Cour suprême, poste qu'il a perdu à la suite de la défaite de son camp. Avec toutes les restrictions qu'impose la politique paraguayenne, on peut dire que les « traditionalistes » sont les « légalistes » du régime.

Ils veulent que l'« après-stroessnerisme » soit conduit selon les règles propres à la formation, alors que le général-président avait décidé de préparer lui-même sa succession avec l'aide de son entourage, où se distinguent l'un de ses plus fidèles serviteurs, le général Montanaro, ministre de l'Intérieur, qui préside depuis deux ans le Parti Colorado.

Pendant que les blindés et les mortiers se faisaient entendre dans la capitale, la nuit dernière, toutes les proclamations lancées par le général Rodriguez à la radio mettaient en évidence le rôle du parti officiel. Il faut, disait-il, que celui-ci « assume pleinement » le gouvernement et assure la démocratisation du Paraguay.

Le général mutin parlait aussi de défendre les droits de l'homme ainsi que « la religion chrétienne », ce qui fait espérer aux opposants une libéralisation de leur pays en cas de victoire de la rébellion, étant donné le rôle joué ces dernières années par la hiérarchie catholique pour établir un dialogue entre le gouvernement et l'opposition et rétablir les libertés fondamentales dans un pays qui en est privé depuis si longtemps.

Ch. V.



Grand comme les quatre cinquièmes de la France (406 750 kilomètres carrés), le Paraguay ne compte que 3 750 000 habitants, dont 600 000 vivent dans la capitale, Asunción. Les Paraguayens — à 95 % métis d'Espagnols et d'Indiens Guaranis — sont à 96 % catholiques et à 2 % protestants.

Colonie espagnole jusqu'en 1811, le Paraguay a connu une ère de prospérité avant d'être saigné à blanc par la guerre de la Triple Alliance contre le Brésil, l'Uruguay et l'Argentine (1864-1870) et la guerre du Chaco, contre la Bolivie (1932-1935), qui se solda par 30 000 morts. Une instabilité politique permanente s'ensuivit, jusqu'à la prise du pouvoir par le général Stroessner, en 1954.

## Trente-cinq ans de pouvoir

(Suite de la première page.)

Vers minuit, alors que de nombreux habitants avaient envahi les rues dans la confusion générale, le général Rodriguez affirmait, sur les ondes de la radio indépendante *Primero de Marzo*, qu'il « avait renversé M. Stroessner », et invitait « ses frères d'armes » à le rejoindre pour « restaurer la démocratie et servir le noble peuple du Paraguay ». Message qui devait être repris toutes les cinq minutes par la même radio.

Peu avant 3 heures (heure locale), deux autres unités d'élite, les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> divisions d'infanterie, faisaient savoir qu'elles se joignaient aux rebelles. Selon plusieurs témoins, les troupes loyales au général Stroessner continuaient cependant à résister, et une colonne de blindés « loyalistes » venus d'un camp situé à 60 kilomètres de la capitale faisaient route vers Asunción.

Dans une capitale largement plongée dans l'obscurité en raison de coupures d'électricité, il était très difficile d'évaluer le bilan des combats.

Le nombre des morts varie de trois à vingt suivant les sources, et l'on parle de nombreux blessés. Environ trente-cinq hauts fonctionnaires proches du général Stroessner ont par ailleurs été arrêtés, parmi lesquels figuraient le

secrétaire privé du président déchu, M. Mario Abdo Benítez.

Ce soulèvement, qui aurait pour origine les profondes dissensions intervenues l'année dernière au sein du parti au pouvoir, le Parti Colorado — ainsi que les querelles personnelles entre le chef de l'Etat et son ancien bras droit, le général Rodriguez — a déjà reçu un certain soutien parmi les fractions coloradistes « traditionalistes », qui ont estimé, vendredi, que « le parti avait récupéré sa légitimité institutionnelle ». L'opposition, en revanche, reste très sceptique sur le désir de « démocratisation » du général Rodriguez.

Le quotidien ABC-Color — interdit depuis cinq ans par le régime Stroessner — a cependant déposé des banderoles portant son slogan et, selon un général qui a conservé l'anonymat, sa publication ne dépend plus que de la volonté de son directeur.

La radio de l'Eglise catholique, Radio Carinas, a, de son côté, procédé à un sondage express auprès de ses auditeurs, qui se sont prononcés à 90 % en faveur des auteurs du coup d'Etat. Ils ont également souhaité, à la quasi-unanimité, que les forces armées restituent le pouvoir à un gouvernement civil démocratique. — (AFP, Reuter, UPI, AP.)

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75422 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-97-27  
Téléc. MONDIPAR 650572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 97 437  
ISSN : 0395 - 2037  
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-98-81

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Sales

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS  
Tél : (1) 45-25-91-82 ou 45-25-91-71  
Téléc. MONDPUB 286 136 F

Imprimé au Moulin de la Presse, 1, rue de la Presse, PARIS-12

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75422 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-97-27  
Téléc. MONDIPAR 650572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 97 437  
ISSN : 0395 - 2037  
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-98-81

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Sales

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS  
Tél : (1) 45-25-91-82 ou 45-25-91-71  
Téléc. MONDPUB 286 136 F

Imprimé au Moulin de la Presse, 1, rue de la Presse, PARIS-12

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75422 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-97-27  
Téléc. MONDIPAR 650572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 97 437  
ISSN : 0395 - 2037  
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-98-81

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Sales

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS  
Tél : (1) 45-25-91-82 ou 45-25-91-71  
Téléc. MONDPUB 286 136 F

Imprimé au Moulin de la Presse, 1, rue de la Presse, PARIS-12

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75422 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-97-27  
Téléc. MONDIPAR 650572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 97 437  
ISSN : 0395 - 2037  
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-98-81

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Sales

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS  
Tél : (1) 45-25-91-82 ou 45-25-91-71  
Téléc. MONDPUB 286 136 F

Imprimé au Moulin de la Presse, 1, rue de la Presse, PARIS-12

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Amérique



## Amériques

VENEZUELA : l'investiture du nouveau président

### M. Carlos Andres Perez prêche la concertation latino-américaine sur le problème de la dette

CARACAS  
de notre envoyé spécial

Rechercher une solution concertée en Amérique latine au problème de la dette extérieure et une issue politique et pacifique aux conflits d'Amérique centrale en renforçant les relations cordiales avec les Etats-Unis ; défendre les prix du pétrole en accord avec l'OPEP et limiter au Venezuela les pouvoirs excessifs d'un Etat centralisé ; le président Carlos Andres Perez a exposé jeudi 2 février à Caracas les grandes lignes de son plan de gouvernement après avoir prêté serment devant le Congrès vénézuélien. Il a fait, sobriement, lisant un texte aux termes soigneusement posés. Le bouillant Carlos Andres Perez qui avait présidé l'industrie du pétrole en 1975 pendant son premier mandat, est devenu un dirigeant pragmatique qui a tiré les leçons du passé et qui analyse sereinement la situation actuelle.

Le Venezuela qu'il retrouve dix ans après sa première présidence est un pays en crise et des mesures d'austérité urgentes s'imposent. Jeffrey Sachs, professeur d'économie de l'université Harvard, a été nommé conseiller du gouvernement de Carlos Andres Perez. C'est une

indication intéressante, car l'homme a été conseiller du gouvernement bolivien de Paz Estenssoro, qui a redressé une situation économique catastrophique en appliquant les recettes libérales à haute dose.

#### Créer une agence multilatérale

« Nous allons affronter, a déclaré « CAP », d'immenses difficultés et le temps des erreurs est terminé. Le nouveau président ne renonce pas, c'est évident, à vouloir jouer un rôle international important, en Amérique latine et dans le tiers-monde. Il a des stouts pour cet emploi, l'expérience de son premier mandat, les amitiés nouées pendant ses voyages de commis-voyageur de la paix et de la démocratie dans le monde, et surtout en Amérique centrale. Ainsi, trois jours après sa réélection à la présidence, « CAP » s'est rendu en Algérie, au Caire, à Ryad et à Koweït. Puis il a rencontré M. George Bush à Washington. « Bush, dit-il, a un intérêt réel pour l'Amérique latine. Les premières déclarations du vice-président des Etats-Unis, M. Dan Quayle, à Caracas ont pourtant pas contribué à accroître la thèse d'une « nouvelle politique » de Washington.

Renouvelant, jeudi, son hostilité personnelle — et celle des Etats-Unis

— à toute tentative de création d'un « club » des pays endettés d'Amérique latine, M. Quayle a expliqué que l'administration américaine n'était pas disposée « à dépenser l'argent des contribuables pour alléger le fardeau de la dette des pays en voie de développement ». Le jeune vice-président américain se situe manifestement aux antipodes de la sensibilité des actuels dirigeants d'Amérique latine, favorables à la recherche de la plus grande collaboration possible sur les questions d'intérêt commun. Installé pendant la cérémonie d'investiture de « CAP » à six sièges à la droite de Fidel Castro, Dan Quayle a paru nerveux et mal à l'aise. « Je ne suis pas porteur d'aucune proposition, a-t-il précisé plus tard. Je suis venu pour écouter. » Il a pourtant été beaucoup question de la dette pendant trois jours à Caracas. Le président vénézuélien a fait allusion à « l'idée » qu'il a lancée le 27 janvier, à Davos, devant le Forum économique mondial : la création d'une agence multilatérale chargée de racheter la dette des pays en voie de développement.

Ce serait un « pas positif », a-t-il dit.

M. Felipe Gonzalez, l'une des personnalités les plus présentes à cette réunion de Caracas, a de son côté insisté sur la nécessité de trouver des « formules nouvelles » permettant, par exemple, de « capitaliser les intérêts de la dette ». Mais le chef du gouvernement espagnol a tenu par honnêteté à mettre en garde les Latino-Américains contre un excès d'optimisme : une stratégie éventuellement commune des pays d'Amérique latine devra, selon lui, « tenir compte du fait que les situations et les structures de dette varient beaucoup d'une nation à l'autre ».

Par ailleurs, les multiples entretiens à huis clos de Caracas ne permettent pas de dire que le processus de paix en Amérique centrale. Les propositions de M. Daniel Ortega (annexion, élections libres, ouverture au secteur privé) n'ont pas suscité l'enthousiasme de ses partenaires centraméricains, à commencer par le président du Honduras, M. Azcona qui estime que les sandinistes « sont peut-être sur le point de renoncer à leur révolution radicale », mais qu'« il convient d'attendre encore un peu ».

HENRI PIERRE.

MARCEL NIEDERGANG.

## ÉTATS-UNIS

### La confirmation par le Sénat de la nomination de M. Tower comme secrétaire à la défense a été ajournée

WASHINGTON  
correspondance

La commission sénatoriale du service des forces armées a ajourné son vote sur la confirmation de l'ancien sénateur John Tower comme secrétaire à la défense. Le sénateur Nunn, président de cette commission, a indiqué que le vote, prévu pour jeudi, était reporté après deux nouvelles allégations concernant la vie privée de M. Tower, allégations qui n'avaient pas été auparavant vérifiées par le FBI. « Les faits rapportés sont assez sérieux pour que nous voulions les vérifier », a dit le sénateur. Mais le porte-parole de la Maison Blanche a fait savoir que M. Tower gardait toute la confiance du président Bush.

En attendant les conclusions de la nouvelle enquête, les commentaires des membres de la commission font apparaître des divergences. Les uns pensent que la nomination de M. Tower n'est pas compromise. D'autres estiment au contraire qu'elle est menacée en raison des doutes qui persistent sur les activités de consultant de M. Tower auprès de grandes compagnies travaillant pour la défense nationale dont il tirait de substantiels revenus.

Mais, selon d'autres sources, ces nouvelles allégations concerneraient son goût immodéré pour le whisky et les femmes. M. Tower a toutefois nié en séance publique avoir jamais été un alcoolique, réservant ses confidences sur ses relations féminines aux sénateurs qui siégeaient à huis clos.

HENRI PIERRE.

MARCEL NIEDERGANG.

## Afrique

AFRIQUE DU SUD : La maladie du chef de l'Etat

### M. De Klerk succède au président Botha à la tête du parti au pouvoir

JOHANNESBURG  
de notre correspondant

Le président Botha a démissionné, jeudi 2 février, de ses fonctions de chef du parti au pouvoir, le Parti national. Cette décision a été prise en raison de la congestion cérébrale qui l'a frappé le 18 janvier, comme il le précise dans une lettre qu'il a envoyée au COCUS, le groupe parlementaire de la majorité (nos dernières éditions du 3 février). Dans cette lettre, M. Botha indique que les fonctions de chef de parti et de chef de l'Etat doivent être « séparées de telle façon que cette dernière devienne une « force unifiée ».

Cette décision a d'autant plus surpris la classe politique que les bulletins de santé du président de la République faisaient état d'une récupération de plus en plus rapide. Le COCUS, qui était réuni à la veille de l'ouverture de la session parlementaire, vendredi 3 février, a immédiatement procédé à l'élection d'un nouveau leader. Quatre candidats étaient en lice : MM. Frederik Willem De Klerk, ministre de l'Éducation nationale, Barend Du Plessis, ministre des Finances, Chris Heunis, président par intérim depuis le 19 janvier, et « Pikk » Botha, ministre des affaires étrangères.

Ce dernier a été éliminé au premier tour de scrutin et M. Heunis au second. M. De Klerk, leader du parti dans la province du Transvaal, a finalement emporté par une faible marge sur M. Du Plessis (69 voix contre 61). Cet écart de

8 voix démontre que le nouveau chef du Parti national est loin de faire l'unanimité. La rapidité avec laquelle il a été procédé à l'élection du successeur de M. Botha avait sans doute pour but d'éviter les déchirements au sein de la formation majoritaire.

Le nouveau chef du parti national a lui-même souligné que son élection était « une affaire de parti, sans implication constitutionnelle directe ou formelle ». Une formule de rétorsion quand on sait que le dirigeant du parti a toutes les chances de devenir le premier personnage de l'Etat. Néanmoins, M. Botha est toujours président de la République et rien n'indique qu'il ait l'intention d'abandonner ses fonctions prochainement. Il va probablement conduire les élections générales, qui doivent avoir lieu avant le mois de mars 1990. Ensuite, il avisera en fonction de son état de santé et des résultats de la consultation.

#### Deux modérés

En attendant, il va sans doute tenter d'alléger son fardeau en faisant adopter un projet de réforme constitutionnelle visant à rétablir la fonction de premier ministre, supprimée en 1984. Le projet a été déposé au début du mois de janvier. Si M. De Klerk est nommé premier ministre, ses chances seront encore meilleures.

A priori, la lutte pour la présidence se jouera entre MM. De Klerk et Du Plessis, deux jeunes puisque le premier n'a que cinquante-deux ans,

et le second quarante-neuf. Tous deux sont considérés comme des modérés. M. Du Plessis bénéficiant d'une image plus libérale, voire de réformiste, alors que son rival s'est souvent manifesté par des prises de position conservatrices. Ses supporters, en revanche, estiment que c'est plutôt un pragmatisme qui a été contraint d'adopter un profil droitier pour contenir la poussée du Parti conservateur dans la province qu'il contrôle depuis 1982, celle du Transvaal.

Ancien avocat, M. De Klerk est député depuis 1972. Issu d'une famille d'hommes politiques (son père a été président du Sénat), il a obtenu son premier portefeuille ministériel en 1978. Il est devenu ministre de l'éducation en 1984, poste où il a succédé à son concurrent d'aujourd'hui, M. Du Plessis. L'an dernier, il avait été violemment critiqué sur la manière dont il avait repris en main les universités. Homme de dialogue, homme du centre, il a toujours été plus que prudent dans les réformes à adopter.

Président du conseil des ministres à la Chambre blanche de l'Assemblée, le nouveau chef du Parti national a désormais des chances sérieuses de succéder à l'actuel chef de l'Etat quand ce dernier décidera de prendre sa retraite. Encore faudra-t-il qu'il conserve son siège de député, sérieusement menacé par le Parti conservateur, et qu'il parvienne à rallier l'aile gauche du parti afin d'éviter une fracture, ce qui est loin d'être évident.

MICHEL BOLE-RICHARD.

## Asie

M. Mitterrand à Calcutta

### Pudeurs et fascinations

Au deuxième jour de sa visite en Inde, M. François Mitterrand a effectué une visite discrète à Calcutta, jeudi 2 février. Vendredi, il est arrivé à Bombay pour y présider le coup d'envoi des manifestations de l'année de la France en Inde. M. Mitterrand doit regagner Paris samedi.

CALCUTTA  
de notre envoyé spécial

Lorsqu'il a écrit la *Cité de la joie* (1), best-seller consacré aux bidonvilles, ou plutôt aux « chiffoiseries » de Calcutta, Dominique Lapierre avait devant les yeux, posé sur son bureau, un petit carton sur lequel il avait noté trois mots : « Odeurs, couleurs, bruits ». Calcutta saute à la gorge. M. François Mitterrand doit aimer cette ville folle de douze millions d'habitants, dont le quart habite les pires taudis. Il a insisté pour y faire une étape jeudi 2 février, alors que, en 1982, lors de son précédent voyage officiel en Inde, Calcutta lui avait échappé.

Calcutta, devenue cliché de la misère, se passerait bien de cette gloire honteuse qui transpire à gros bouillottes dans les conversations des touristes de palaces. Le gouvernement indien se passerait bien, lui aussi, de ces richesses qui viennent visiter les pauvres des autres, de ces présidents qui drainent à leur suite des dizaines de journalistes et de caméras de télévision.

M. Mitterrand n'est pas du genre voyeur. Il est passé à Calcutta le plus discrètement possible. Mère Teresa — la sainte — comme on la nomme, toutes religions confondues — lui a rendu un fier service puisqu'elle était ce jour-là, parait-il, à Phoenix (Arizona). M. Mitter-

rand s'est contenté, si l'on peut dire, de recevoir une dizaine de représentants d'organisations humanitaires.

M. Mitterrand aime Calcutta, c'est sûr. En 1971, il y avait rencontré d'étranges personnages, dénommés « frères des hommes », qui prétendaient servir des millions d'autres personnes : deux Français, Léo et Françoise Jallais, un Britannique, James Stevens. Il les a revus dix-neuf ans plus tard. James Stevens — devenu le révérend Stevens entre-temps — estime que la situation des plus pauvres s'est améliorée, pour autant qu'il puisse établir des comparaisons depuis son arrivée, il y a vingt ans. Il se cite, à l'appui de cette impression, qu'un exemple concret. En 1969, il y avait à Calcutta une latrine pour trois cents habitants. Il y en a une, aujourd'hui, pour cent habitants.

#### Une ville sans agressivité

Le docteur Chanemougama, un Indien de Pondichéry, que M. Mitterrand a aussi rencontré, était en 1986 médecin-chef dans un cabinet de médecine sportive à Noisy-le-Grand lorsqu'il a lu la *Cité de la joie*. Vieille dette envers l'Inde ? Il est parti sans attendre pour le Sud indien, la région la plus défavorisée du pays, dans le delta du Gange. Il y lutte. Notamment contre la tuberculose. La moitié des tuberculeux recensés dans le monde sont indiens. Deux ans et des poussières, c'est trop peu pour évaluer un progrès. Le docteur C. Chanemougama remarque simplement que la mortalité infantile est, dans ce pays, de cent vingt pour mille. Cent quarante pour mille dans les campagnes. Calcutta est bénie des dieux.

Départ hâtif des journalistes pour Bombay où l'on fêtait, vendredi, le

début des manifestations de l'Année de la France en Inde, visite, qui n'a été annoncée qu'après coup, de M. Mitterrand à la maison de Mère Teresa. Il n'y a pas eu, à Calcutta, de spectacle organisé pour le président de la République en représentation. Pas de ruelle puante, pas de chiens couchés parmi les hommes sur les trottoirs, pas plus de manchots, mendiants et lépreux télévisés.

L'après-midi, dans les jardins de la Bibliothèque nationale, on percevait au loin les rumeurs et remugles d'une ville tumultueuse et stridente mais sans agressivité ni colère apparente. Là, M. Mitterrand a remis les insignes de la Légion d'honneur à Satyajit Ray, le cinéaste indien le plus connu (*Le Salon de musique*, *La Déesse*, les *Jeux d'échecs*, *Kanchenjunga*), qui se réclame d'une « dette » envers la France, c'est-à-dire envers Jean Renoir. Le chef de l'Etat l'a félicité, entre autres compliments, pour sa « perception de la détresse des humbles ou de leurs joies dérisoires » et parce qu'il est « gigantesque bonhomme au masque impressionnant — l'un des artistes les plus fascinants de ce temps ».

Sur la pelouse du jardin, Dominique Lapierre citait le poète Tagore « l'adversité est grande, mais l'homme est encore plus grand que l'adversité » — puis a affirmé, devant ses amis de la *Cité de la joie* (quarante-cinq mille habitants sur les trois millions qui peuplent les bidonvilles de Calcutta) : « Calcutta montre que les hommes peuvent rester debout même dans la pire des choses ».

JEAN-YVES LHOMEAU.

(1) *La Cité de la joie*, de Dominique Lapierre (Robert Laffont).

La visite de M. Kouchner à la frontière khméro-thaïlandaise

### La France pourrait consentir un effort supplémentaire en faveur des réfugiés indochinois

M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire, a regagné Paris le 1<sup>er</sup> février à l'issue d'une tournée asiatique consacrée, d'une part, au problème des réfugiés indochinois et, d'autre part, à l'initiative française visant à la régulation des fleuves qui inondent périodiquement le Bangladesh.

BANGKOK  
de notre envoyé spécial

En Thaïlande, le docteur Kouchner a passé plusieurs jours dans les camps de la frontière khméro-thaïlandaise où quelque 300 000 Cambodgiens (et quelques milliers de Vietnamiens), ravitaillés par les Nations unies, mais placés sous la coupe des factions armées qui composent la résistance anti-vietnamienne, végètent misérablement depuis dix ans. Regroupés le long d'une ligne de démarcation meurtrière, la grande majorité de ces « personnes déplacées » attend un hypothétique retour. Quelques milliers, bénéficiant du statut de réfugié, attendent d'être réinstallés dans des pays tiers.

Accueil chaleureux et tricolore des camps placés sous l'égide du prince Norodom Sihanouk : hermétisme des cadres d'un camp khmer rouge où le secrétaire d'Etat aura « froid dans le dos » en « serrant la main de ces assassins » ; rancœurs et résignation ailleurs, dans des camps surpeuplés où la résistance se corrompt au fil des trafics et des querelles de factions : pendant quatre jours, l'ancien président de Médecins du monde a retrouvé les mêmes drames, les mêmes problèmes et souvent les mêmes acteurs qu'il avait connus il y a dix ans, lors de ses premières missions humanitaires dans la région. A ceci près, souligne-t-il, que « les Khmers rouges se sont considérablement renforcés militairement, souvent avec la complicité de l'Occident ».

Dans ses entretiens avec les responsables thaïlandais, notamment le ministre de l'Intérieur, le docteur Kouchner a indiqué que le gouvernement français appuyait le projet d'une nouvelle conférence internationale (l'été prochain, à Genève) consacrée au problème de l'exode continu de *boat people* vietnamiens. Dans ce contexte, Paris pourrait envisager un effort supplémentaire (en plus des 125 000 réfugiés indochinois accueillis depuis 1975, dont 75 000 venus de Thaïlande). Ce qui allégerait d'autant un fardeau humain dont Bangkok tient plus que jamais à se débarrasser.

En contrepartie, le secrétaire d'Etat demande le respect du droit d'asile et surtout le non-refoulement

des *boat people* qui accostent aux rives de l'Asie du Sud-Est (48 000 en 1988). A-t-il quelque chance d'être entendu alors que, depuis des mois, la majorité des réfugiés de la mer vietnamienne accostent en Thaïlande sans être rejoints à la mer, et que cette pratique meurtrière est apparemment devenue la règle ?

Quoi qu'il en soit, le secrétaire d'Etat s'est engagé à accueillir en dehors des critères habituels environ deux cents réfugiés vietnamiens supplémentaires en Thaïlande, sous réserve qu'ils fassent l'apprentissage du français et d'un métier. Deux cents autres candidats (cambodgiens et vietnamiens, dont certains ont des liens familiaux en France) pourraient être sélectionnés ultérieurement. Enfin, le long de la frontière, il s'est engagé à accroître l'assistance scolaire et médicale française, de toute façon bien modeste.

A Hongkong, où la situation dans les camps surpeuplés, parfois comparables à de véritables prisons, reste humanitaire pénible et politiquement délicate, le docteur Kouch-

ner a visité plusieurs centres. Là encore, il s'est engagé à faire un effort pour les réfugiés intéressés par l'apprentissage du français. Une centaine de visas pourraient ainsi être donnés en 1989 à des Vietnamiens réfugiés dans la colonie britannique contre... quatre l'an dernier !

Au Bangladesh, le secrétaire d'Etat a fait le point avec les dirigeants locaux et avec un consortium d'experts français sur le projet de régulation des fleuves responsables des inondations catastrophiques des deux dernières années (*Le Monde* du 22 novembre). Afin d'éviter d'aggraver le contentieux indochinois, il a insisté, comme l'on fait jusqu'à présent les Français, sur le fait que le « champ d'étude du projet est strictement limité au territoire du Bangladesh ». L'étude de faisabilité, financée par le gouvernement français, est en voie de réalisation. Elle doit être soumise par le président Mitterrand à ses partenaires lors du sommet des sept pays les plus industrialisés qui se tiendra en juillet à Paris.

R.-P. PARINGAUX.

# FAITS & ARGUMENTS

Mensuel  
Nouvelle série

## Un carrefour d'idées autour de Raymond Barre

**Vous pouvez vous abonner et faire abonner vos amis en renvoyant le bulletin ci-contre à B.A. Faits & Arguments B.P. 102-92358 Le Plessis-Robinson Cedex**

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Souscrit : abonnement (s) annuel (s) 10 numéros de F à Faits & Arguments

Abonnement France : 250 F. Abonnement étranger : 300 F.  
Abonnement de soutien : à partir de 500 F.

Les règlements sont à effectuer exclusivement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de : « FAITS & ARGUMENTS »

MO 89



هكذا من الأصل



## Asie

## La visite de M. Chevardnadze à Pékin

## M. Mikhaïl Gorbatchev est officiellement invité à se rendre en Chine

Le numéro un soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, a été invité à se rendre en visite officielle en Chine par le président chinois Yang Shangkun, a annoncé, le vendredi 3 février, l'agence officielle Chine nouvelle. L'invitation a été remise au ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, qui l'a acceptée, a précisé l'agence.

Le chef de la diplomatie soviétique a poursuivi, vendredi, ses entretiens pour mettre une touche finale à la tenue de ce sommet, les deux pays parvenant toutefois mal à masquer leurs désaccords sur la façon de rétablir la paix au Cambodge. La date du sommet devrait être annoncée, samedi, à l'occasion de l'audience accordée à M. Chevardnadze par M. Deng Xiaoping.

A propos du Cambodge, pas un mot n'a encore été dit en public par l'URSS sur le rôle que devrait ou pourrait jouer le prince Norodom Sihanouk, le chef de la résistance, après le retrait des Vietnamiens. Le

prince a annoncé, vendredi, que les trois factions de la résistance cambodgienne se réuniront, le 9 février, à Pékin, à la demande des Khmers rouges, pour adopter une position commune avant les discussions prévues à Djakarta du 19 au 21 février. — (AFP.)

● **PHILIPPINES** : le vice-président Laurel au chevet de M. Marcos. — Le vice-président des Philippines, M. Salvador Laurel, est arrivé, vendredi 3 février, à Honolulu, et s'est immédiatement rendu au chevet de l'ancien président Marcos, hospitalisé depuis le 15 janvier et qui a subi, jeudi 2 février, une trachéotomie. L'état de santé de M. Marcos, âgé de soixante et onze ans, est « condamné à s'aggraver », a déclaré un porte-parole de l'hôpital. A Manille, la présidente Aquino a dénoncé la démarche de M. Salvador Laurel, qu'elle a qualifié de « leader de l'opposition », en dépit du fait qu'il demeure son successeur constitutionnel. — (AFP, UPI.)

## Tapis persans, tapis de maître.



■ Tapis en soie SOUZANI des tribus SHAHSAVAN (IRAN) 90x130 à décor d'arabes stylisés.

■ L E  
B O N  
M A R C H É

RIVE GAUCHE

■ Au Bon Marché, les tapis d'Orient aux dessins inimitables, aux couleurs chatoyantes et subtiles, témoins d'un siècle, passionnante culture orientale, sont, depuis plus d'un siècle, notre spécialité. Comme chaque année, François Ollivier, notre acheteur passionné, a exploré la Turquie et l'Iran dans leurs intimes replis pour y trouver les pièces les plus rares. De son expédition turque, François Ollivier a ramené une fabuleuse collection de kilims de prières aux couleurs rouges garance et bleu indigo ainsi que des tapis yassicks de nomades. Lors de son voyage en Iran, il a rejoint les nomades SHAHSAVAN dans la région d'ARDEBIL où ils élaborent les plus beaux kilims, des fraiches, des tapis SOUZANI dont certains sont travaillés à la façon des Saoumak du Caucase ; il a rapporté aussi de magnifiques pièces

d'origines diverses : Veramine, Sennah, Nahavand, Bidjer, Bakhtiar, Yalameh... Les tapis d'Orient du Bon Marché, dont certains atteignent 15 m<sup>2</sup>, qu'ils soient turcs, persans, afghans, népalais... sont des pièces authentiques, façonnées par des mains qui détiennent toute la mémoire de l'art oriental. C'est aussi le certificat d'origine, l'expertise, le nettoyage, le conseil, la restauration, la garde et la présentation à domicile. Le Bon Marché, une équipe d'experts passionnés, au service de la tradition. Crédit 3 mois sans frais à partir de 5 000 F d'achat. Remises non cumulables.

**-20% SUR LES TAPIS D'ORIENT**  
EXPOSITION-VENTE  
JUSQU'AU 25 MARS - 2<sup>E</sup> ETAGE  
M<sup>SE</sup> SEVRES BABYLONE  
TEL 45.49.21.22

هكذا من الأصل

## AFGHANISTAN

## Le président Najibullah affirme que son régime survivra au retrait des troupes soviétiques

L'opposition afghane a créé une « situation dramatique » à Kaboul ainsi que dans plusieurs autres villes, a déclaré, jeudi 2 février, à Moscou, M. Vadim Perfilov, porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, tout en estimant que la situation dans le pays était « relativement stable ». Il a déclaré que la capitale afghane était menacée d'un « blocus de la faim », des milliers de camions chargés de vivre étant bloqués par « l'opposition armée ». Il a enfin dénoncé les tirs de missiles de la résistance contre « les principales villes ».

Enfin, le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, s'est entretenu à deux reprises, jeudi à Islamabad, avec les dirigeants de la résistance afghane au Pakistan.

KABOUL  
de notre envoyé spécial

Le gouvernement de Kaboul survive-t-il au départ des troupes soviétiques ? « Oui, oui, il survit », a répondu le docteur Najibullah, comme à l'accoutumée, avec un bon sourire et l'air pas du tout inquiet pour la suite des événements. En deux heures de conférence de presse, le jeudi 2 février, le chef de l'Etat afghan s'est efforcé de convaincre la presse et l'opinion internationale qu'il tient fermement la barre, qu'il n'a aucune intention de

laisser sa place à quiconque et que, si les « portes de la paix ne sont pas fermées », aucune concession n'est à attendre pour atteindre cet objectif. Assis derrière la table où se trouvait, il y a quelques jours, le général Gromov, commandant en chef des forces armées soviétiques en Afghanistan, dans cette salle de conférences soviétique et glaciale du ministère des affaires étrangères, M. Najibullah a voulu préserver les chances, si ténues soient-elles, d'une réconciliation mais cette « ouverture » semblait presque rituelle. L'essentiel était davantage de couper court aux rumeurs diverses (coup d'Etat, loi martiale, départ du chef de l'Etat) qui courent à Kaboul. M. Najibullah « ne comprend pas » ce que peuvent signifier des concepts comme « Kaboul, ville ouverte » ou « bataille de Kaboul ». Pourtant, la visite de M. Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies, serait la bienvenue parce qu'elle « apporterait des résultats positifs et accélérerait les solutions politiques pour l'Afghanistan ».

Quant aux rumeurs, elles sont « enfantines » et « sans rapport avec la réalité ». Le gouvernement a le « contrôle total » de la situation et le docteur Najibullah ne croit pas du tout à un siège de Kaboul, notamment parce que les forces armées sont « plus fortes que jamais ». Cette dernière affirmation, répétée trois ou quatre fois, est appuyée par un exemple : la défaite infligée le 23 janvier aux moudjahidins du commandant Massoud sur la route du tunnel de Salang, une « victoire » que disputent pourtant au gouvernement afghan les forces soviétiques. Le commandant du Fanihir, a expliqué le chef de l'Etat, « porte toute la responsabilité » de ce qui s'est passé. Le président se refuse à donner des détails, notamment s'agissant des pertes civiles (celles-ci, selon certaines sources, pourraient atteindre plusieurs centaines de personnes) et affirme que des « innocents ont été tués par les forces » de Massoud. N'ayant aucune intention d'abandonner le pouvoir parce que cela n'aiderait « à la solution d'aucun problème », et soulignant que le PDPA, le Parti communiste afghan, est un « pouvoir politique essentiel » en Afghanistan, le président a, par avance, rejeté tout règlement qui exclurait le parti au pouvoir. Ainsi la Shura (assemblée constitutive traditionnelle), qui doit avoir lieu le 10 février à Peshawar et qui réunira toutes les composantes de la résistance afghane, elle est, selon lui, « illégitime », puisque se déroulant sans représentants du parti au pouvoir.

Le président n'a donc laissé entrevoir aucune solution politique pour résoudre la crise afghane et empêcher ce que chacun ici appréhende, la bataille de Kaboul. Les forces afghanes ne « laisseront jamais les extrémistes mener un siège de Kaboul », et, si la solution militaire s'imposait, elles seraient « prêtes à riposter ». Le président Najibullah s'est déclaré persuadé que toutes les troupes soviétiques seront parties dans les « prochains jours » et, à propos du départ de la plupart des ambassades occidentales, il a estimé qu'il s'agissait d'un « acte de poursuite et d'intensification de la guerre psychologique par la panique et la confusion ».

LAURENT ZECCHINE.

● **UN JOURNALISTE FRANÇAIS BLESSÉ À KABOUL**. — L'envoyé spécial de l'Express, Jean-François Leven, a été légèrement blessé, vendredi 3 février à Kaboul, par balle. Hospitalisé à la suite de cette blessure, il devait être évacué par avion sur New-Delhi.

● **IRAN** : indignation et inquiétude du Parti socialiste français. — Le Parti socialiste a exprimé, le jeudi 2 février, son « indignation » devant la vague d'« exécutions en Iran », soulignant que « cette répression s'applique et n'épargne aucune catégorie de la population » et a indiqué qu'il faisait part « de sa très vive inquiétude » à M. Roland Dumas, afin que celui-ci intervienne, lors de sa visite à Téhéran, dimanche prochain, auprès des autorités iraniennes. Le PS exprime le souhait qu'une mission internationale obtienne la possibilité de visiter les prisons iraniennes.

## Europe

## RFA : malgré la poussée de l'extrême droite

## Hambourg accorde le droit de vote aux immigrés

BONN  
de notre correspondant

Intervenant deux jours après la brusque percée des républicains à Berlin — pour lesquels les immigrés ne doivent pas outrepasser leurs devoirs d'« invités » —, la décision de la Diète de Hambourg d'accorder le droit de vote aux étrangers au niveau municipal prend un relief particulier. Le texte, qui a été voté, mercredi 1<sup>er</sup> février, par les sociaux-démocrates, les libéraux et les Verts, prévoit que tous les étrangers résidant à Hambourg depuis au moins huit ans — cela représente cent quatre-vingt mille personnes — auront le droit de se rendre aux urnes lors des élections des conseils d'arrondissement. Ils ne seront pas autorisés, en revanche, à présenter des candidats ni à participer aux élections à l'échelon régional.

Cette innovation est loin de faire l'unanimité dans la classe politique ouest-allemande. Le ministre fédéral de l'Intérieur, M. Friedrich Zimmermann (CSU), a déjà menacé de saisir la Cour constitutionnelle de Karlsruhe, arguant qu'il s'agit d'une violation de la Loi fondamentale. Il est soutenu par pratiquement l'ensemble des chrétiens-démocrates, battus par les 7,5 % glanés à Berlin par les républicains (extrême droite). Ceux-ci ont déjà annoncé leur intention de consolider leur action à Hambourg... contre le droit de vote des étrangers, bien sûr.

Partenaire, du SPD à Hambourg et du chancelier Kohl au niveau national, les libéraux sont très partagés sur la question. M<sup>SE</sup> Schmaltz-Jacobsen, secrétaire général du FDP à l'échelon fédéral, parle de « l'erreur profonde » commise par son parti à Hambourg. Mais Gerhart Baum, le vice-président de ce même FDP, s'est félicité de la décision, regretant seulement qu'on n'ait pas attendu, « pour le prin-

cipe », une harmonisation du droit de vote des étrangers au sein de la CEE.

Plusieurs Länder sociaux-démocrates semblent en revanche décidés à aller de l'avant dans cette voie. Jeudi, dans la soirée, on apprendait à Kiel que le Parlement du Schleswig-Holstein (nord de la RFA) adopterait, selon toute vraisemblance le 14 février, un texte visant à accorder le droit de vote aux ressortissants de six pays où les Allemands jouissent du même droit. Lors des élections communales de 1990, les Suisses, les Danois, les Norvégiens, les Hollandais, les Irlandais et les Suédois résidant depuis plus de cinq ans en RFA devraient pouvoir se rendre aux urnes. En 1994, tous les étrangers sans exception devraient bénéficier du même droit. La ville-État de Brême (SPD) et le Land de Rhénanie-Westphalie (SPD) ont l'intention de débattre de la question dès que possible. — (Interim.)

● **RDA** : Lourdes condamnations de quatre dissidents. — Quatre dissidents est-allemands, membres actifs de la communauté protestante de Berlin-Treptow, ont été condamnés, jeudi 2 février, par un tribunal de Berlin-Est, à de lourdes peines de prison. Les quatre personnes, Jürgen Dornan, Wolfgang Salomon et un couple, Wolfgang et Renate Hoppe, se sont vu infliger des peines de douze à vingt-deux mois de prison. Arrêtés en novembre et décembre derniers, ils étaient accusés d'avoir divulgué à l'étranger des informations « préjudiciables aux intérêts de la RDA » et d'avoir diffusé dans le pays des écrits qui « perturbent l'ordre public et la cohésion sociale ». De source proche de l'Eglise protestante, on indique que leur « crime » était d'avoir écrit des lettres sur leur situation à des amis en RFA. — (AFP.)

## GRÈCE : le scandale Koskotas

## Des poursuites sont engagées contre l'ami intime du premier ministre

Le juge d'instruction chargé du scandale Koskotas a décidé, jeudi 2 février, d'engager des poursuites pénales contre l'ami intime du premier ministre grec, M. Georges Louvaris, qui s'est vu interdire la sortie du pays.

Cette décision fait suite aux dépositions de trois gardes du corps du banquier Georges Koskotas, emprisonné aux Etats-Unis après s'être enfui de Grèce, qui affirment avoir remis à M. Louvaris un ou plusieurs cartons pleins de billets de banque. Un mandat d'arrêt a également été lancé contre le frère du banquier, M. Stavros Koskotas, qui se trouve en Amérique latine depuis le début du scandale, pour complicité dans le détournement de 8 millions de deutschemarks de la Banque de Crète.

En prenant le relais d'une commission d'enquête parlementaire fortement contestée par l'opposition, la justice accroît la pression qui pèse sur le premier ministre, M. Papandréou. Ce dernier a été confronté

jeudi à un mouvement de grève largement suivi à l'appel d'une quarantaine d'organisations syndicales. Les meetings organisés à cette occasion dans les grandes villes ont connu un grand succès pour la première fois depuis des années. — (Corresp.)

● **ESPAGNE** : les obsèques d'Alfonso de Bourbon Dampierre. — Le duc de Cadix et d'Anjou, Alfonso de Bourbon Dampierre, mort lundi 30 janvier dans un accident de ski aux Etats-Unis (le Monde du 1<sup>er</sup> février), a été enterré jeudi en fin de matinée, en présence du roi Juan Carlos et de la reine Sofia, dans l'église du couvent des Descalzas Reales, au cœur du vieux Madrid. Le nouveau prince de Cadix Luis Alfonso devient à quatorze ans le prétendant légitime au trône de France. Lors du divorce de ses parents, sa garde avait été confiée à son père et il n'entretenait que des rapports épisodiques avec sa mère, la petite-fille de Franco.

## Proche-Orient

## Au Mémorial de l'holocauste à Jérusalem

## Un acte de profanation dirigé contre M. Dumas

Le geste est sans précédent : un arabe que M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, avait planté à la mémoire de son père, au Mémorial de l'holocauste à Jérusalem, a été déraciné par des vandales. Georges Dumas a été fusillé par les nazis, le 26 mars 1944, pour avoir organisé la Résistance et caché des juifs dans le Limousin.

Un interlocuteur anonyme a téléphoné, dans la soirée de jeudi 2 février, au quotidien Yedioth Aharonot et déclaré que cette profanation avait pour objet de protester contre les extrêmes que le ministre

français a eus avec M. Yasser Arafat. M. Dumas avait planté cet arbre — dont les autorités ont assuré qu'il serait immédiatement replanté — lors de sa visite en Israël, les 21 et 22 janvier, dans l'allée des Justes à Yad-Vaschem, où est honorée la mémoire de ceux qui ont tenté de sauver des juifs durant la seconde guerre mondiale. — (Corresp.)

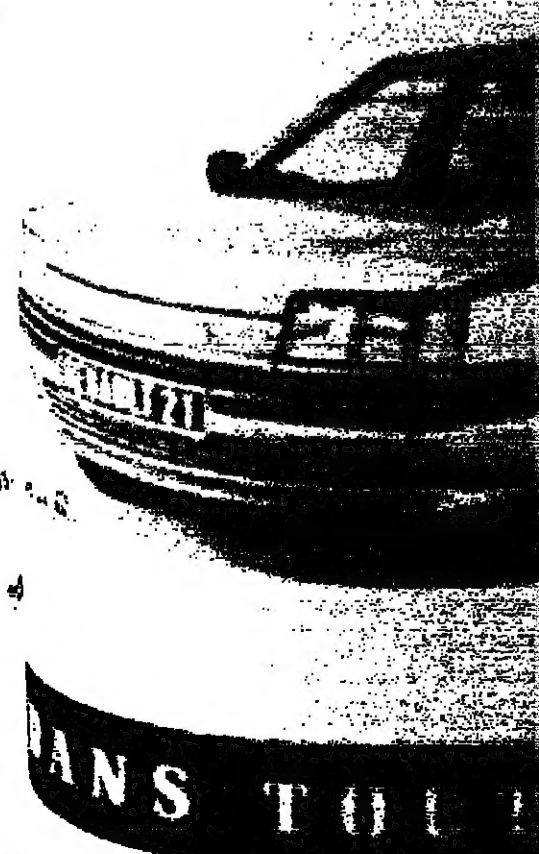
(Publicité)

## JORDANIE, LE PAYS AUX TROIS CLIMATS

Pour Paul Batte, spécialiste du monde arabe, beautés naturelles et richesses culturelles du royaume hachémite font de ce carrefour de civilisations l'un des endroits les plus dignes d'intérêt du Moyen-Orient.

Dans le numéro de février d'Arabes en kiosques et en librairies 78, rue Joffre, 75017 Paris. Tél. 46.22.34.14

Tout  
Février :





Europe

Europe

Diplomatie

la poussée de l'émigration  
recorde le droit de  
aux immigrés

Vague de contestation  
à l'Académie des sciences

MOSCOU  
de notre correspondant

Dernière les fenêtres closes de leur vaste hôtel particulier, les membres du présidium de l'Académie des sciences observaient, jeudi 2 février, la scène en silence. Sous leurs yeux, pieds dans la neige, en arc de cercle autour du porche, 2000 à 3000 scientifiques, jeunes chercheurs ou célèbres professeurs, les conspuant, riant et agitant des banderoles qui les appelaient à la retraite. Et très vite, d'un discours à l'autre, on est passé de la défense d'André Sakharov, de la rage de ne pas le voir figurer parmi les candidats aux vingt-cinq sièges de députés réservés à l'Académie par la nouvelle loi électorale à la dénonciation du fonctionnement de l'Académie elle-même. Derrière leurs fenêtres, les membres du présidium semblaient pensifs, car cette fois-ci l'abus de pouvoir ne passe pas et crée un code de choc qui n'a pas fini d'ébranler l'institution.

Réunis le 18 janvier dernier en « plénum large », ils avaient, à la surprise générale, celle de leur base mais celle aussi du Kremlin — purement et simplement scarté les candidatures de tous les grands intellectuels réformateurs. Désigné par plus d'une soixantaine d'instituts et laboratoires de recherche, le Prix Nobel de la paix n'avait en effet pas été la seule victime de cette vendetta conservatrice. Roald Sagdeev, le conseiller scientifique de M. Gorbatchev, Tatiana Zaslavskaya, la sociologue réformatrice, Dimitri Likhatchev, le grand sage de Leningrad, l'un des hommes les plus populaires d'URSS, les économistes Nikolai Chmelev, Gavril Popov, Abel Aganbegian, n'avaient pas non plus réussi à passer la barre des 50 % de suffrages en dessous desquels on ne pouvait être déclaré candidat à la candidature.

« Si ce n'est Sakharov, qui ? »

Résultat : les membres de l'Académie ne pourront donner leur voix à aucun des hommes qu'ils auraient aimé envoyer le 26 mars prochain représenter au futur Congrès des députés du peuple. Dans l'enthousiasme et la fièvre, les réunions de base avaient exprimé la volonté générale. Dans le silence froid des

sommettes une tout autre liste avait été dressée, et il n'y a plus rien à faire puisque c'est la loi qui prévoit cette double sélection.

Plus rien à faire, sauf s'indigner, faire circuler une pétition, demander à la municipalité — nouvelle loi sur les manifestations — l'autorisation d'organiser ce meeting, obtenir l'autorisation et... ne plus mâcher ses mots. Car, si l'un des banderoles — « Si ce n'est Sakharov, qui ? » — résume à elle seule le problème de l'heure, chacun s'accorde à expliquer qu'une telle manipulation n'a été possible que parce qu'il y a « un profond fossé entre l'Académie et son présidium ».

On parle de « crise profonde », d'une crise tenant à ces « soixante années » durant lesquelles les faveurs et les ordres du comité central ont fait et défaits les carrières scientifiques et composé les directions d'instituts.

On parle d'abord par allusions, puis des noms tombent, puis, tandis que d'autres, ceux de victimes de cabales, sont applaudis. Plus de trente instituts sont représentés là. S'il est un milieu où les réformes sont extrêmement populaires et suscitent une véritable mobilisation, c'est bien celui des jeunes scientifiques, et la manipulation a suscité une grande révolte.

Sous les fenêtres du présidium on scande : « Boycottage (des élections), boycottage ! ». On appelle en vain le président de l'Académie à venir s'expliquer de son balcon et on applaudit à tout rompre M. Sakharov, présent dans la foule mais silencieux. Chaque jour plus actif, frêle et respecté, il est en train d'acquiescer dans le pays la stature d'homme d'Etat dont il bénéficiait déjà à l'étranger, et tout aussi critique qu'elle soit, la nouvelle loi électorale crée dans ce pays une atmosphère nouvelle.

Sans y croire, on espère voter librement, puis on se heurte aux violations de la loi, de son esprit et souvent aussi de sa lettre. Et l'espoir auquel on ne voulait pas croire fait place à l'indignation et l'indignation à la politisation. A défaut d'être candidat de l'Académie, M. Sakharov sera candidat dans une circonscription et il s'est fondé jeudi à Moscou une « Union interdisciplinaire de démocratisation de l'Académie des sciences ».

BERNARD GUETTA.

URSS

Le général Louchev remplace le maréchal Koulikov à la tête du pacte de Varsovie

Le maréchal Victor Koulikov, qui commandait les forces armées unifiées du pacte de Varsovie depuis janvier 1977, a été relevé de ses fonctions « à sa demande », a annoncé jeudi 2 janvier l'agence Tass. Il a été remplacé par le général Petr Louchev, qui était depuis juillet 1986 premier vice-ministre de la défense.

Le départ du maréchal Koulikov — qui a été affecté au poste purment honorifique d'inspecteur du ministère de la défense — était attendu depuis quelque temps. Bien que le commandant du pacte de Varsovie soit moins important dans la haute hiérarchie militaire soviétique que le chef de l'Etat-major général (actuellement le général Moïseev, successeur en décembre dernier du maréchal Akhromeev) et que l'autre premier vice-ministre chargé des affaires générales (jusqu'ici le général Louchev, nouveau commandant du pacte), le maréchal Koulikov n'en était pas moins une figure très ancienne et symbolique de l'establishment brejnevien.

La fin de « l'ère des maréchaux »

Né en 1921, jeune officier pendant la guerre, il avait commandé la région militaire de Kiev (1967-1969) et les forces soviétiques en Allemagne de l'Est avant de devenir coup sur coup, en 1971, chef de l'Etat-major général, premier vice-ministre de la défense et membre du comité central du parti. Bien qu'il ait gardé ces deux derniers postes jusqu'à aujourd'hui, sa nomination à la tête du pacte de Varsovie, il y a tout juste douze ans, n'avait pas été une promotion : il s'agissait alors de faire passer à la tête de l'Etat-major général (EMG) au très remuant maréchal Ogarkov, que Tchernenko devait limoger en 1984 et qui vient de prendre sa retraite.

Après les changements encore plus importants décidés en 1987 au lendemain du viol de l'espace aérien soviétique par le jeune Allemand Matthias Rust, il ne reste plus beaucoup d'anciens de l'ère pré-Gorbatchev dans le haut commandement : le ministre et ses premiers

adjoints ont tous été remplacés, seuls quatre vice-ministres sur onze ont été nommés avant mars 1985. Le secteur le moins touché a été l'armée de terre, toujours dirigée par le même commandant (le général Ivanovski, nommé en janvier 1985), le même chef d'Etat-major et le même directeur politique, nommés en 1981 et 1980 respectivement. Ressent encore les troupes chimiques, dirigées depuis plus de vingt ans par le même général Piskalov (et ce dernier est surtout occupé de nos jours à la destruction de ses stocks), et seulement trois régions militaires (de Kiev, de Biélorussie et du Turkestan) dont les commandants ont été nommés en 1984 ou au tout début de 1985. Quant au chef d'Etat-major du pacte de Varsovie, le général Gribkov, en place depuis 1976, il ne devrait pas survivre longtemps au départ de son commandant en chef, le maréchal Koulikov.

Ce dernier départ tourne aussi définitivement la page sur l'ère des maréchaux. Non seulement les derniers maréchaux vivants sont maintenant tous à la retraite ou relégués au placard de l'inspection militaire, mais M. Gorbatchev n'a guère envie de les remplacer par d'autres : ni le ministre ni aucun autre des nouveaux promus n'ont été nommés à ce grade prestigieux, confié pour la dernière fois en 1983.

MICHEL TATU.

Le général Petr Louchev, nouveau commandant du pacte de Varsovie, est né en 1923 à Arhangelsk. Entré dans l'armée en 1941, il a participé à la défense de Leningrad et terminé l'académie des blindés en 1954. Après avoir commandé la célèbre division Kantemirovka dans la région de Moscou, puis terminé l'académie de l'Etat-major général en 1964, il a servi en Allemagne de l'Est, notamment comme premier commandant adjoint en 1964. En juillet 1986, il était devenu premier vice-ministre de la défense — un poste qu'il conserve aujourd'hui — venant notamment à ce titre, en 1985, les Etats-Unis (en compagnie du maréchal Akhromeev) ainsi que les deux Yémens, la Hongrie et la Corée du Nord. Il est membre du comité central du PC et général d'armée depuis 1981.

Après quinze ans de travaux sans résultat

Clôture officielle à Vienne des négociations MBFR

VIENNE  
de notre correspondant

Les négociations sur la réduction mutuelle des forces et des armements en Europe centrale (MBFR) entre l'OTAN et le pacte de Varsovie ont pris fin jeudi 2 février à Vienne après plus de quinze ans de travaux sans résultat. Un communiqué commun affirme pourtant que ces négociations ont « servi à maintenir un dialogue sérieux, entre l'Est et l'Ouest, sur les questions de sécurité », mais « l'étendue de bases communes s'est révélée insuffisante pour permettre aux participants de conclure un traité ».

C'est à la suite de la décision d'ouvrir, le 6 mars, les négociations sur les forces armées conventionnelles en Europe que les pays participants aux MBFR ont décidé de

clôre leurs travaux. Ces négociations seront menées entre les vingt-trois membres de l'OTAN et du pacte de Varsovie et seront doublées par des pourparlers sur les mesures de confiance et de sécurité en Europe auxquelles participeront les trente-cinq pays de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE).

Les MBFR avaient débuté à Vienne, en octobre 1973; elles ont échoué essentiellement sur les divergences de vues entre l'OTAN et le pacte de Varsovie sur l'évaluation des forces en présence : l'OTAN estimait les forces du pacte stationnées en Europe centrale supérieures à ses propres effectifs de quelque deux cent mille hommes. L'Est insistait pour parler d'un « équilibre approximatif... ».

WALTRAUD BARYLL.

Sommet maghrébin à Marrakech le 15 février

Rabat. — Un communiqué du ministère marocain des affaires étrangères et de la coopération a annoncé, le jeudi 2 février, que les chefs d'Etat des pays du Maghreb « sont convenus de tenir le sommet maghrébin à Marrakech les 15, 16 et 17 février, portant de leur ferme détermination d'aller à pas sûrs sur la voie de l'édification du Maghreb arabe ». De même source, on précise que cette rencontre a été décidée à la suite des « résultats positifs et constructifs auxquels

sont parvenues les réunions des différentes commissions sectorielles » dont la dernière session a eu lieu il y a quelques jours en Tunisie.

Ce sommet interviendra une semaine après la visite du président Chadli Benjedid, attendu au Maroc du 6 au 8 février.

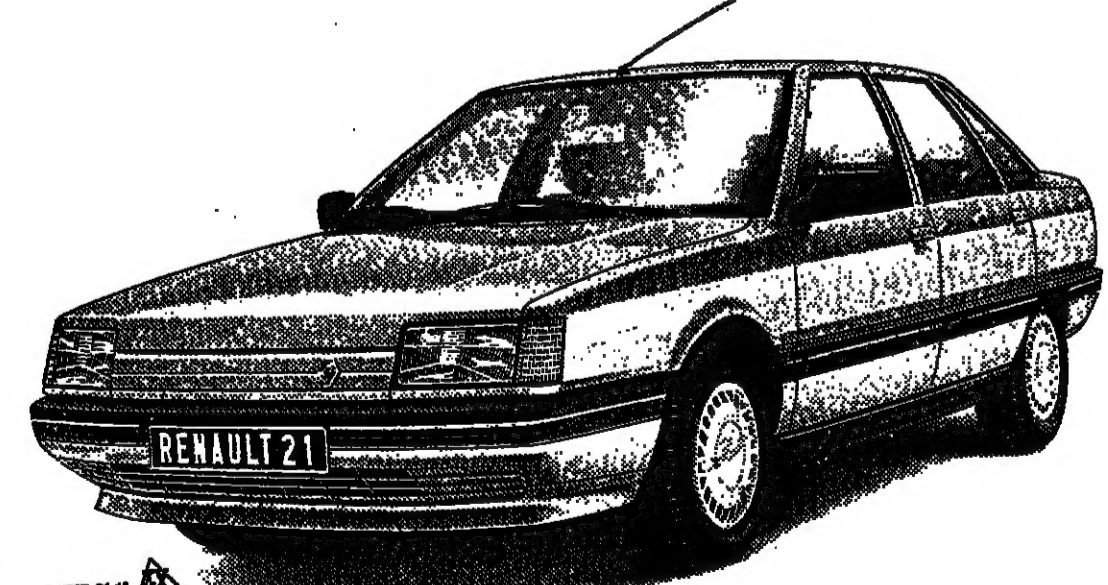
M. François Gendreau ambassadeur à N'Djamena

M. François Gendreau, ambassadeur de France à Cotonou, a été nommé ambassadeur au Tchad, en remplacement de Christian Duthé de La Rochère, a annoncé jeudi 2 février le Quai d'Orsay.

[Né en 1931, ancien élève de l'Ecole de la France d'outre-mer, M. Gendreau est entré à l'administration centrale en 1962. Il a été notamment en poste à Buenos-Aires (1964-1967), Sao-Francisco (1967-1970), Madrid (1973-1977) et Moscou (1977-1980) : de 1970 à 1973 il était revenu au département Amérique, à l'administration centrale. Il était ambassadeur au Bénin depuis septembre 1984.]

Jean-Marie Chauvier  
URSS : Une société en mouvement  
Un guide très vivant avec lequel on aimera discuter  
Bernard FERON, Le Monde  
Un livre remarquable  
Georges MONTARON, T.O.  
420 p. • 139 FF  
éditions de l'aube

Tout compte fait  
Février sera un grand mois.



Crédit 8,9% sur 12 mois. Reprise Argus + 6 000\* jusqu'au 22 février sur les Renault 21\*.

Du 1<sup>er</sup> au 22 février, Renault vous fait bénéficier de deux offres exceptionnelles :  
Crédit sur 12 mois au TEG de 8,9% avec apport minimum de 20% sur toute la gamme Renault 21. Ex. : montant financé 10 000 F, 12 échéances de 874,05 F. Coût total du crédit : 10 488,60 F. Crédit au TEG de 11,9% sur 24 mois, 13,9% sur 36 mois, 14,9% sur 48 mois. Sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC - S.A. au capital de F. 321.490.700 27-33, quai Le Gallo - 92512 Boulogne Cedex RCS Nanterre B 702 002 221.

Et en plus en ce moment chez Renault :  
Reprise Argus + 6 000 F de votre véhicule si vous le possédez depuis au moins 6 mois pour tout achat d'une Renault 21\* hors Séries Limitées. Conditions générales Argus. Diminution des charges et frais professionnels et des éventuels frais de remise à l'état standard.

Ces deux offres sont réservées aux particuliers et concernent les V.P. neufs. Modèle présenté : Renault 21 TXE.

DANS TOUT LE RÉSEAU RENAULT



هكذا من الأصل



هكذا من الأصل

## Politique

Les difficultés entre le PS et le PC dans la préparation

## Les treize heures du Mans

Mais à quoi jouent-ils pendant toutes ces longues heures ? Signataires, le 12 janvier, d'un accord définissant les modalités politiques et techniques de la constitution de listes de rassemblement à gauche pour les élections municipales, le PS et le PC n'ont en fait plus, depuis trois semaines, de ne pas l'appliquer. Les coups de téléphone entre MM. Pierre Mauroy et Georges Marchais succèdent aux rencontres, formelles ou informelles, entre délégués, représentants ou élus, des deux partis. Le dialogue devient un peu lassant. Le scénario est toujours le même et la trame réelle de l'intrigue, connue des seuls acteurs, est cachée aux spectateurs, qui commencent à marquer un certain désintérêt.

Le socialiste Marcel Debarge et le communiste Paul Laurent, entourés de leurs acolytes habituels, ont rejoint, une nouvelle fois, fin de partie, au siège du Parti communiste, jeudi 2 février. Jusque dans la nuit brumeuse qui conduisait au vendredi. Entrés à l'heure

du déjeuner Place du Colonel-Fabien, les négociateurs socialistes en sont ressortis treize heures plus tard, sans avoir abouti. « Nous avons beaucoup travaillé », ont confié en choeur les deux dirigeants, en restant parfaitement muets sur la teneur de ce travail harassant, mais assurant qu'il y avait « encore » du pain sur la planche à accord.

Les uns garantissent leur « volonté d'aboutir » pendant que les autres dénoncent les « exigences exorbitantes » des premiers. Les assurances et les accusations peuvent, du reste, être indifféremment avancées par les uns et par les autres. En clair, l'affaire se déroule comme si les deux partenaires étaient globalement d'accord pour achever la négocia-

tion, mais en étaient empêchés par ce que l'on pourrait appeler familièrement « un gros os ».

Les têtes de liste ? Alors donc ! La négociation au sommet, dont le PCF pourtant ne veut plus entendre depuis plusieurs années, a déjà prouvé qu'elle permettait, dans la majorité des cas, de franchir cet obstacle. La représentation de chaque parti sur ces listes ? Là, les choses se corsent un peu mais avec de la patience, « l'excès » des uns et « l'irréalisme » des autres peuvent être surmontés. Alors il reste le marchandage. Une sorte de jeu de cartes pour enfant : « Dans la famille dissident socialiste, je te donne Marseille, et dans la famille dissident communiste, je vous donne Le Mans. »

Qu'elle est longue cette ligne droite des Hunaudières du circuit des Vingt-Quatre Heures, qui pourrait bien conduire du soutien du PCF aux socialistes orthodoxes de Marseille contre M. Robert Vigouroux, le maire sortant, au soutien du PS aux communistes orthodoxes du Mans contre M. Robert Jarry, le maire sortant. Est-ce cela qui nécessiterait la réunion imprévue du comité central communiste, évoquée comme une « possibilité » par M. Charles Fiterman, vendredi matin sur RTL ? Le moindre des paradoxes — mais en est-il encore à un près ? — serait de voir le PCF demander au PS de trancher un conflit interne entre deux lignes communistes au Mans alors même que, confronté à un problème semblable, le PS l'a déjà tranché administrativement à Marseille. A ses risques et périls.

OLIVIER BIFFAUD.

## Calais : désaccord à gauche

LILLE  
de notre correspondant

La municipalité de Calais, que dirige le maire communiste Jean-Jacques Barthe depuis 1971 et qui est la seule grande ville défendue par le PC dans la région Nord-Pas-de-Calais, pourrait être le théâtre d'une primaire entre communistes et socialistes le 12 mars.

En effet, socialistes et communistes ne sont pas parvenus à un accord pour une liste commune. La rupture a été consommée mardi soir 31 janvier, au terme d'une ultime réunion entre les deux formations. En application de l'accord du 12 janvier et des décisions de la convention nationale du PS, les socialistes calaisiens avaient abandonné leurs prétentions à obtenir la tête de liste.

Il avait finalement accepté que M. Barthe conduise la liste, laissant également au PC le poste de premier adjoint. Pour le reste, la proposition de composition suivante : vingt-trois PS et vingt-six PC avec alternance à partir de la troisième place.

Le Parti communiste a refusé cette formule qui le privait, en cas de victoire à gauche, de la majorité absolue au sein du conseil municipal, qu'il entendait conserver. Les socialistes ont donc décidé de partir à la bagarre sous leur propre bannière. « En l'absence d'accord, je me présenterai à la tête d'une liste socialiste », a déclaré M. André Capet, adjoint au maire et député depuis juin dernier. Il avait alors devancé le candidat communiste, M. Barthe, sur l'ensemble de la sep-

tième circonscription : par contre, M. Barthe était arrivé en tête sur le territoire de la ville de Calais.

Le PC fait de ce cas particulier de Calais une pierre d'achoppement pour les négociations dans les autres villes du département et même de la région. « Imposer une primauté à Calais, explique M. Rémy Auchet, premier secrétaire de la fédération PC du Pas-de-Calais, c'est bloquer toutes les négociations départementales aussi bien à Arras qu'à Saint-Pol ou Hénin. (...) Pour notre part, nous sommes prêts à signer un accord à Arras et dans bien d'autres localités dès lors que se concrétise une volonté unitaire à Calais. » M. Auchet

reprend cette proposition dans une lettre adressée à Daniel Percheron, premier secrétaire de la fédération du PS.

« Depuis vingt-trois ans, jamais le PC n'a été dépassé par le PS, à Calais, sauf lors de la présidentielle. Il n'y a aucune raison de prendre le risque de faire le jeu de la droite. Ne comptez pas sur nous, concluait-il, mercredi 1<sup>er</sup> février, à l'adresse des socialistes, pour que s'applique dans le département une conception de l'union à géométrie variable. »

A ce jour, un seul accord est intervenu dans le Pas-de-Calais, à Carvin, dirigé par le PC.

JEAN-RENÉ LOIRE.

## Beauvais : nouveau duel Amsallem-Dassault

BEAUVAIS  
de notre correspondant

Après l'annonce, le jeudi 2 février, de la candidature à la mairie de Beauvais (Oise) de M. Olivier Dassault, député RPR de Beauvais-Nord, la question est de savoir si le petit-fils de Marcel Dassault résistera son succès du 18 septembre 1988 à la législative partielle dans la première circonscription de l'Oise contre le maire sortant, M. Walter Amsallem (PS).

Les atouts de ce dernier, ancien président du conseil régional de Picardie, ne sont pas négligeables.

Au cours de ses deux mandats successifs, M. Amsallem a donné à la ville un « tonus » qu'elle recherchait depuis longtemps et que M. Dassault lui-même ne conteste que mollement. Ensuite, dans cette ville partagée entre deux circonscriptions, la gauche a devancé globalement de quelques dix points ses vainqueurs RPR lors des législatives partielles de septembre. Enfin le voyage, la semaine dernière, de M. François Mitterrand à Beauvais a rappelé à l'opinion que M. Amsallem avait la confiance du président de la République.

Reste que le PS se heurte actuellement à des interlocuteurs commu-

nistes qui ne se sont jamais montrés aussi intransigeants depuis l'ouverture à la fin de l'automne par la CGT d'un conflit social à France Glaces Fines, l'une des plus importantes entreprises de la ville. Les négociations sur le nombre des élus communistes éligibles sont aujourd'hui dans l'impasse.

Outre la défection éclatante de M. Gilles Le Chevallier, conseiller municipal rocardien, qui avait soutenu publiquement la candidature de M. Dassault, a été au appel d'air dans lequel M. Dassault vient de s'engouffrer à son tour en remarquant que l'incident est symbolique d'une lassitude plus générale à l'égard du « totalitarisme » du maire. Mais les promesses pharisaïques de M. Le Chevallier, qui vient d'être mis prudemment à l'écart par la section du PS, ont réduit le rôle de ce dernier dans la mesure où elles ne se sont pas concrétisées.

Marcel Dassault, auquel son petit-fils a succédé à l'Assemblée nationale, a donné son nom à une avenue de Beauvais laquelle conduit à un parc doté d'une piscine portant aussi son nom parce qu'il l'a payée de ses deniers. Après avoir conquis la campagne, en jouant peut-être un peu les intérêts de celle-ci contre ceux de la ville, M. Olivier Dassault, conquerra-t-il Beauvais avec sa campagne ? En trente années de députation, son grand-père ne s'y est jamais risqué.

JEAN-MARIE DEROT.

## SITUATIONS

● **LES ANDELYS (Eure).** — Aux Andelys, ville longtemps dirigée par son père, René Tomasini, M. Bernard Tomasini a finalement renoncé à se présenter. Conseiller général RPR du canton des Andelys, il était en désaccord profond avec le maire sortant, M. Paul Baty (divers droite). Ce dernier sollicitait un nouveau mandat. M. Bernard Tomasini pensait faire partie d'une liste RPR-UDF conduite par M. Gérard Cléys. Mais sa participation ne faisant pas l'unanimité, M. Bernard Tomasini, qui a été membre du cabinet de M. Charles Pasqua, a finalement

décidé de se consacrer uniquement au canton. — (Corresp.)

● **ÉVREUX (Eure).** — Le PCF, le PS et le MRG sont parvenus à un accord. Comme en 1983, la gauche se présentera unie, derrière M. Roland Plaisance (PCF), maire depuis 1977. Elle sera opposée à une liste RPR-UDF-divers droite, menée par le député RPR, M. Jean-Louis Delahé. Le Front national et les Verts ont également annoncé leur présence. — (Corresp.)

● **LONGWY (Meurthe-et-Moselle).** — M. Michel Eicher, con-

seiller municipal sortant RPR, sollicitera un nouveau mandat sur la liste conduite par M. Jean-Paul Durieux (PS), député. Président du tribunal de commerce, M. Michel Eicher, qui a appartenu aux différents partis gauchistes, ne souhaite pas de poste d'adjoint. M. Durieux, qui présente une liste majoritaire présidentielle sera opposé au maire sortant communiste M. Jules Jeun, l'accord entre les deux partis n'ayant pu se faire.

● **ROMILLY (Aube).** — La fédération du PS de l'Aube a décidé, mercredi 1<sup>er</sup> février, de refuser son investiture à M. Michel

Cartelet (PS), député et premier adjoint au maire communiste de Romilly-sur-Seine. M. Georges Didier, M. Carlelet a en effet refusé de figurer sur la liste de M. Didier. Dans ce fief communiste, RPR et UDF n'ont pas encore fait part de leur décision d'être présents ou non aux municipales. — (Corresp.)

● **PRÉCISION.** — M. Pierre Sas, maire sortant du sixième arrondissement de Paris, nous demande de préciser que ce n'est pas lui qui a « rompu avec son parti » (le RPR), comme le Monde du 2 février l'indiquait, mais que c'est le RPR qui a rompu avec lui.

## Le projet de redécoupage du territoire

## M. Rocard est moins pressé que M. Mauroy

La réduction du nombre des régions « ne figure pas au programme de travail gouvernemental », a expliqué, le jeudi 2 février, M. Michel Rocard, indique un communiqué de l'hôtel Matignon. Le premier ministre a fait cette déclaration devant des responsables particulièrement intéressés par ce dossier, puisqu'il s'agit des vingt-deux préfets de région métropolitaine qu'il avait réunis à déjeuner avec MM. Pierre Joxe, Jacques Chirac et Jean-Michel Baylet.

Les représentants régionaux du gouvernement pouvaient en effet s'inquiéter des projets du PS, présentés dans le « manifeste municipal » de ce parti, souhaitant la réduction du nombre des régions pour leur permettre d'être de taille comparable avec celles de leur homologue européenne (le Monde du 3 février). D'autant que les dirigeants du PS ne cachent pas leur souhait de voir le gouvernement reprendre à son compte leur programme, avec l'appui du chef de l'Etat.

Si M. Rocard a renvoyé ce projet à plus long terme, au risque de heurter M. Pierre Mauroy, il n'en a pas moins reconnu qu'il est étudié non seulement au sein de formations politiques mais aussi par des groupes d'experts, comme le reconnaît le communiqué de Matignon.

En effet, le projet de plan qui a été adopté par un comité interministériel présidé par le premier ministre lui-même le 24 janvier dernier, explique que pour préparer l'intégration européenne « il apparaît fondamentale que se constituent de véritables pôles de développement capables de capter les bénéfices de l'Europe sans frontières et de les diffuser à l'ensemble de la région environnante (...). Il apparaît donc en outre à l'Etat d'accélérer ce processus en créant à la valorisation des atouts des villes, ou groupes de villes et par conséquent les plus aptes à jouer un tel rôle. Il devra à cette fin utiliser les synergies et les complémentarités entre cités voisines qui permettront d'atteindre plus rapidement la taille critique nécessaire à l'échelle européenne. » Ce texte affirme aussi : « Le rôle et les moyens de chaque niveau de collectivités (locales) seront l'objet d'une réflexion engagée dès le début du plan » et M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat au Plan, ne cache pas que pour lui, vingt-deux régions, c'est beaucoup trop.

Il est vrai, simplement, qu'au ministère de l'Intérieur, tuteur des collectivités locales, on reconnaît qu'une telle réflexion existe, mais qu'elle nécessite du temps pour être menée à bien.

## L'inégalité fiscale d'une région à l'autre

Parmi les trois catégories de collectivités locales, les régions, dont les responsables sont élus au suffrage universel depuis 1986, sont celles dont les budgets augmentent le plus vite. Ainsi en 1988, leurs dépenses ont progressé de 15,8 % en moyenne par rapport à 1987 (après une hausse de 16,4 % entre 1986 et 1987), au lieu de 9,4 % pour les communes et 7,8 % pour les départements.

La même évolution se manifeste dans la hausse des impôts directs locaux : + 12 % contre respectivement + 5,4 % et 6,1 %. Le montant global des budgets régionaux votés en 1988 atteint 33 milliards de francs dont 30,1 milliards pour les vingt-deux régions de métropole et 2,9 milliards pour les quatre régions d'outre-mer.

Selon les régions, la structure et le volume des recettes et des dépenses sont très différents. La taille, la population, et la richesse relative de chacune n'expliquent pas tout.

Evidemment, c'est l'Ile-de-France qui a le plus fort budget en valeur absolue avec 6,6 milliards de francs suivie du Nord-Pas-de-Calais (2,3 milliards), et Provence-Alpes-Côte d'Azur (2,2 milliards). En queue de liste apparaissent le Limousin (476 millions), la Franche-Comté (507 millions) et la Corse (357 millions).

Les principaux postes de dépenses des conseils régionaux concernent la construction des lycées, la formation professionnelle, l'aménagement du territoire au sens large du terme.

Les différences sont très sensibles lorsque l'on examine les dépenses par habitant, ce qui dénote une plus ou moins grande détermination des dirigeants et élus régionaux à s'engager, pour prendre en main leur propre destin. Ainsi, le « petit » Limousin dépense 648 F par habitant, la Bourgogne 613 F, l'Ile-de-France 640 F, mais Rhône-Alpes 406 F et la Basse-Normandie 420 F.

Pour financer leur budget, le Centre, le Midi-Pyrénées et la Picardie font appel pour 65 % aux prélèvements fiscaux sur leurs habitants et leurs entreprises alors qu'en en Poitou-Charentes (41 %), en Lorraine (43 %), en Alsace (44 %) et surtout en Corse (39 %), la pression fiscale est bien moindre.

C'est en Picardie, dans le Centre et dans le Nord-Pas-de-Calais que les élus régionaux consacrent à leur population le plus gros effort fiscal par habitant.

En Provence, en Haute et Basse-

Normandie, en Bourgogne, en Lorraine et en Corse, cet effort est deux fois moindre.

Enfin, selon une étude récente de l'INSEE, les régions contribuent de manière très inégale à la richesse nationale. L'Ile-de-France dégage 27,6 % du produit intérieur brut du pays, Rhône-Alpes 9,3 %, mais la Bretagne 4 %, l'Auvergne 1,9 % et le Limousin 1 %.

F. Gr.

DECLARATION  
REDUCTIONS  
D'IMPOTL'IMPOSITION  
DES REVENUS

François Kulbokas

Comment déclarer

ses revenus ?

Comment bénéficier

des réductions d'impôt ?

228 pages, 210 F

CHEZ VOTRE LIBRAIRE

ENCYCLOPEDIE  
DELMAS  
POUR LA VIE  
DES AFFAIRES

## La préparation des élections européennes

## RPR et UDF confrontent leurs programmes

RPR et UDF ont organisé vendredi 3 février une première rencontre en vue des élections européennes du 18 juin prochain, à laquelle participaient MM. Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing.

Il s'agit dans un premier temps, pour les deux formations, d'harmoniser leurs programmes. Une commission animée par MM. Alain Madelin (UDF-PR) et Christian de La Malène (RPR) siègera à raison d'une fois par semaine jusqu'au début du mois de mars à cette fin.

Partisan d'une liste unique de l'opposition, comme l'a réaffirmé M. Chirac, dimanche devant le congrès de son parti, le RPR souligne les convergences entre ses « Vingt propositions pour l'Europe » et la plateforme adoptée par l'UDF mercredi 1<sup>er</sup> février en conseil national, intitulée « Avec l'UDF, construisons l'union européenne ». Commentant ce texte, jeudi, M. Alain Juppé a constaté une « inspiration commune » dans les deux projets. Le secrétaire général du RPR n'a décelé « aucune raison qui puisse justifier une différence profonde ou une incompatibilité entre les approches européennes des deux formations ». L'ancien ministre a assuré qu'une liste unique est « bonne pour l'image de l'opposition » et pour la « mobilisation de l'électorat ».

L'UDF a décidé de reporter après les municipales sa décision de liste unique ou listes séparées. Si le président de la confédération est favorable à la première solution, M. François Léotard, président du PR, est plus enclin à préférer la seconde à condition qu'elle soit assortie d'un « contrat de confiance ». Du côté centriste, M. Bernard Bosson, coauteur de la plateforme UDF avec M. Madelin, a souhaité, jeudi, la constitution de deux listes distinctes, « dans une fraternelle émulation et non pas dans un faux consensus de façade ». Interrogé par TF1, l'ancien ministre chargé des affaires européennes s'est présenté comme un élu de l'opposition favorable à l'union « mais non à l'uniformité de l'opposition ».

## En Nouvelle-Calédonie

## M. Laffleur critique l'application des accords de Matignon

« Rien n'est fait à court terme pour les gens qui ont souffert de quatre années de guerre civile en Nouvelle-Calédonie », a regretté, vendredi 3 février à Nouméa, M. Jacques Laffleur, député (RPR) et chef de file des indépendantistes. Évoquant l'application des accords de Matignon, M. Laffleur, qui revient d'un séjour de deux mois en métropole, a protesté contre le fait que « rien ne soit fait pour ceux qui ont faim, qui n'ont plus qu'une chemise, qui ont un pantalon (...), car c'est de ceux-là dont il faut s'occuper ».

Le député de Nouvelle-Calédonie, qui a rencontré à Paris, MM. François Mitterrand et Michel Rocard, s'est également plaint du trop grand nombre de ministres (huit en six mois) qui se sont rendus dans l'archipel. « Il y a trop de ministres qui viennent, a-t-il affirmé. Chaque haut fonctionnaire qui les accompagne est une idée de la Nouvelle-Calédonie, qui diffère de celle de son collègue venu avant lui. Cela donne lieu à une cacophonie insupportable, et on ne sait plus ce qu'il faut faire. Or nous n'avons pas de temps à perdre. »

Le député du RPR a précisé que son mouvement continuerait de respecter les accords de Matignon, qui demeurent selon lui « la seule machine à mettre la Nouvelle-Calédonie sur la voie du développement économique et de la paix ».

M. Laffleur a indiqué qu'il souhaitait rencontrer M. Jean-Marie Tjibaou, président du FLNKS, afin d'évoquer, notamment, la question de la révision des listes électorales dans l'archipel, sur laquelle le chef de file indépendantiste avait affirmé se sentir « blousé » par le gouvernement.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

RADIO TELEVISION

COMMUNICATION



# Politique

## des élections municipales

### Un sondage place M. Vigouroux en tête dans sept secteurs sur huit à Marseille

MARSEILLE  
de notre correspondant régional

Selon un sondage publié le vendredi 3 février par le *Provençal*, M. Robert Vigouroux, maire (ex-PS) de Marseille, sortira grand vainqueur des prochaines élections municipales puisqu'il arriverait en tête au premier tour de scrutin dans sept secteurs sur huit. Cette enquête, commandée par l'association « Priorité Marseille », qui soutient M. Vigouroux, a été réalisée du 10 au 16 janvier par l'institut CSA, en collaboration avec un cabinet d'études marseillais (MIPS).

Après d'un échantillon de 3 200 personnes (250 à 500 personnes dans chaque secteur), il distingue deux hypothèses principales : l'une avec une liste unique PS-PC, l'autre avec deux listes PS et PC séparées, face aux listes Vigouroux, Gaudin (UDF-RPR), Domenech (FN) et une liste PSU-Extrême gauche. Dans les deux cas, M. Vigouroux distancerait largement ses adversaires, sauf dans le 4<sup>e</sup> secteur, où il est devancé par M. Gaudin. Face à une liste unique PS-PC, il réalise des scores allant de 27 % dans le 4<sup>e</sup> secteur (contre 47 % pour M. Gaudin) à 42 % dans le 5<sup>e</sup> secteur et même 44 % dans le 2<sup>e</sup> secteur. La liste PS-PC arrive partout en troisième position sauf dans les 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> secteurs où elle obtient la seconde place avec des scores compris entre 14 % et 29 %. La liste Gaudin l'emporte dans le 4<sup>e</sup> secteur et figure ailleurs en deuxième position sauf dans les 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> secteurs, où elle est notamment devancée par celle de Front national. Le FN, lui, recueille entre 10 et 21 %, ce qui lui permettrait de se maintenir dans tous les secteurs au second tour. A noter que dans le cas de listes PS et PC séparées, la liste Pezet serait éliminée dans le 5<sup>e</sup> secteur, et celle conduite par le député communiste Guy Hermier le serait dans quatre secteurs sur huit. Au total, dans la première hypothèse, la liste Vigouroux obtiendrait, sur l'ensemble de la ville, 37 %, celle de M. Gaudin 27 %, la liste PS-PC 19 %, la liste Domenech 15 % et la liste PSU-Extrême gauche 2 %.

Ce sondage porte également sur l'image des principaux candidats. M. Vigouroux apparaît comme « honnête, tolérant, compétent, chaleureux et proche des gens », tandis que MM. Pezet et Gaudin sont jugés « trop ambitieux et trop politisés ».

A tous égards ces résultats sont des plus surprenants et ressemblent à un véritable plébiscite en faveur de M. Vigouroux, qui n'a pourtant le soutien d'aucun parti.

#### MM. Gaudin et Pezet : suspect

Si l'on tient compte notamment du fait que l'indépendant M. Pezet, PC membre de la liste, a été élu à 13 à 15 %, cela signifierait que M. Pezet ne recueille pas plus que 4 à 6 % des voix de l'électorat socialiste. D'autre part, la personnalité des têtes de listes et la composition des listes dans chaque secteur ne sont pas prises en considé-

ration puisque les personnes interrogées se sont prononcées sur le seul nom de M. Vigouroux.

MM. Gaudin et Pezet ont vivement réagi à la publication de ce sondage qu'ils jugent l'un et l'autre suspects. M. Gaudin estime qu'il « ressemble fort à une manipulation organisée sans doute depuis l'Élysée dans la perspective d'un règlement de comptes entre le candidat officiel du PS et l'endorogage du président de la République ».

Le chef de file de la droite marseillaise souligne également « qu'il a déjà été démenti par un sondage grandeur nature à l'occasion de l'élection partielle dans la 6<sup>e</sup> circonscription des Bouches-du-Rhône » (1). Il s'agit enfin que M. Vigouroux puisse devancer de 10 points la liste PS-PC dans le 8<sup>e</sup> secteur, s'il incontesté des communistes et qualifié donc ces résultats « d'aberrants ».

De son côté, M. Pezet pense que ce sondage fait partie « d'une nou-

velle phase de la campagne qui se veut médiatique, de la liste dissidente du PS. Personne, ajoute-t-il, ne le prendra au sérieux. » Il se déclare également « persuadé que les Marseillais et les Marseillaises sont dans l'attente de connaître les programmes et les équipes pour se forger une opinion. Les chiffres publiés, conclut-il, signifient la disparition complète des familles politiques, ce qui est pour le moins curieux. » M. Pezet a indiqué que la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône se réservait le droit de saisir la commission de contrôle des sondages.

GUY PORTE.

(1) D'une part, M. Guy Tessier, candidat de l'opposition UDF-RPR, a obtenu plus de 39 % des voix au premier tour, alors que M. Gaudin est crédité de 26 % des intentions de vote. D'autre part, M. Vigouroux recueille 42 % des suffrages exprimés, soit légèrement plus que M. Bernard Tapie, qui était seul candidat des socialistes.

### MM. Jean-Edern Hallier et Roseau accusent M. Bernard Tapie de les avoir menacés

En présence de M. Jacques Vergès et de deux témoins — un ami et son chauffeur, — l'écrivain Jean-Edern Hallier a tenu, mardi après-midi 31 janvier à Paris, une conférence de presse au cours de laquelle il a accusé M. Bernard Tapie de l'avoir menacé et bousculé, le vendredi 27 janvier, dans un hôtel de Marseille, afin de l'empêcher de mener campagne contre lui à la veille du second tour de l'élection législative partielle organisée dans la sixième circonscription des Bouches-du-Rhône.

« C'était Chicago », a affirmé l'écrivain, en racontant, avec force détails, que M. Tapie, entre 22 h 45 et 1 heure du matin, avait, en compagnie de son chauffeur et de trois gardes du corps du nouveau député des Bouches-du-Rhône, tenté d'arrêter M. Hallier dans le but de l'empêcher de mener campagne contre lui à la veille du second tour de l'élection législative partielle organisée dans la sixième circonscription des Bouches-du-Rhône.

La fin de l'émission « Apostrophes ».

Selon Jean-Edern Hallier, M. Tapie aurait notamment expliqué : « Vous n'avez rien compris. Je ne suis qu'une marionnette. Je ne sers qu'à blanchir l'argent du PS. On m'a demandé de venir à Marseille. Vous allez me casser mon coup. Je ne peux pas me permettre de perdre ».

Dans l'immédiat, M. Hallier a exprimé l'intention d'aller déposer plainte, jeudi à Marseille, où selon le correspondant régional du *Monde* les gardes du corps du nouveau député des Bouches-du-Rhône se venteraient volontiers de leur « opération d'intimidation ».

Le porte-parole du mouvement du RECOURS, M. Jacques Roseau, qui s'était, lui aussi, rendu à Marseille pendant la campagne électorale pour plaider auprès des pieds-

noirs la cause de l'adversaire de M. Tapie, avait formulé, avant même la conférence de presse de M. Hallier, des accusations analogues. M. Roseau a précisé qu'une douzaine d'hommes avaient tenté, ce jour-là, en le menaçant, à l'aéroport et sur l'autoroute, d'aller jusqu'à Marseille pour prendre la parole contre M. Tapie.

selon le porte-parole du RECOURS, « ces pressions physiques et ces intimidations » n'ont pas eu, toutefois, une grande prise sur les électeurs pieds-noirs, les résultats des bureaux de vote où les rapatriés d'Afrique du Nord sont nombreux ayant donné, « par exemple dans le quartier de la Rouvière », une majorité de 1<sup>er</sup> ordre de 60 %, en faveur du candidat de l'UDF, M. Guy Teissier.

## La présidence du conseil général du Val-d'Oise

### M. Lachenaud abandonne la mairie de Pontoise pour succéder à Pierre Salvi

Deux élections seront nécessaires pour permettre la désignation du nouveau président du conseil général du Val-d'Oise, après le décès de Pierre Salvi, sénateur CDS, le 9 janvier. Faute de trouver en son sein un homme capable de s'imposer, la majorité de l'assemblée départementale a dû accepter le retour de M. Jean-Philippe Lachenaud, député UDF, qui l'avait quitté en septembre dernier pour cause du cumul de mandat.

Malgré les soucis que lui procurent les annués cardiaques dont il est mort, Pierre Salvi n'avait pas préparé sa succession à la présidence du conseil général, qu'il occupait depuis 1976. Deux hommes pouvaient y prétendre dans l'immédiat : MM. Lachenaud et Francis Delattre, député PR. Celui-ci était tenté, mais il savait que la « majorité de la majorité » du conseil était fermement tenue en main par les centristes grâce à l'appui des divers droite, encore nombreux dans ce département marqué par sa tradition rurale. Lors du dernier renouvellement cantonal, obligé de se soumettre à la loi limitant le cumul des mandats, il avait donc préféré conserver son siège à l'Assemblée nationale et sa fonction de maire de Franconville. M. Lachenaud, maire de Pontoise, avait fait le même choix.

Le décès de Pierre Salvi a tout remis en cause. M. Delattre n'avait pas plus de chance aujourd'hui qu'hier. M. Lachenaud, bien que non-membre du CDS, était plus facilement acceptable par les centristes. Il a donc été fait appel à lui, aucun des conseillers généraux de la majorité départementale n'étant assuré de faire l'unanimité des siens sur son nom. Aussi M. Philippe Hemet, UDF, qui lui avait succédé au conseil général, a-t-il démissionné le lundi 30 janvier. Son canton correspondant exactement à la ville de Pontoise, il est probable que l'élection pour pourvoir à son siège aura lieu en même temps que les municipi-

pales. Si les électeurs le veulent bien, M. Lachenaud retournera au conseil général, et laissera son mandat de maire à M. Hemet.

#### « Fausse rumeur par excellence »

L'éventuelle candidature de M. Michel Ponlatowski, qui est entré au Sénat à la suite du décès de Pierre Salvi, envisagée dans certains milieux, est qualifiée, en sa mairie de l'Isle-Adam, de « fausse rumeur par excellence ». Il aurait même l'intention d'abandonner le Parlement européen à l'occasion du renouvellement du printemps.

La succession de l'ancien président du conseil général dans son canton de Viarmes paraît plus simple, le premier tour devant s'y dérouler le dimanche 5 février. Elle devrait revenir à son ancienne assistante parlementaire, M<sup>me</sup> Emeline Georges-Picot (divers droite), maire de Noisy-sur-Oise, les candidats du PS et du PC n'ayant pas grandes chances. Un quatrième candidat s'efforce de perturber le jeu : M. James Bourgeois, membre du RPR mais désavoué par son parti. Battu dans son canton de Domont par un socialiste en septembre 1986, il tente de prendre sa revanche, en s'appuyant sur le résultat de M. Jacques Chirac, qui, au premier tour de la présidentielle, avait devancé M. Raymond Barre dans neuf des dix communes du canton.

Le nouveau président du conseil général du Val-d'Oise ne pourra donc être élu qu'un lendemain des municipales, quand il sera au complet. Il ne devrait pas y avoir de surprise. M. Lachenaud a d'ailleurs déjà annoncé qu'il entendait consacrer beaucoup de son temps à cette nouvelle tâche, et qu'il abandonnerait donc sa fonction de député général de l'UDF auprès de M. Valéry Giscard d'Estaing.

JACQUELINE MEILLON.

## BIBLIOGRAPHIE

### « Les habits neufs de la politique », d'Alain Duhamel

#### Le pédagogue de la modernisation

Livre après livre, à un rythme de météorite — un ouvrage tous les dix-huit mois — Alain Duhamel met en œuvre son sillon. Avec un objectif qu'il est de plus en plus aisé de mettre au jour, tant il s'en rapproche : devenir, pour la société politique française de la 1<sup>re</sup> République, ce qu'André Siegfried fut pour celle de la 1<sup>re</sup> République.

Au fil des rendez-vous qu'il donne à la cohorte de ses lecteurs (pour la plus grande joie de son éditeur), il approfondit son thème central — la crise qui touche l'autorité et la représentativité de la société politique est en fait une crise de la modernisation de celle-ci, et de son adaptation aux normes des grands démocrates occidentaux — en même temps qu'il perfectionne son style ; au point tant fois de donner le tournis, tant les formules ciselées abondent, tant le rythme est soutenu et le trait souvent acéré.

Le débat auquel il apporte aujourd'hui sa pierre, et que d'autres ont alimenté (notamment Jacques Julliard, François Furet et Pierre Rosanvallon dans la République du Centre), était d'ailleurs déjà parfaitement posé dans le *Complexe d'Astérix*, ouvrage paru en 1986. Là où Alain Duhamel voyait, et voit toujours, une modernisation d'autres traductions, trois ans plus tard : banalisation, normalisation, mise en conformité idéologique et politique de la France par rapport au modèle anglo-saxon, bref, « Fin de l'exceptionnalisme français », pour reprendre la sous-titre et l'argument principal de la République du Centre.

A son tour, dans un chapitre intitulé « La nostalgie de l'espérance », Alain Duhamel répond, et pour tout dire corrélativement : non, le consensus français ne se substitue pas aux affrontements, il les « civilise ». Ce qui, après tout, n'est rien moins que la fonction première, la justification philosophique de la forme républicaine de la démocratie. Non, l'émergence de ce consensus n'efface pas les idéologies, « elle les oblige à se transformer ».

Se théorise est que l'idéologie dominante — dont il est l'un des porte-parole — ne peut se substi-

tuer aux idéologies partisans, nécessairement contradictoires, qu'il nomme idéologies secondes. En d'autres termes, la première est belle et bonne, son assise s'élargit en même temps qu'elle se transforme. En revanche, les secondes « ont un besoin urgent d'être réinventées », car « le socialisme à la française, le libéralisme hexagonal n'ont plus de projets constitués et cohérents, prospectifs et mobilisateurs ».

Ce constat renvoie, bien sûr, à un autre impératif, celui de la transformation de la société politique, laquelle passe à son tour par « quatre modernisations », celle des institutions, des pouvoirs locaux, des partis et de la psychologie hexagonale. La Constitution doit être « démonarchisée » par l'instauration du quinquennat ; le paysage local doit être redécouvert en quelques grandes régions — « La France souffre d'un excès de structures locales et d'un déficit de pouvoirs locaux » écrit-il à juste titre, — les partis doivent se « déprésidentialiser » ; enfin, les Français doivent apprendre à admettre les changements sans en réclamer pour eux-mêmes leurs conséquences.

#### Le triomphe ambigu de la communication

Ils ont, pour cela, besoin d'une « pédagogie de la modernisation », à laquelle s'emploie l'auteur, mais que le pouvoir n'a pas encore pu ou voulu entreprendre. Il est vrai que la fougue avec laquelle Alain Duhamel presse François Mitterrand d'entreprendre sans plus tarder, comme le suggère Raymond Barre, une « pédagogie de l'action » n'est pas sans rapport avec une autre facette de l'auteur, celle de journaliste vedette de « L'heure de vérité ». Non, l'homme de télévision sait cependant, quand il le faut, prendre de la distance et nous offre, sur la « colonisation de l'univers politique par la communication », un morceau de choix, égratignant au passage Raymond Barre et Michel Rocard, pour qui « la liberté de l'aspiré se mesure à l'assise qui leur est consentie ».

Si l'on ajoute à ce chapitre sur « Les triomphes ambigus des

techniques audiovisuelles » ceux qui traitent du « Pontificat social-démocrate », de la « Mort et (de la) transfiguration du gaullisme » ou de la « Résistance ascension de Jean-Marie Le Pen », il y a dans ce livre non seulement « du grain à moudre », comme dirait André Bergeron, mais aussi de quoi combler ceux qui ont fait de politique, au sens noble du terme.

La réserve — car réserve il y a — vient plutôt de la façon dont l'auteur « vend » son propre ouvrage, activité qui, de nos jours, importe au moins autant que le contenu. Que dit Alain Duhamel ? Qu'il a vu un « accoucheur du changement ». Certes. Encore que Bernard Pivot fait justement observer que « le pouvoir appartient à ceux qui ont les réponses, pas à ceux qui posent les questions ». A condition aussi de tracer précisément les limites de ce changement, celles d'un excès de structures locales et d'un déficit de pouvoirs locaux, qui ne doit pas être la droite libérale n'aurait jamais dû désemparer.

L'auteur présente également les habits neufs de la politique comme le livre qui réhabilite la politique. Il s'agit, en fait, d'un état des lieux : l'auteur analyse le déclin de la classe politique plus qu'il ne décrit ses « habits neufs ». En parlant vulgairement, il balise tout le champ du paysage français sans aborder de front la question centrale qui est posée à qui voudrait vraiment rétablir la politique. Nous sommes à la veille de mutations fortes qui obligeront, en effet, la classe politique à se transformer elle-même, après avoir tant prêché le changement pour les autres, au point que le pouvoir sous toutes ses formes devra « reconnaître » le pays de son utilité sociale. Hier et aujourd'hui impérial et sacré, le pouvoir, désacralisé, devra montrer qu'il est encore utile.

S'attacher à la démonstration de cette nouvelle utilité sociale eût permis à l'auteur d'attendre à la perfection ; mais celle-ci, comme chacun sait, n'est pas de ce monde.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

\* Les Habits neufs de la politique, d'Alain Duhamel. Flammarion, 227 pages, 79 francs.

**FOURRURES GEORGE V**  
**AVANT FERMETURE DEFINITIVE**  
PAR AUTORISATION PREFECTORALE (loi du 30.12.1906)  
**LIQUIDATION TOTALE**  
OUVERTURE exceptionnelle DIMANCHE 5 FEVRIER  
**des plus importants stocks de Paris**  
Vendredi 3, Samedi 4, Dimanche 5, Lundi 6 Février et jours suivants

| MANTEAUX                                    |                                         | VESTES                |                                          |
|---------------------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------|------------------------------------------|
| Vison lunareine                             | 28750 <sup>00</sup> 16450 <sup>00</sup> | Vison dark            | 17650 <sup>00</sup> 9850 <sup>00</sup>   |
| Vison dark Saga                             | 24750 <sup>00</sup> 15850 <sup>00</sup> | Vison tourmaline      | 45000 <sup>00</sup> 14750 <sup>00</sup>  |
| Vison Koh-i-noor                            | 55000 <sup>00</sup> 18750 <sup>00</sup> | Renard bleu           | 13500 <sup>00</sup> 7850 <sup>00</sup>   |
| Vison pastel morceaux                       | 13750 <sup>00</sup> 6250 <sup>00</sup>  | Renard Virginie       | 18750 <sup>00</sup> 6450 <sup>00</sup>   |
| Castor Canada                               | 55000 <sup>00</sup> 18750 <sup>00</sup> | Marmotte              | 14750 <sup>00</sup> 5250 <sup>00</sup>   |
| Astrakan noir                               | 11750 <sup>00</sup> 5850 <sup>00</sup>  | Coyote                | 14850 <sup>00</sup> 4650 <sup>00</sup>   |
| Renard lustré Lynx                          | 17850 <sup>00</sup> 9750 <sup>00</sup>  | Weasel                | 8450 <sup>00</sup> 2350 <sup>00</sup>    |
| Marmotte Canada                             | 26850 <sup>00</sup> 12750 <sup>00</sup> | Astrakan beige        | 8750 <sup>00</sup> 1650 <sup>00</sup>    |
| Ragondin longs poils                        | 9850 <sup>00</sup> 3750 <sup>00</sup>   | Mouton                | 8450 <sup>00</sup> 1350 <sup>00</sup>    |
| Zorinos                                     | 4850 <sup>00</sup> 1350 <sup>00</sup>   | Chevrette grise       | 3850 <sup>00</sup> 1150 <sup>00</sup>    |
| PELISSES int. Lapin col vison ou col renard | 2850 <sup>00</sup> 1450 <sup>00</sup>   | <b>HAUTE FOURRURE</b> |                                          |
| <b>MANTEAUX DU SOIR</b>                     |                                         | <b>MANTEAUX</b>       |                                          |
| Vison lunareine                             | 85000 <sup>00</sup> 15000 <sup>00</sup> | Zibeline russe        | 235000 <sup>00</sup> 75000 <sup>00</sup> |
| Vison ranch ou dark                         | 55000 <sup>00</sup> 13500 <sup>00</sup> | Lynx du Canada        | 95000 <sup>00</sup> 25000 <sup>00</sup>  |

*à 2 pas des Champs-Élysées.*  
**Une seule adresse**  
**40, Avenue George V.**  
**Paris 8<sup>e</sup>**



# Société

## JUSTICE

### Le rapport Bonnemaïson sur la question pénitentiaire remis au garde des sceaux

M. Gilbert Bonnemaïson, député maire (PS) d'Epinal-sur-Seine et médiateur du conflit des personnels pénitentiaires, a remis, le 2 février, au ministre de la Justice, M. Pierre Arpaillange, son rapport et une liste de 100 propositions extrêmement précises et concrètes pour la modernisation du service public pénitentiaire. Le rapport devrait être transmis dans une dizaine de jours au premier ministre.

Ne plus dire « gardiens de prison », « surveillants » ou « matons » mais « agents de justice ». Combattre par tous les moyens la surpopulation pénale, notamment en instituant un « numerus clausus » des détenus, faire sortir des personnes incarcérées, prévenir et condamner — dès lors qu'un seul intolérable de surpopulation sera atteint et à condition qu'elles fassent l'objet d'une surveillance élec-

tronique (bracelet au poignet ou à la cheville) ; déconcentrer une administration sclérosée et bureaucratique, en donnant une véritable autonomie de gestion aux établissements pénitentiaires ; intéresser les personnels aux résultats par le biais de primes, permettre de réels dévouements de carrière, favoriser la formation et la concertation, affecter une partie du financement du plan Chalandon de construction de nouvelles prisons à la rénovation du

parc existant et donc supprimer 7 des 25 établissements prévus (c'est-à-dire 3 400 places), créer un service public de l'orientation pénale et de l'insertion sociale regroupant en une structure unique les travailleurs sociaux du milieu ouvert et du milieu fermé ; telles sont les propositions les plus marquantes du rapport de M. Gilbert Bonnemaïson, qui n'a pu faire accepter au gouvernement la parité du régime de retraite des surveillants avec celui des policiers.

## Les propositions

« Nous sommes les oubliés de la société », c'est par cette phrase d'une surveillante de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis que commence le rapport. C'est par celle-ci que M. Bonnemaïson, résumant son propos, le termine, espérant s'il est suivi que « prendra fin le temps de la méconnaissance, des suspensions, de l'inconscience à mettre des individus sans discernement dans des oubliettes ».

A Grenoble, les loits de la maison d'arrêt laissent passer l'eau, que l'on recueille dans des seaux. A Nancy, en visitant le quartier des mineurs, le député a, écrit-il, découvert « deux enfants de quatorze ans enfermés dans dix-huit heures dans une cellule aux murs couverts de crasse », comme « l'épave » ceux du foyer des surveillants de Fresnes. Trois images brèves, trois parmi beaucoup d'autres qui lui font dire : « En cette année du bicentenaire nous ne pouvons accepter d'avoir encore des prisons qui portent atteinte à la dignité de l'homme, à celle de celui qui y est détenu, comme à celle de celui-ci qui le surveille en notre nom ».

### ● POLITIQUE PÉNALE

Le premier des maux est la surpopulation pénale (voir ci-contre). « Confusément dans les esprits la prison n'a qu'une porte, celle d'entrée, ce qui dispense certains de réfléchir sur l'état dans lequel les détenus sont libérés ». S'il faut réformer d'urgence l'instruction, il faut aussi ne considérer la prison que comme une sanction parmi d'autres. Le but d'une politique pénale étant avant tout d'éviter la récidive. Or « personne ne peut continuer à se satisfaire du taux d'échec de 60 % à 70 % qui représente la récidive. Face à certaines infractions de faible gravité n'ayant eu que peu d'impact sur l'ordre public et dont la réparation est aisée, il convient de renoncer au prononcé de courtes peines d'incarcération ». On doit aussi, estime M. Bonnemaïson, donner au tribunal la possibilité de prononcer une peine de travail d'intérêt général en l'absence du prévenu ; donner au juge d'application des peines la possibilité de transformer en travail d'intérêt général une peine d'emprisonnement inférieure ou égale à un an ; transformer la réduction de peine en crédit de peine calculé dès l'écrou et remis en cause en cas d'incident ; faciliter l'accès aux libérations conditionnelles et supprimer la contrainte par corps, « survivance indigne de la prison pour dette ». La plus « révolutionnaire » des propositions est bien sûr le numerus clausus assorti de la surveillance électronique (1).

Le matériel, qui devra faire l'objet d'une étude technique approfondie, pourrait consister en un bracelet de poignet ou de cheville qui émettrait des signaux perçus par un central de surveillance. Pour humilier qu'il puisse paraître, ce système ne semble pas plus indigne au rapporteur, que l'entassement à l'abri du regard de quatre ou cinq détenus dans une cellule exigüe et dépourvue du confort le plus élémentaire.

« Il ne s'agit en aucun cas (...) de faire attendre à des délinquants ou des criminels qu'une place de prison soit libre pour les incarcérer. Il s'agit de choisir parmi les personnes incarcérées en détention provisoire celles qui libéreront une place en prison pour un nouvel arrivant et subiraient alors une mesure de surveillance électronique à l'extérieur ». Le système pourrait aussi concerner les courtes peines ou les fins de peine dans un dispositif de semi-liberté.

### ● MODERNISER LE SERVICE PUBLIC PÉNITENTIAIRE

Il faut pour cela des moyens qui devaient être puisés dans l'enveloppe considérable (2) dévolue au programme des 15 000 places de prison de M. Chalandon (devenues 13 000 depuis l'arrivée place Vendôme de M. Pierre Arpaillange), 3 400 nouvelles places réparties dans 7 établissements ne seraient donc pas réalisées. En revanche, un plan de rénovation et de reconstruction des établissements existants (80 % des prisons actuelles ont été construites avant 1914), un autre de destruction de prisons vétustes sont prévues ; il faudra mettre en chantier un programme de logements des personnels et de lieux d'accueil pour les familles de détenus.

M. Bonnemaïson propose de déconcentrer l'administration au bénéfice des directions régionales (notamment pour la notation, l'avancement, la mutation, la discipline), d'insérer la prison dans la cité en multipliant les passerelles avec les partenaires locaux du milieu judiciaire mais aussi avec les élus par l'intermédiaire du Conseil national des villes et approuver à court terme, révoquer aussi les modes de gestion en créant des établissements financièrement autonomes.

### ● UNE POLITIQUE DE RENOUVEAU SOCIAL

Le rapport prévoit d'allonger la formation des surveillants (portée à huit mois), d'instaurer une semaine obligatoire minimum de formation continue tous les trois ans. Il propose d'attribuer une politique d'intégration des personnels par des primes de responsabilité et d'objectifs, et l'élargissement du corps de direction à toutes les catégories de personnel. S'il convient de recruter des surveillants mais aussi des infirmières et des psychologues, M. Bonnemaïson souhaite créer un service national dans l'administration pénitentiaire qui pourrait fournir 1 800 auxiliaires médicaux, enseignants, etc.

Presque toutes les revendications d'ordre statutaire avancées par les syndicats sont reprises par le rapporteur à l'exception de la « bonification du 1/5 » (3) dans le calcul des retraites, revendication phare des pénitentiaires dont le gouvernement ne veut pas entendre parler car il y voit un risque dangereux de contamination du reste de la fonction publique.

### ● AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE VIE DES DÉTENUÉS ET DES PERSONNELS

M. Bonnemaïson veut rallonger la journée de détention permettant le fonctionnement des parloirs jusqu'à 19 heures ou 20 heures pour faciliter les visites des familles mais aussi distribuer repas et médicaments « au plus près des pratiques de la vie libre ». Ces dispositions ne pourront d'ailleurs être prises sans concertation.

La réflexion reste ouverte sur l'expression collective des détenus, les parloirs sexuels et la possibilité de faire valoir des moyens de défense au cas d'incident ; faciliter l'accès aux libérations conditionnelles et supprimer la contrainte par corps, « survivance indigne de la prison pour dette ». La plus « révolutionnaire » des propositions est bien sûr le numerus clausus assorti de la surveillance électronique (1).

La prise en charge sociale des personnels et le développement d'une politique « inséparable » de santé, sont urgents ; ainsi que la formation et l'information sur les maladies contagieuses, notamment le SIDA. Comme récemment dans la police, M. Bonnemaïson souhaite supprimer — c'était jusqu'ici une question tabou — la vente d'alcool dans les mess, à l'exception du vin et de la bière aux heures des repas.

## Surpopulation

Plus que des discours, il y a des chiffres qui font mal. Ainsi, entre 1976 et 1988, la population carcérale a augmenté de 70 %, et, contrairement aux idées reçues, l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 n'a pas enrayer le phénomène. Depuis 1984, l'augmentation mensuelle de 0,65 % en moyenne a atteint des pointes de 2 %. La durée moyenne d'incarcération est de 6,3 mois en France contre 1 mois aux Pays-Bas ; 25 % des entrants en prison sont libérés dans les trois premiers mois et 70 % dans les deux premiers mois.

Le profil type du détenu est facile à décrire lorsqu'on sait que 98 % des personnes incarcérées sont des hommes ayant commis (93 %) des délits ; ils sont pour 60 % des voleurs, jeunes (70 % ont moins de trente ans), d'un niveau scolaire faible (40 % n'ont pas dépassé un niveau d'études primaires, 33 %

### ● LE SERVICE PUBLIC DE L'ORIENTATION PÉNALE ET DE L'INSERTION SOCIALE (SPOPI)

Inspiré des mesures d'accompagnement — fort efficaces — de la récente loi d'amnistie, ce SPOPI vise à réunir le travail social en milieu ouvert et en milieu fermé et à en faire un service à part entière de l'administration pénitentiaire. Le nombre des travailleurs sociaux et leurs moyens devraient être notablement augmentés. « Il est honteux que la France continue à ne disposer que d'un nombre de travailleurs sociaux (...) à peine équivalent à celui du Grand Londres. Il faut savoir ce que l'on veut : ou le développement de l'incarcération ou le développement d'autres sanctions ».



S'atteler à réformer le fonctionnement des prisons est une tâche considérable. D'autant qu'au gré des politiques, les réformes ont évolué dans un sens humanitaire ou répressif. Le chaos est un peu la règle tant nos aïeux ou nos efforts emportent la raison qui devrait commander à un domaine si sensible », conclut M. Bonnemaïson.

M. Bonnemaïson lui, loin des passions, a voulu développer une idée de la gestion du possible. En n'oubliant pas que la matière première de la pénitentiaire est uniquement humaine : qu'il s'agisse du gardé ou du gardien.

Ag. L.

- (1) Déjà pratiqué dans certains Etats américains et en Grande-Bretagne, ce système a fait l'objet d'un rapport très nuancé du Conseil de l'Europe en juin 1988.
- (2) Plus de 4 milliards de francs de crédits d'investissement et 1,2 milliard annuels de fonctionnement.
- (3) Les fonctionnaires de l'administration pénitentiaire touchent 75 % de leurs revenus après trente-sept années et demi de travail. La bonification du 1/5 permettrait de gagner une année tous les cinq ans.

numerus clausus en les baguant électriquement ! Système orwellien qui, grâce à ce boulet sophistiqué sorti tout droit d'un mauvais film de science-fiction, fait qu'on peut les suivre à la trace dès qu'ils sortent d'un périmètre autorisé. C'est sans doute... M. Bonnemaïson sait calculer ses provocations — ce qui suscite la plus de commentaires. S'arrêter à cela, serait pourtant passer tout à fait à côté de la démarche du rapporteur.

Pesées au tribucliet, ses cent propositions, en réalité, ouvrent la voie, si l'on est décidé à le suivre, à une révolution douce de l'univers des prisons. Parce que M. Gilbert Bonnemaïson n'est pas un théoricien en chambre. Plus que tout autre responsable politique, il ne s'est pas contenté d'aller voir ce qui se passe à l'intérieur des murs. Il a aussi tenté de comprendre ce qui se passe dans les têtes. En refusant les réflexes idéologiques classiques, il n'a pas hésité, lui le député socialiste, à marquer parfois contre son camp. Il s'est d'abord, et bien avant 1989, rendu sur le terrain. Il venait, fort de son expérience à la tête du Conseil national de prévention de la délinquance, à une époque où la gauche, autour de 1983, semblait encore décidée à mettre en œuvre une politique de sécurité originale, servi aussi par une conscience approfondie du dossier pénitentiaire.

Rapporteur depuis plusieurs années du budget de cette administration à l'Assemblée nationale, il en connaît tous les méandres. Aidé par son côté bourru, terre à terre, par le fait qu'ancien ouvrier, ancien marin, ancien dessinateur industriel (la profession qu'il a choisie de figurer sur l'annuaire de l'Assemblée nationale), il sait, sans doute mieux que certains magistrats à l'apparence plus raffinée, trouver le ton juste avec les gardiens de prison. Il a mis tout son poids dans les quelques cent cinquante feuillets de son rapport et aussi tout l'entrain qu'il peut avoir, aussi bien auprès de Matignon que du ministère du budget, pour arriver à un projet qui a l'aval du gouvernement, à défaut d'enthousiasme, le ministère de la Justice et de convaincre à coup sûr les pénitentiaires.

Mais c'est un pari à qui perd gagne. Les prisons vont mal. Si les détenus, après de coûteuses mutine-

## Le pari d'une révolution douce dans les prisons

On pourrait résumer crûment les cent propositions du rapport de M. Gilbert Bonnemaïson en disant : sur la question de la bonification du 1/5, symbolique revendication concernant les régimes de retraite, les surveillants de prison, qui en font pourtant un casus belli, n'ont pas avancé d'un pouce. Le médiateur veut, en revanche, supprimer trois mille quatre cents sur ce qui reste des treize mille places du programme Chalandon de construction de nouvelles prisons, ce qui ne manquera pas de susciter un joli tollé. Pour voir les prisons, à l'évidence trop pleines, on prévoit de faire sortir des détenus sur la base d'un

ries, après, aussi, un mouvement de protestation plus structuré à l'automne, sont, depuis quelques mois, confinés dans le silence, les personnels pénitentiaires ont montré, récemment, qu'ils pouvaient, s'ils le voulaient et si on les laissait faire, paralyser la justice.

### Les sœurs froides de l'automne

Sans précédent dans ses formes (blocage généralisé des écrous et des extractions), leur mouvement a non seulement marqué le début des protestations sociales de l'automne, mais aussi dénoté des sœurs froides aux responsables politiques, qui n'avaient pas vu, ou pas voulu voir, que ces obscurs exécutants disposaient, en réalité, d'une marge de manœuvre considérable.

Ce n'est pas rien qu'en débordant, pour une fois, leurs représentants syndicaux, qui n'en demandaient pas tant, ces hommes et ces femmes, dont le métier est de garder ceux que la société a décidé de punir pour s'en protéger, enfreignent sciemment la loi et contraignent les pouvoirs publics à organiser un circuit parallèle d'enfermement dans les commissariats et les gendarmeries.

Retenés dans le rang après des négociations extrêmement tendues avec le ministre de la Justice, qui fut contraint, en fin de compte, de rendre son tablier pour le confier à un médiateur plus politique et plus habile que lui, les personnels pénitentiaires, depuis qu'ils ont signé, le 8 octobre, un protocole d'accord avec M. Gilbert Bonnemaïson, n'ont pas désarmé. Temporairement, ils ont joué le jeu de la consultation menée par une société privée indépendante dans le cadre de la mission Bonnemaïson et qui a déjà (Le Monde du 10 janvier) abouti à un premier rapport.

Cette consultation, qui a donné à chacun des dix-huit mille fonctionnaires de l'administration pénitentiaire la possibilité de s'exprimer, a semblé calmer pour un temps les esprits et permis, à tout le moins, de désamorcer la tension. Mais ce long travail d'inspection auquel les pénitentiaires n'étaient guère habitués a aussi maintenu la pression. A force de réfléchir sur son sort, de mettre en forme ses espoirs et ses rancunes, le personnel pénitentiaire, de façon collective, a mûri. Il est devenu terriblement exigeant. Il n'est pas rare, désormais, que, dans ce corps si rompu à l'obéissance et dont la raison d'être est la contrainte de l'autre, on proclame sa volonté de

jeter aux orties toute règle de discipline. « On n'a pas fait tout ce qu'on a fait pour s'arrêter si vite », disaient-ils, en octobre, bon nombre de protestataires.

Le temps — quatre mois — a passé depuis, mais la vigilance demeure. Il ne faut pas croire que le délai qui fut nécessaire à l'élaboration du rapport Bonnemaïson a endormi les passions. Déjà, certains syndicats — la CGT, qui n'a pas signé le protocole d'octobre, mais aussi l'UAP, qui annonce une reprise du mouvement pour lundi, — s'agitent. A force ouvrière (majoritaire), on n'est pas décidé à laisser les autres syndicats récupérer à leur profit les mécontentements. Certains, dans l'opposition, auraient même reproché à M. Jacques Violante, le patron des surveillants FO, de ne pas être monté au créneau comme il aurait fallu. Même à contre cœur, si le mouvement devait reprendre, il est clair que cette fois-ci FO ou préférerait prendre les devants de la contestation plutôt que de calmer les esprits.

C'est pourquoi les suites données au rapport de M. Bonnemaïson devraient être déterminantes pour l'avenir de l'administration pénitentiaire. Les personnels, qui seront plus que jamais de ne pas être épanouis dans leur revendication sur le 1/5, prendront-ils la mesure de ces cent propositions ? Saisiront-ils la chance offerte, pour la première fois, de bouleverner les structures qui les étouffent et d'accéder peut-être à la dignité qu'ils réclament ? Comprendront-ils que le médiateur a essayé de naviguer au plus juste entre un ministère du budget plus que réticent, et celui de la Justice, où on le trouve apparemment trop conciliant avec les surveillants, pas forcément « dans la ligne », et où certains acceptent mal ce qui se vit parfois comme une concurrence ? La porte est étroite, et le pari de M. Bonnemaïson risqué. Il n'a cherché à plaire à personne, mais seulement à faire avancer les choses de façon cohérente et plus loin qu'on n'avait jamais jusqu'ici tenté de le faire. Certes, il ne parle pas d'or, et bien des critiques pourront lui être opposées. Mais si, d'aventure, ce rapport devait être enterré ou rejeté après les espoirs qu'il a suscités, l'échec pour tous serait cuisant, car il y a des occasions à ne pas manquer.

En 1983, lors de la création du Conseil national de prévention de la délinquance, M. Bonnemaïson disait déjà : « Nous sommes obligés de réussir, et vite... Les prisons n'offrent pas d'autre choix ».

AGATHE LOGEART.

### Un jugement du tribunal de Paris

## Deux « Tour d'Argent » : une de trop

Deux restaurants parisiens ont pour enseigne « La Tour d'Argent ». L'un, place de la Bastille, jouxte le futur Opéra. Il est la propriété de la Compagnie parisienne de restauration (CPR). L'autre, beaucoup plus ancien et de plus grande célébrité, est installé quel de la Tourneville dans le 5<sup>e</sup> arrondissement avec vue sur le chevet de la cathédrale Notre-Dame. C'était, du moins, aux yeux de la société exploitante de « La Tour d'Argent » du quel de la Tourneville, surs « Tour d'Argent » de trop et seule devait demeurer sous cette appellation celui des établissements capable de prouver que son existence était antérieure à celle de l'autre. La justice fut donc saisie. La troisième chambre du tribunal de grande instance de Paris vient de rendre un jugement en faveur de l'établissement du quel de la Tourneville.

Les raisons de sa décision sont simples. A la Compagnie parisienne de restauration, les juges disent que l'établissement de la place de la Bastille n'avait été déclaré au registre du com-

merce pour une activité de restauration que le 8 décembre 1988. Certes, la CPR avait repris à l'origine le fonds de commerce d'un marchand de vin exploité à la Bastille depuis 1913 par une famille Solignac. Mais ce fonds de commerce fut radié du registre le 17 juillet 1988 pour cause d'expiration.

En revanche, les magistrats ont été convaincus de l'antériorité dans les activités de restauration de la maison du quel de la Tourneville qui, « la première de façon publique et continue, exploitait le commerce de restauration à l'enseigne de La Tour d'Argent », comme le prouve un acte du 13 juin 1845.

Ainsi « La Tour d'Argent » de la Bastille est appelée à trouver une autre enseigne sous astreinte de 10 000 francs par infraction à partir du jour où le jugement de Paris deviendra définitif. Quant à la « vraie » « Tour d'Argent », elle obtient dans l'avenir 500 000 francs de dommages et intérêts.

## RELIGIONS

Alger. Les catholiques ont obtenu la reconnaissance officielle de leur culte.

Paris. Les catholiques ont obtenu la reconnaissance officielle de leur culte.

Paris. Les catholiques ont obtenu la reconnaissance officielle de leur culte.

Paris. Les catholiques ont obtenu la reconnaissance officielle de leur culte.

Paris. Les catholiques ont obtenu la reconnaissance officielle de leur culte.

Paris. Les catholiques ont obtenu la reconnaissance officielle de leur culte.



# Société

## MÉDECINE

### La stérilisation des handicapés mentaux pourrait être légalisée en RFA

BONN  
de notre correspondant

La stérilisation des handicapés mentaux sans leur consentement devrait bientôt devenir légale en République fédérale d'Allemagne si la nouvelle loi sur la tutelle des incapables majeurs adoptée, mardi 31 janvier, par le conseil des ministres passait sans modification au Parlement.

Ce projet, qui a fait l'objet de longues discussions entre le ministère de la santé et celui de la justice vise à introduire des règles légales dans une pratique qui s'exerçait dans un vide juridique complet : on estime à un million par an le nombre des stérilisations effectuées sur des handicapés mentaux, essentiellement des

femmes et des jeunes filles incapables d'assumer une contraception suivie.

Dans la nouvelle législation, les autorités de tutelle pourront demander au juge l'autorisation de procéder à une stérilisation si elles estiment qu'une grossesse « peut constituer un danger pour la santé physique et morale de la personne concernée », l'incapacité pour la personne handicapée d'élever un enfant peut également constituer un motif de stérilisation.

La loi prévoit cependant que la moindre manifestation d'une volonté contraire de la personne devant être stérilisée, comme une réaction de frayeur lors de l'entrée dans la salle d'opération est un motif suffisant pour que l'intervention ne soit pas

effectuée. En outre, la nouvelle loi interdit la stérilisation des mineurs.

Une association de magistrats progressistes, la « Neue Richtervereinigung », a exprimé des critiques contre ce projet de loi qu'elle estime en contradiction avec les droits fondamentaux de la personne, et elle a d'autre part formulé des doutes sur la possibilité de mettre en application les garanties prévues par la loi. Cette association reste par exemple sceptique sur le fait qu'un médecin renonce à effectuer une opération sur un patient manifestant des signes de frayeur.

Cet aspect du nouveau projet régalisant la mise en tutelle n'a pas, pour l'instant, beaucoup d'écho dans l'opinion en dépit des mauvais souvenirs qu'il pouvait faire resurgir, ayant trait à la stérilisation forcée de tous les handicapés sous le régime nazi. Le public d'outre-Rhin est en revanche beaucoup plus sensible à un autre aspect de la nouvelle loi : celui qui réglemente la mise en tutelle des personnes âgées dont le comportement déplaît aux héritiers potentiels. Elle rend en effet plus difficile la perte des droits de ces « vieillards indigènes » qui s'adonnent à la boisson ou qui jettent joyeusement par les fenêtres l'argent qu'ils ont accumulé au cours d'une longue vie de labeur.

L. R.

## Accord entre les médecins et le ministère de la santé

### La prescription d'un médicament coûteux contre l'anémie sera élargie

Tous les malades dont l'état nécessite la prescription d'érythropoïétine devront en bénéficier. Cette phrase figurant dans un communiqué publié, jeudi 2 février, par le ministère de la santé, devrait mettre un terme à la polémique qui, depuis quelques jours, oppose les services de M. Claude Evin à la communauté des néphrologues français à propos de la délivrance de ce médicament efficace contre l'anémie chez les malades insuffisants rénaux traités par rein artificiel.

Le ministère de la santé avait, dans un premier temps, fait savoir que seulement 10 % des dix-huit mille dialysés français pourraient bénéficier d'un traitement par érythropoïétine. Les néphrologues avaient alors lancé dans la presse un « cri d'alarme », jugeant ce « quota » contraire au sacro-saint principe de la liberté de prescription.

La polémique prit une telle ampleur que le ministère de la santé décida de réunir la commission d'hémodyalyse et de transplantation composée de spécialistes - néphrologues et nématologues - ainsi que des représentants des associations de dialysés. Cette commission s'est réunie le 1<sup>er</sup> février sous la présidence du professeur Henri Kreis (hôpital Necker, Paris) en présence du directeur général de la

santé, du directeur des hôpitaux et du directeur de la pharmacie et du médicament. L'ensemble des propositions qu'elle a faites ont été acceptées par M. Claude Evin.

Outre le principe de base - « tous les malades dont l'état nécessite la prescription d'érythropoïétine devront en bénéficier » - ces propositions prévoient que « la mise à disposition de ce médicament devra se faire progressivement, selon les indications définies par les spécialistes ».

La commission estime à environ 10 % des insuffisants rénaux chroniques dialysés ceux pour lesquels l'indication de ce traitement est d'ores et déjà justifiée. Il s'agit de malades pour lesquels le besoin transfusionnel est le plus urgent.

#### Évaluation progressive

Le communiqué du ministère ajoute que « des comités régionaux », composés de différents spécialistes « devront être formés pour procéder à l'évaluation des indications thérapeutiques nouvelles de l'érythropoïétine pouvant justifier l'application de ce traitement ». Cette évaluation, qui se fera selon un protocole national, durera trois mois au

terme desquels ces comités feront un rapport au ministre de la santé.

Des propositions de nouvelles indications de traitement par l'érythropoïétine seront alors faites ce qui devrait augmenter à terme la proportion des insuffisants rénaux dialysés qui bénéficieront de ce médicament. Par la suite, tous les six mois, de nouvelles évaluations seront effectuées permettant un ajustement de la prescription d'érythropoïétine.

Le principe de cette évaluation progressive devrait satisfaire les néphrologues. Au cours de la réunion de la commission, la grande majorité des médecins présents appartenant aussi bien à des hôpitaux publics qu'à des établissements privés ont approuvé la mise en œuvre de cette procédure et la nécessité d'une évaluation de l'impact de cette thérapeutique sur le budget de la Sécurité sociale. Reste que cette polémique devrait laisser des traces.

Elle illustre les difficultés auxquelles vont être confrontés, dans les prochaines années, les pouvoirs publics du fait de la mise sur le marché de médicaments très efficaces et fort coûteux. Concilier l'accès aux soins et la préservation d'un certain équilibre de la Sécurité sociale ne sera pas chose facile.

FRANCK NOUCHI.

### La folie infertilisée

Le projet de loi du gouvernement ouest-allemand visant à stériliser, sans leur consentement, les malades mentaux, constitue-t-il le premier signe du réveil des vieux démons de l'eugénisme ? Développé dès le fin du dix-neuvième siècle à partir de la théorie darwinienne de l'évolution, l'eugénisme propose de sélectionner les caractères les plus désirables, mais aussi de décharger la société du poids des handicapés mentaux.

Contrairement à ce que l'on imagine trop souvent, l'Allemagne nazie n'a pas été le seul pays à mettre en œuvre des campagnes massives de stérilisation visant, entre autres, à améliorer à l'échelle collective la « qualité » de la descendance.

C'est aux États-Unis que ces idées trouvèrent d'emblée le terrain le plus favorable. En 1897, l'État de l'Indiana légalisait la stérilisation des handicapés mentaux, suivi dans les années 30 par une trentaine d'États. La stérilisation fut alors élargie aux « anormaux sexuels ». On ignore trop souvent l'emprise des théories eugénistes dans la première moitié du siècle : par exemple, la loi de 1906 sur la plume de J. Roosevelt : « On élève la liberté personnelle, la dignité de la personne humaine, mais on ne sépare pas de la collectivité les contagieux ou les déments ? Est-il plus choquant de séquestrer les gamètes nocifs dans les grandes génératrices que les sones infectés ou menaçants dans les hôpitaux ou les asiles ? »

Après les atrocités et les perversions du régime hitlerien (plusieurs centaines de milliers de personnes furent stérilisées pour « purifier la race »), ces pratiques ne furent pas abandonnées pour autant. Ainsi la législation suédoise datant de 1941 qui autorisait de telles stérilisations.

pour des raisons d'hygiène sociale » et « raciale » a-t-elle été en vigueur jusqu'en 1975 (Le Monde du 18 novembre 1988). En Grande-Bretagne, sur décision de justice, des stérilisations de malades mentaux ont été pratiquées ces dernières années.

Comment dans ce contexte interpréter la volonté du gouvernement ouest-allemand ? Celui-ci indique que sa démarche a pour but de légaliser cette pratique afin d'en réduire la fréquence, celle-ci étant estimée à un million de cas annuels. La RFA n'est bien évidemment pas le seul pays où des chirurgiens pratiquent de telles interventions. Convient-il de les rendre légales ? Faut-il s'en remettre dans ce domaine difficile à la seule conscience et au seul pouvoir des médecins ? Mais plus que celle de l'opportunité de la législation, la volonté du gouvernement ouest-allemand soulève la question de la légitimité de ces pratiques.

On comprend qu'il soit difficile à la collectivité d'accepter que des handicapés mentaux puissent avoir une descendance qu'ils ne pourraient prendre en charge. Mais il n'en est pas moins clair, surtout depuis que l'on dispose de moyens contraceptifs efficaces, que la pratique - qu'elle soit légale ou non - de la stérilisation irréversible et sous la contrainte de ces handicapés répond à une autre volonté collective : celle de tout faire pour que le malade mental ne puisse, au fond, disposer pleinement de son corps devenu mutilé.

JEAN-YVES NAU.

(1) L. Gacnot et J. Rostand, *Introduction à la génétique*, Centre de documentation universitaire, Paris, Toussier et Constant, 1936, cité par Philippe Kourilsky dans les *Artistes de l'hérédité*, Éditions Odile Jacob (1987).

### Un artiste

Un Canadien de trente-sept ans, M. Richard Gibson, a comparu mardi 31 janvier, devant un tribunal londonien pour avoir fabriqué des boucles d'oreille à partir de fœtus humains âgés de trois à quatre mois et les avoir exposés dans une galerie d'art. M. Gibson ne voit « rien de mal » dans son œuvre, conçue à partir de fœtus hypoplasés.

Pour le directeur de la galerie londonienne The Cut, M. Peter Sylvester, inculpé lui-même d'outrage à la décence publique, l'auteur des boucles d'oreille n'est « pas plus immoral que les sculpteurs utilisant des cheveux humains ». — (AFP).

### DÉFENSE

#### Accident du prototype d'un avion suédois

Le prototype du nouvel avion de combat JAS-39 Gripen, destiné à équiper l'armée de l'air suédoise à partir de 1992, s'est écrasé, jeudi 2 février, alors qu'il regagnait la piste d'atterrissage des usines Saab-Scania, son constructeur, à Linköping. Le pilote a dû être hospitalisé. Ce projet d'avion, très controversé en Suède, se veut à l'exportation, un concurrent potentiel du Rafale français et de l'F-16 européen. Le premier vol du JAS-39 Gripen remonte à décembre 1988. Il existe quatre autres prototypes, qui ne sont pas en état de voler et dont l'armement reste à choisir. — (AFP, Reuters).

### RELIGIONS

#### Mgr Gaillot défend les homosexuels catholiques dans « Gai Pied Hebdo »

Après avoir accordé une interview au magazine *Lui*, Mgr Jacques Gaillot, évêque d'Evreux, prend le risque de se distinguer de nouveau en publiant un point de vue dans le dernier numéro de la revue homosexuelle *Gai Pied Hebdo* (daté 2 février).

Sous le titre « Être homosexuel et catholique », l'enfant terrible de l'épiscopat français cite en exemple un jeune catholique, François, qui « n'a pas choisi de devenir homosexuel », qui est « très engagé dans le domaine des droits de l'homme et de la paix » et qui est « disposé à prendre une place dans l'Eglise et à y tenir un rôle ».

Le pourra-t-il ? demande Mgr Gaillot, avant de paraphraser une phrase du Christ sur les prostituées : « Les homosexuels nous précèdent dans le Royaume de Dieu ».

L'évêque d'Evreux ajoute : « Les communautés chrétiennes auraient tout de les ignorer. Sans eux, elles ne comprendraient pas toute la richesse de l'Évangile ».

En cherchant à les exclure, elles affaibliraient leur témoignage. Il est important que les personnes homosexuelles qui se disent catholiques, le soient à part entière dans les communautés. Ceci pour le dynamisme même de ces communautés. —

## JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

ARRIVÉ aux antipodes, l'étonnant, c'est que rien n'étonne. Il n'y a que le climat, soit qu'il pleuve à seux, soit que le soleil accable, pour rappeler que Nouméa la Française est à une trentaine d'heures d'avion de Paris.

La place des Cocotiers pourrait être le centre incertain de l'importance de la ville du sud de l'Hexagone : la circulation n'y est ni plus ni moins dense qu'elle ne le serait dans une sous-préfecture de la métropole ; elle est pareillement composée d'automobiles nationales ou étrangères ; elle s'étend aussi tôt, la soirée à peine commencée.

Aux abords de cette place, un Prisunic, dont les marchandises ne sont pas plus exotiques que dans une succursale des rives du Rhône, un café à terrasse, des commerces dont rien n'indique qu'ils sont calédoniens plutôt que bourguignons ou vendéens.

Les passants eux-mêmes, dans Nouméa la Blanche, ne sont guère plus colorés que dans certains quartiers de la capitale. Rien ne distingue, revêtu de l'uniforme, un gardien de la paix antillais qui débambule boulevard Haussmann de son collègue mélanésien qui dresse conversation à une automobile mal garée rue de Sébastopol prolongée.

La vie sociale de cette capitale territoriale reproduit à s'y méprendre les mondanités appliquées d'un chef-lieu mosellan et la chère n'y est pas meilleure. Appuyé sur sa pipe, le délégué du gouvernement, haut commissaire de la République, fait les honneurs de sa résidence avec gentillesse et modestie. L'étendue et le poids de ses responsabilités dispensent M. Bernard Grasset de faire du genre. Pour se distraire de sa charge ou de l'ennui, M. le délégué du gouvernement se met au piano quand les invités sont partis.

Au sortir de la ville, les panneaux de signalisation sont des plus jacobins et ne troublent en rien le titulaire d'un permis de conduire fraîchement acquis du côté de La Roche-sur-Yon. Certes, les noms des localités traversées ont des sonorités que l'on pourrait qualifier d'étrangères, mais n'est-ce pas le cas de ceux que l'on rencontre en Alsace, au Pays basque ou en Bretagne ?

La végétation, alors, va-t-elle apporter le dépaysement qui justifiera un voyage éprouvant, aux soins diversément attentifs de la compagnie UTA ? Même pas. Il faudrait être botaniste pour différencier l'arbre exclusivement tropical d'un autre qui s'accommode de températures plus rigoureuses. Les fleurs seules sont de nature à créer la doute tant y sont répandues les espèces qui se vendent à grand prix en métropole. Mais indice pour une terre cependant superbe et dont la beauté même est une incitation à se battre pour la posséder.

Il y aurait du ridicule, pourtant, à se limiter à cette rassurante ressemblance pour suivre, dans ce territoire, la visite officielle d'un ministre comme s'il venait prendre le pouls d'un département ordinaire que nulle fièvre n'a atteint et qu'aucune ne guette.

D'autant que le garde des sceaux, puisqu'il s'agit de lui, ne tient pas, là-bas, le langage qui serait le sien ailleurs. Dans quel autre morceau de la République aurait-il tout ensemble le droit et le devoir de déclarer que la justice doit désormais y être « plus impartiale » et « cesser d'être injuste » ? Dans quel autre morceau de la République annoncerait-

il qu'on va y entreprendre l'inventaire des lois qui y sont applicables ?

Pierre Arpailange, au nom de la République, avoue qu'il n'y a pas à proprement parler de légalité en Nouvelle-Calédonie (puisque n'y a pas de légalité si celle-ci n'est pas doublée de l'égalité), et nulle levée de boucliers ne s'ensuit. Rien qu'une « libre opinion » d'avocat dans les *Nouvelles calédoniennes* et un incompréhensible billet du comique de service. Pas de quoi se relever la nuit.

De « hurras », d'ailleurs, pas davantage. Comme si les uns, qui s'inquiètent, faisaient le dos rond, et les autres, qui espèrent, attendaient de voir ; les premiers se tenant à distance de l'envoyé de la République, les seconds n'indiquant que par un petit pas vers lui que le message a été entendu.

Le cas échéant au sens propre. Sur l'île de Lifou, le grand chef du village de Nathalo s'est déplacé jusqu'à l'aérodrome où s'est posé le lourd et majestueux Transil pour accueillir le ministre, une attention à laquelle n'avait pas eu droit, paraît-il, M. Rocard à son passage. L'enseigne de la justice aurait-elle des vertus de concorde ?

## Nouméa

La nuit précédente, le maire du village avait eu un petit-fils. Il a été prénommé « Pierre, Arpailange ». Serait-ce que le faible talent oratoire du ministre, qui fait ricaner à Paris, se plait en Calédonie ? Parce qu'ainsi l'« Excellence » républicaine en paraîtrait moins hautaine et donneuse de leçons ? Il se peut.

Il se peut surtout qu'il la simplicité de manières ne soit pas interprétée comme une faiblesse, mais vue pour ce qu'elle est. Même les gendarmes de Poindimié sont restés interloqués de ce garde des sceaux qu'ils devaient croire féroce après l'instruction ouverte pour les événements d'Ouvéa et qui, ce jour-là, avait un mot pour chacun d'eux.

Achevée, à Nathalo, la cérémonie de la coutume, échangés les cadeaux qui en témoignent, la troupe des visiteurs et de leurs hôtes quitte l'ombre de la grande case rituelle pour le grand soleil.

Dehors, à l'écart, deux groupes. Le premier rassemble une demi-douzaine d'adolescents boudeurs ; le second, une famille d'Européens dont les membres se sont faits tout changement est une menace présente. Ni les uns ni les autres ne se mêleront à la modeste fête qu'ils sont pourtant venus voir, mais de loin. De crainte d'être séduits ? Pour l'être ? Tous demeurent muets, immobiles ; pas hostiles, mais ailleurs ; soucieux, mais de quoi ?

Le surindien, visite du « camp est », un domaine de 20 hectares en bordure du Nouméa, sur lequel est bâtie l'énorme prison. Les cent soixante-dix détenus sont

mélanésiens, à deux exceptions près. C'était à prévoir.

Au bout de deux heures et demie d'allées et venues, le directeur de l'établissement est au bord de la crise de nerfs. Le ministre n'y a pas été jusqu'à goûter la soupe, mais on n'y a échappé que parce qu'elle n'était pas encore cuite. Pas un surveillant n'a été privé de poignée de main, pas un détenu.

À côté de l'austère Calédonie, Tahiti a des allures de Monaco dont le haut commissaire serait le prince, mais avec les pouvoirs de la reine d'Angleterre. L'autonomie territoriale accordée en 1977 aux Tahitiens réduit M. Jean Montpezat à un rôle de représentation qui lui sied à merveille.

Alors que Nouméa serait plutôt renfrognée, Papeete joue du croupion sous le soleil. La moindre visite est prétexte à des collations de fleurs et de coquillages dont la répétition finit par être obsédante et soupçonnable. Même l'inspection de la sinistre prison de Nautaria est précédée d'un tel cérémonial, accompagné de chants et d'embrassades sous l'œil goguenard du directeur qui entend bien en finir avec ce monde.

Il faut dire que cette visite n'était guère souhaitée en haut lieu, que ce soit du côté de l'extravagante ministre des affaires sociales (qui croit justifier son titre en embrassant les détenus à pleine bouche), ou du côté du haut commissariat, qui a tout tenté pour que les journalistes métropolitains et tahitiens soient empêchés de suivre le ministre dans sa visite.

De leurs points de vue, ce désir se comprend car il n'y a pas de quoi être fier d'un établissement auquel on accède par une route défoncée, qui ressemble à une usine désaffectée entourée de barbelés rouillés et dont les cuisines exhalent des odeurs d'égout. Même M. Frédéric Thizier, directeur des affaires politiques, administratives et financières de l'outre-mer au ministère des DOM-TOM, n'a pu dissimuler son effarement devant l'état des lieux.

Au motif que la prison (mais pas le sort des détenus) relève du gouvernement territorial, l'administration pénitentiaire de Paris ne possède pas un feuillet, pas une ligne sur Nautaria.

Il y aurait bien pour y pourvoir un juge de l'application des peines, mais, compte tenu de la frousse manifeste qu'il éprouve à l'égard du directeur de la prison, il ne faut pas en attendre grand-chose. Au point que cette carence en deviendrait risible si l'on avait le cœur à rire.

Le ministre l'interroge-t-il ? Ce magistrat quête la réponse dans les yeux du directeur de la prison. Ce qui n'empêche pas les gaffes. « Le haut commissaire refuse toutes les libérations conditionnelles », répond le JAP à une question du ministre sur ce point. Le directeur de la prison le foudroie du regard. Le malheureux ne sait plus où se fourner. A-t-il seulement entendu l'un de ses collègues du tribunal émettre l'hypothèse qu'il y avait des détentions arbitraires à Nautaria ? S'y rend-il autrement que contraint et protégé par une visite officielle ? Le lui permet-on ?

Ah ! Il n'a pas le bagout du directeur de la prison qui, avec le plus grand sérieux du monde, dit qu'il y a, dans son établissement, « surtout des activités culturelles parce que les Tahitiens sont très religieux » ! Y a-t-il des activités culturelles parce qu'ils ont une âme d'artiste ?

هكذا من الأصل







# Sports

L'Iran renoue avec la compétition

## Les gardiens du stade

A l'occasion du dixième anniversaire de la révolution islamique, l'Iran a invité, du 1<sup>er</sup> au 12 février, quelque huit cents sportifs représentant trente-deux pays, dont la France, à participer à des rencontres de basket-ball, volley-ball, athlétisme, natation, taekwondo. Après avoir boycotté les Jeux olympiques de 1980 et de 1984, l'Iran est en effet en train de changer son attitude par rapport au sport, d'abord réprimé parce que détourné de Dieu.

TÉHÉRAN  
de notre envoyé spécial

**R**ONALD REAGAN est « un chien puant », « un assassin », « un démon ». Reconvertis d'affiches et de graffiti, les murs de ce qui fut l'ambassade des États-Unis à Téhéran n'en finissent plus de rappeler que l'ancien président américain « a pactisé avec le diable ». La parole sainte de l'imam Khomeiny s'y inscrit également en lettres géantes : « Nous allons infliger à l'Amérique une sévère défaite ». Du haut de leurs miradors, recroquevillés, des soldats en armée défendent sans conviction cette forteresse oubliée, aujourd'hui surnommée le « nid d'espions ».

Ronald Reagan était un petit chef d'État, mais Matt Biondi est un grand champion. Américain, certes, respectable malgré tout. A quelques mètres des murs défruits de l'ancienne ambassade, sur l'autre rive de l'avenue, le portrait du nageur orne la vitrine d'un magasin de sport. L'œil humide et le torse bombé, une médaille d'or autour du cou, il semble déguiser cette note de l'hymne de son pays. Le nez collé à la vitrine, un gosse d'une dizaine d'années jette un regard fasciné sur la photo de la vedette des Jeux de Séoul. Puis il se tourne vers son copain, à peine plus âgé, s'insultant et mimant le départ d'un 100 mètres. Ses petits bras de polibot iranien battent l'eau d'un bassin imaginaire.

La vague Biondi n'a donc pas épargné Téhéran. Tout comme les

foulées de Carl Lewis, les cachots de Ben Johnson ou, en 1986, les exploits mexicains de Michel Platini. Car les Iraniens aiment le sport, même lorsqu'il a le défaut d'être occidental. Du 1<sup>er</sup> au 12 février, dans le cadre du dixième anniversaire de la République islamique, des manifestations sportives sont organisées à travers le pays.

Près de huit cents athlètes venus de trente-deux nations — dont la plupart des pays de l'Est, la Belgique, l'Italie et la France (en taekwondo) — participent à diverses compétitions en volley-ball, basket-ball, athlétisme, natation... « Cet événement mettra en valeur notre révolution », proclame fièrement M. Nasrallah Sajadi, sous-directeur de l'Organisation nationale d'entraînement physique (l'équivalent du secrétariat d'État aux sports) et responsable de ces rencontres internationales.

Après huit ans de guerre et de multiples conflits diplomatiques, l'Iran — en quête de respectabilité — cherche à se replacer durablement sur la scène du sport mondial. Ses athlètes étaient présents à Séoul (de nombreux invalides de guerre ont également participé aux Jeux des handicapés qui ont suivi dans la capitale sud-coréenne), après avoir boycotté les Jeux olympiques de Moscou (1980) et de Los Angeles (1984). Le 20 janvier, après trois ans d'une interdiction due à la guerre du Golfe, une rencontre de football a opposé, à Téhéran, l'équipe nationale iranienne et le Japon (*Le Monde* du 21 janvier).

Le sport n'a pas toujours eu la même faveur auprès du régime. En 1979, en lendemain de la révolution, l'imam Khomeiny renvoyait les sportifs aux vestiaires : « Le jeu est prohibé, même si ce n'est pas dans un but lucratif mais pour se distraire... ». La boxe, sport de combat, est aussi interdite. Dans les tribunes, l'usage du tambour est prohibé ; la musique détruit l'esprit et le détourne de Dieu. A la télévision, les images montrant des athlètes trop dénudés — des nageurs, par exemple — sont censurées. Un

comité révolutionnaire envisage même l'adoption d'une loi obligeant les footballeurs à porter un pantalon à la place du traditionnel short.

Justification religieuse pour une crainte politique ? Un rassemblement autour de joueurs jouissant d'une grande popularité peut s'avérer dangereux pour le régime. C'est ce que pense Parviz, quarante-deux ans, capitaine de l'équipe nationale de football dans les années 70, aujourd'hui exilé à Paris : « Ils craignent la trop grande influence de certaines vedettes. Ils ne se trompent pas... Quelques années plus tard, lorsqu'ils ont progressivement relâché leur emprise, plusieurs matches se sont achevés par des manifestations. Les gens profitent de l'anonymat de la foule pour crier leur opposition à Khomeiny ».

Craignant les mauvais traitements des gardiens de la révolution, nombreux sont les sportifs de haut niveau qui vont s'expatrier. « C'était devenu invivable, se souvient Nahid, trente-quatre ans, ancienne joueuse de l'équipe nationale de volley-ball réfugiée en France. Nous devions être entraînées et arbitrées par des femmes et soutenues par un public exclusivement féminin. Pas question de sortir de la salle sans voile ! Le sport féminin de compétition est donc mort pour laisser place à du sport-loisir autorisé aux jeunes filles jusqu'à dix-huit ans... »

### Système D

Aujourd'hui encore, les Iraniennes restent cantonnées dans leur ghetto. « Les pays étrangers ne sont pas des endroits convenables pour nos sœurs, et il n'est pas juste qu'elles prennent part à tous les sports », annonçait récemment M. Ahmad Dargahi, chef de l'Organisation nationale d'entraînement physique, afin de justifier l'interdiction faite aux sportives (hormis les championnes de tir à l'arc) d'aller transpirer à l'étranger.

Pourtant, au moins en ce qui concerne les hommes, le régime semble décidé à lâcher du lest. L'interprétation des textes saints

— d'ailleurs assez flous... en matière d'exercices physiques — a évolué. En février 1988, à l'occasion du neuvième anniversaire de son arrivée au pouvoir, l'imam écrivait : « L'exercice qui permet d'entretenir la forme physique améliore la santé de l'âme ». En clair, la pratique d'une activité sportive n'est plus seulement tolérée, elle est presque recommandée !

Au sommet des tribunes du plus grand stade de Téhéran, un panneau rappelle aux spectateurs que « le sport doit être au service de l'école de l'islam ». Chaque jour, la rubrique *Tehran Times* est surmontée d'une citation du Prophète : « Enseignez la nation et le tir à l'arc à vos enfants, ce sont des sports de valeur ». Le lecteur peut y suivre l'étonnante ascension du jeune joueur de tennis André Agassi, américain d'adoption mais iranien d'origine. Les deux chaînes de télévision diffusent fréquemment des images du football français ou italien. Enfin, l'interdiction frappant le jeu d'échecs depuis 1979 pourrait être levée prochainement...

« Ils nous empêchent de faire la fête, de sortir, de draguer, de boire... ». Alors, les gens n'ont qu'une solution pour ne pas mourir d'ennui : le sport. Comme la guerre n'occupe plus tous les esprits, il faut bien qu'il nous laisse quelque chose !, résume un jeune footballeur amateur pour expliquer ce très sensible changement de cap depuis deux ans.

Une analyse que confirme Nahid, notre joueuse de volley-ball : « Ils ont compris qu'ils faisaient fausse route en voulant tout interdire. Désormais, après avoir placé leurs dirigeants à la tête des fédérations, ils contrôlent tout. Les jeunes sont moins dangereux pour eux sur un terrain que dans la rue. Le sport permet d'oublier... »

Mais cette évolution se heurte à d'incorruptibles barrières financières. Après une guerre ruineuse, l'économie iranienne ne peut faire du sport une priorité nationale. Résultat : les crédits manquent, les installations vieillissent, les athlètes de haut niveau — tous amateurs — n'ont pas toujours la possibilité de concilier travail et entraînement. Comment pourrait-il en être autrement dans une ville comme Téhéran où l'électricité est encore coupée six heures par jour par souci de vivre ainsi. Mais, en plein hiver, un gymnase glacial payé dans l'obscurité ne facilite pas vraiment la pratique efficace du basket-ball ou de la gymnastique.

Le sport reste donc avant tout affaire d'hommes, de rue et de système D. Chaque vendredi matin, à Téhéran, le même scénario se répète. La grande prière réunit des milliers de fidèles sur le campus de l'université du centre-ville. A l'heure où tous ces bons musulmans écoutent le sermon d'un dignitaire religieux, les gamins des faubourgs bondissent hors de chez eux et se lancent dans d'interminables parties de football sur le bitume des trottoirs ou dans la boue des terrains vagues. Alors, Téhéran, toute à sa passion du ballon rond, se met à ressembler à Rio... Lisbonne ou Alger.

PHILIPPE BROUSSARD.

SKI ALPIN : les championnats du monde

## Victoire à domicile

L'Américaine Tamara McKinney a remporté, jeudi 2 février à Vail (Colorado), le combiné, première épreuve des Championnats du monde de ski alpin. L'ancienne de l'équipe des États-Unis a réussi à effectuer la descente plus rapidement que sa principale rivale la Suissesse Vreni Schneider. Cette dernière doit se contenter de la médaille d'argent. La troisième place revient à une autre skieuse helvétique, Brigitte Oerli.

Les deux Françaises encore présentes dans l'épreuve, Pascaline Freilher et Nathalie Bouvier, terminent respectivement dixième et treizième.

VAIL (Etats-Unis)  
de notre envoyé spécial

**D**EUX femmes se sont affrontées, jeudi 2 février, sur la piste de descente de Vail. Deux skieuses à la recherche de la médaille, deux bolides à la poursuite d'une consécration supplémentaire. Dans cette épreuve du combiné qui ouvre les Championnats du monde, l'action se joue en trois actes. Les deux premiers, des slaloms, ont permis à ces dames de prouver, il y a quelques jours, leurs qualités.

Une manche pour Tamara McKinney, une autre pour Vreni Schneider. La partie semble équilibrée et la suspense reste entier pour le troisième acte, même si Schneider, l'étoile montante du ski suisse, dispose d'une légère avance aux points. Du vent, mais moins que dans la station de Beaver Creek, où les entraînements des hommes ont encore été annulés, une température suffisamment basse pour garder à la neige toutes ses propriétés, bref des conditions presque idéales pour l'affrontement des deux vedettes.

Schneider, la collectionneuse de médailles, souhaite s'imposer. Elle veut marquer ces Championnats de la même façon qu'elle a signé les Jeux olympiques l'an dernier à Calgary. Mais cette volonté de gagner peut-elle suffire à combler ses faiblesses en descente, une des rares disciplines qu'elle ne domine pas ?

McKinney sait qu'elle joue une partie importante. Une sorte d'ultime chance de remporter un titre prestigieux. La petite Américaine a connu l'anticlimax du succès, mais jamais autour de son cou. Troisième lors du combiné des Championnats du monde de Bormio en 1985, elle retrouve la même place deux ans plus tard à Crans-Montana. « Deux médailles d'argent dans une carrière, ce sont déjà des résultats positifs », explique celle qui ne veut pas trop faire voir ses inévitables avant le départ de la course.

La « pression », comme on dit dans le monde du sport, pèse sur les épaules de la jeune fille de 26 ans. Courir dans son pays la rend très heureuse, mais immédiatement elle confesse que « le drapeau est très lourd à porter ». Car, depuis le début de ces championnats, tout le monde l'attend, la petite Tamara. Sa frimousse et sa queue de cheval sont devenues familières aux téléspectateurs.

Sur ses terres, puisqu'elle est originaire de ces montagnes Rocheuses, Tamara ne peut décevoir. Elle doit répondre à l'attente de ses concitoyens. Du moins de ceux qui considèrent le ski comme une discipline sportive. « Dans notre pays », explique Cindy Nelson, médaille d'argent en descente lors

des Championnats de Schladming en 1982, il est difficile de se justifier quand on skie. Les gens considèrent ce sport comme une activité de détente auquel on associe les bons repas et les soirées. Tamara sait qu'au pays du basket et du football il est difficile de se faire un nom, même si l'on cumule dix-huit victoires en Coupe du monde.

Ses résultats sur le Vieux Continent n'ont pas convaincu ses compatriotes. Et puis il y a eu cet arrêt forcé provoqué par une blessure au début de la saison 1988. L'année où les Jeux olympiques avaient lieu près de chez elle, Tamara était immobilisée. « Finalement ce repos de deux mois a été utile, puisque j'ai pu rester à la maison, auprès de ma mère malade d'un cancer », assure la jeune fille.

Le décès de sa mère au printemps dernier l'a renforcé encore plus dans sa volonté de gagner. « Je souhaite vivre encore quelques courses spectaculaires », annonce-t-elle avant le début des championnats. Jeudi 2 février, l'occasion lui était offerte. Alors, dans cette descente qu'elle connaît mieux que quiconque, elle a serré les dents, sauté les bosses, dévalé la pente presque aussi vite que la spécialiste Brigitte Oerli. Elle s'est réellement montrée agressive, la jeune fille habituellement si réservée.

Vreni Schneider n'a pas réalisé la même performance. Crédité du huitième temps de la descente, elle voit s'évanouir ses rêves de victoire. « C'est dommage, mais je suis très contente pour Tamara », déclare la skieuse suisse dans l'air d'arrivée. Oerli partage ce point de vue et estime justifiée qu'une « fille sympathique, présente depuis si longtemps dans le circuit, triomphe enfin ». Des couronnes gentiment tressées par des perdantes sans ran-cune.

« A good day », répète avec un large sourire la reine du jour, Tamara McKinney. La tragédie du mort du prince Alfonso de Bourbon, les méfaits du vent, la vague de froid qui descend de l'Alaska, toutes ces ombres accumulées depuis quelques jours sur les championnats s'effacent par la magie d'une première médaille gagnée par l'enfant du pays.

Le ski US marque quelques points dans la course à la reconnaissance.

SERGE BOLLOCH.

## LES HEURES DU STADE

### Athlétisme

Championnats de France en salle. — Samedi 4 et dimanche 5 février à Liévin.

### Basket-ball

Championnat de France. — Samedi 4 février.

### Escalade

Masters. — Samedi 4 février, au Palais omnisports de Paris-Bercy.

### Football

Championnat de France. — Reprise du championnat de première division avec la 25<sup>e</sup> journée, samedi 4 février (Canal Plus, Sochaux-PSG en direct à 15 h 45, dimanche 5 février). Coupe de France. — 8<sup>e</sup> tour, samedi 4 février. Irlande-France. — Mardi 7 février à Dublin (TF 1, à 20 h 45).

### Rugby

Tournoi des Cinq Nations. — Angleterre-Ecosse à Londres (Antenne 2, à 15 h 30), Galles-Irlande à Cardiff (Antenne 2, à 17 h 15), samedi 4 février.

### Ski alpin

Championnats du monde. — Descente hommes (Antenne 2, à 19 h), samedi 4 février. Descente dames (Antenne 2, à 22 h 05), dimanche 5 février. Super-G hommes (Antenne 2, à 19 h), mardi 7 février. Super-G dames (Antenne 2, à 19 h), mercredi 8 février. A Vail et à Beaver Creek, Colorado.

### Tennis

Coupe Davis. — Israël-France à Tel-Aviv, jusqu'au dimanche 5 février (FR 3, samedi à 16 h 45, dimanche à 13 h 30).

## En tchador sur les pistes

TÉHÉRAN  
de notre envoyé spécial

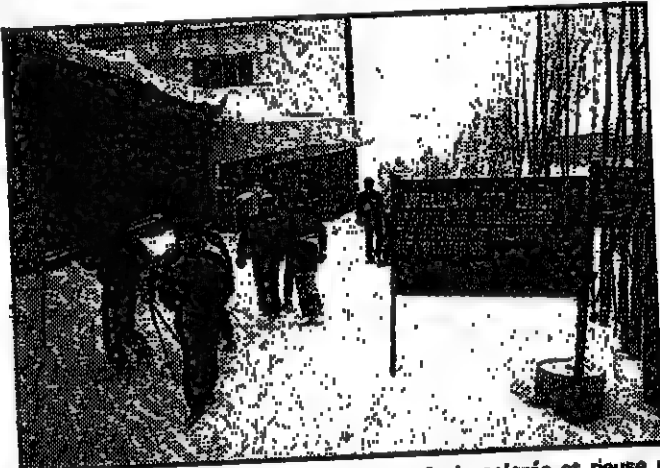
**I**l est 5 heures. Téhéran s'éveille. Le long des trottoirs de l'ancienne avenue de France — rebaptisée avenue Neauphile-Château (commune d'exil de l'imam Khomeiny en France) — les balayeurs s'activent. De rares vitrines sont restées éclairées toute la nuit. En ces temps d'après guerre, l'électricité est encore rationnée, et seuls les commerçants les plus prospères peuvent s'offrir un tel luxe. A bord de véhicules tout-terrain, les gardiens de la révolution patrouillent, tous feux éteints...

Téhéran s'éveille, et notre minibus file à vive allure dans les rues désertes vers des mystérieux points de rendez-vous, pour embarquer des passagers. Ici, un jeune homme d'une vingtaine d'années en combinaison de ski bleu marine. Là, un gamin d'à peine dix ans, regard embrumé de sommeil, skis sur l'épaule, hachement pour un voyage dans le grand nord.

Un grand nord qui se situe à trois heures de route : Dizin, la plus grande station de sports d'hiver du pays. L'air y est vif, le soleil généreux et la neige éternelle. Pour 2 000 rials — une sobriété de francs, l'équivalent d'une journée de salaire d'ouvrier —, diverses sociétés proposent l'aller et retour dans la journée.

Le minibus se lance à l'assaut des pentes de montagne gardées de loin en loin par des soldats en armée. Pour suppléer au système de chauffage défaillant, le conducteur a installé dans l'allée une bonbonne de gaz grosse comme un ballon de football dont la flamme réchauffe tant bien que mal les quinze passagers frigorifiés. Plus loin, profitant d'un long ligne droite, il fera bouillir du thé.

Agrippés aux collines boueuses, défilent des villages du bout du monde et des casernes camouflées sous la neige. Dizin enfin ! « Le troisième



domaine skiable du monde », certifie M. Nasrallah Sajadi, vice-ministre des sports, en présentant ces kilomètres de pistes tracés à l'époque du chah sur les flancs des monts Elbourz (point culminant, le Damavend, 5 604 mètres), la principale chaîne montagneuse du pays.

L'Autorité iranienne ? Presque, le festival cinématographique en moins, les soldats révolutionnaires en plus. Dans le hall de l'hôtel blotti au pied du téléphérique, un portrait géant de l'imam contemple les skieurs. Plus loin, une librairie propose les derniers ouvrages de propagande. Dehors, un panneau d'avertissement accueille le visiteur : « Bienvenue à Dizin. Les femmes doivent avoir un comportement islamique. » Ce « comportement » implique le port du tchador — y compris sur les pistes — et le respect d'une séparation très stricte : les femmes d'un côté de la barrière (une longue corde soutenue par des piquets séparé les pistes), les hommes de l'autre. Les regards esquissés et de sourires lointains. Seuls les couples mariés ont le droit de prendre le téléphérique ensemble...

La mode des couleurs « fluo » n'est pas encore parvenue au cœur de la République islamique, le matériel date un peu, et la « tire-fesses » n'existe pas, mais cette foule colorée et riante ne déparait pas du côté de La Plagne. M. Sajadi assure volontiers que, « depuis la révolution de 1979, tous les Iraniens peuvent faire du ski », mais ce sport — même s'il s'ouvre de plus en plus à tous les publics dans une douzaine de belles stations réparties à travers le pays — demeure le privilège des classes les plus aisées. Certains nostalgiques retrouvent d'ailleurs à Dizin ou à Shemshak — autre station proche de la capitale — les vestiges de temps jadis. Casinos et boîtes de nuit de l'époque du chah se sont mués en centres de vacances pour les enfants de la révolution. A Dizin, au sommet des pistes, deux hôtels — 200 F la chambre de trois lits — et deux restaurants panoramiques accueillent les skieurs (estimation officielle : cent mille visiteurs par an).

Fin de journée. Retour à Téhéran. La bonbonne de gaz s'essouffie. Les jeunes passagers du minibus se réchauffent en chantant. Les plus audacieux demandent au conducteur de rattraper le véhicule des filles, parti en avance. Il ne s'y risque pas. La bûche est verglacée et la loi interdisant le port du tchador sur les pistes, un « comportement islamique » est vivement conseillé...

Ph. Br.

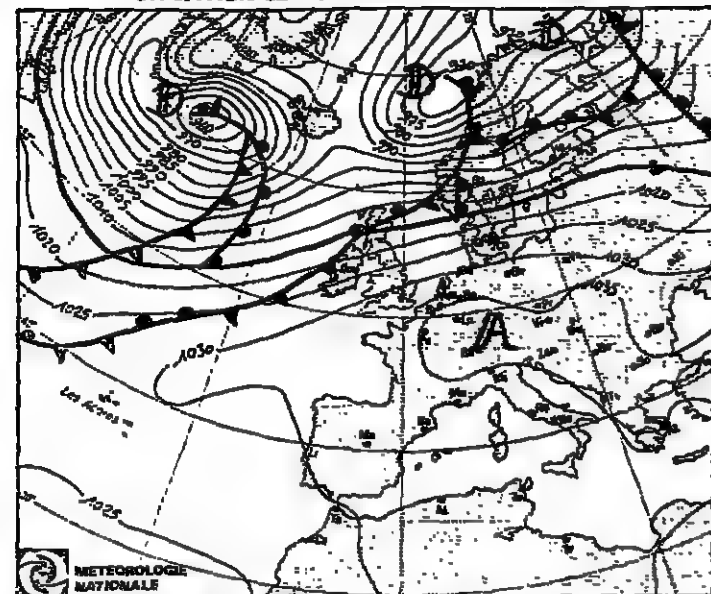
هكذا من الأصل



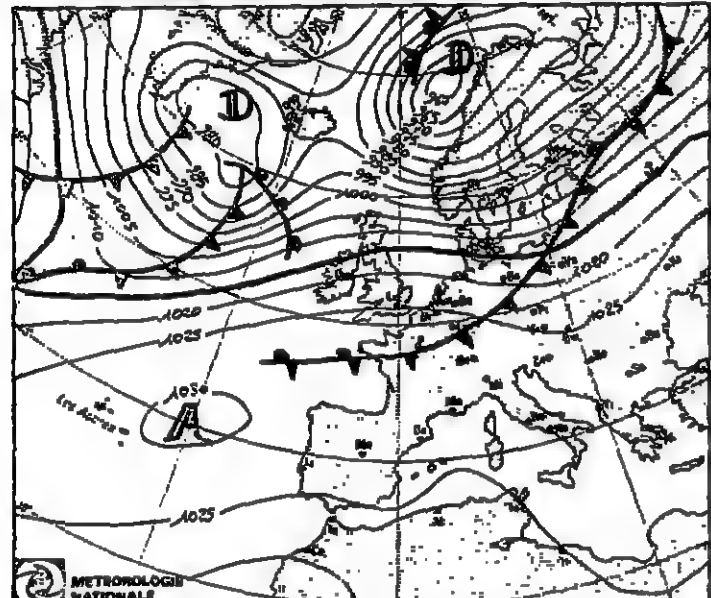
## Informations « services »

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 3 FÉVRIER 1989 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 5 FÉVRIER 1989 À 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 3 février à 0 heure et le samedi 4 février à 24 heures.

Une faiblesse temporaire de l'anticyclone d'Europe centrale permettra l'entrée d'une perturbation océanique sur la moitié nord du pays. Peu active, elle se désagrègera en pénétrant dans l'intérieur du pays. Seules les régions proches de la Manche bénéficieront de quelques pluies.

Samedi : nuages et pluies sur le Nord-Ouest, brouillard et soleil ailleurs.

De la Bretagne et des Pays de Loire au Nord, à l'Île-de-France et aux Ardennes, la journée sera très nuageuse. Il pleuvra faiblement sur le nord de la Bretagne, la Normandie et le Nord-Pas-de-Calais.

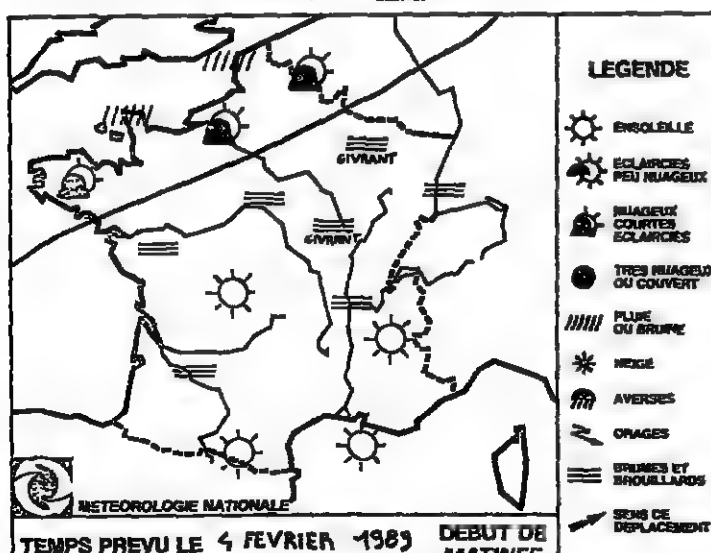
Les autres régions garderont le même type de temps que les jours derniers : du brouillard le matin, du soleil l'après-

midi, excepté en Alsace, Lorraine, Bourgogne, Franche-Comté, et Rhône-Alpes où les brouillards givants du matin risquent de persister par endroits tout au long de la journée.

Le vent sera généralement faible de secteur sud-ouest à sud.

Dimanche : invasion de nuages au Nord, brume et soleil au Sud.

Les nuages présents dès le matin de la Bretagne et des Pays de Loire au Nord, au Centre et à la Champagne se décaleront en cours de journée vers l'Alsace, la Franche-Comté et la Bourgogne où les brouillards matinaux auront été fréquents. Des éclaircies apparaîtront alors sur les régions du Nord-Ouest et du Nord. Les régions du Sud-Ouest et du Sud-Est, épargnées par l'invasion de nuages, connaîtront une journée bien ensoleillée après dissipation des brouillards matinaux. Le Lyonnais restera en grande partie dans la brume et la grisaille.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 02-02-1989 à 6 heures TU et le 03-02-1989 à 6 heures TU

| N 02-02-1965 4 0 heures 10 et N 02-02-1965 4 0 heures 10 |       |     |         |                |         |       |       |             |       |     |   |   |
|----------------------------------------------------------|-------|-----|---------|----------------|---------|-------|-------|-------------|-------|-----|---|---|
| FRANCE                                                   |       |     |         | ÉTRANGER       |         |       |       |             |       |     |   |   |
| AMACIO                                                   | 14    | 2   | D       | TOURS          | 10      | -3    | D     | LOS ANGELES | 15    | 10  | C | B |
| BARBUZZI                                                 | 13    | 1   | D       | TOULOUSE       | 13      | -2    | D     | LUXEMBOURG  | -1    | -6  | C | B |
| BORGARNO                                                 | 13    | -2  | D       | POINTE-A-PITRE | 29      | 19    | D     | MONTECARLO  | 19    | 6   | D | B |
| CHERUBIN                                                 | 9     | 3   | B       |                |         |       |       | MARRAKECH   | 26    | 9   | B | B |
| BREST                                                    | 9     | 3   | B       | ALGER          | 16      | 2     | D     | MEXICO      | 26    | 9   | B | B |
| CAEN                                                     | 8     | 2   | B       | ATHÈNES        | 13      | 4     | D     | MILAN       | 11    | -3  | B | B |
| CHERBOURG                                                | 9     | 3   | N       | BANGKOK        | 32      | 23    | N     | MOSCOW      | 6     | -17 | C | B |
| CLEMONTEFERR                                             | 9     | -3  | N       | BARCELONE      | 15      | 3     | D     | NAUROMI     | 2     | 1   | C | - |
| DUDON                                                    | -3    | -5  | D       | BERLIN         | 1       | 0     | B     | NEW-YORK    | 19    | 2   | C | D |
| GENOÈVRE-SAH                                             | 8     | -4  | D       | BRUXELLES      | 1       | -1    | C     | OSLO        | 7     | 5   | D | D |
| LILL                                                     | 11    | 0   | B       | LE CAIRE       | 14      | 6     | D     | PALMAREMIA  | 16    | 0   | C | B |
| LYONS                                                    | 11    | 0   | B       | COPENHAGUE     | 5       | 3     | C     | SEED        | 5     | -7  | C | B |
| LUNÉVILLE                                                | -1    | -3  | B       | DAKAR          | 24      | 20    | N     | ROME        | 25    | 22  | N | C |
| MARTELL-EMAR                                             | 13    | -4  | D       | DELHI          | 23      | 11    | D     | SINGAPOUR   | 25    | 26  | C | B |
| NANCY                                                    | 2     | 1   | C       | DZIERZ         | 16      | 5     | D     | STOCKHOLM   | 9     | 5   | D | B |
| NANTES                                                   | 7     | 5   | C       | GENÈVE         | 15      | 12    | C     | SYDNEY      | 24    | 16  | D | B |
| PALE                                                     | 15    | 5   | D       | HONGKONG       | 15      | 12    | C     | TOKYO       | 8     | 2   | D | D |
| PARIS                                                    | 15    | 5   | D       | ISTANBUL       | 9       | 1     | D     | TUNIS       | 16    | 3   | D | B |
| PENSAANCE                                                | 14    | 0   | B       | JERUSALEM      | 15      | 8     | D     | VIENNE      | 5     | 1   | C | B |
| PERNGANG                                                 | 7     | -6  | D       | LESBONNE       | 6       | 2     | B     | VIENNE      | 5     | 1   | C | B |
| ST-ETIENNE                                               | 7     | -6  | D       | LONDRES        | 6       | 2     | B     |             |       |     |   |   |
| STRASSBURG                                               | -1    | -3  | B       |                |         |       |       |             |       |     |   |   |
| A                                                        | B     | C   | D       | N              | O       | P     | T     | *           |       |     |   |   |
| averse                                                   | brume | cet | couvert | ciel           | nuageux | orage | pluie | tempête     | neige |     |   |   |



**Le 24 août 1988,  
une partie du vieux Lisbonne  
était la proie des flammes.  
Un projet de reconstruction  
sera présenté en mai prochain.  
Les travaux pourraient débiter  
au cours de l'été.  
Promenade littéraire  
dans paysage avec ruines.**

**Le 24 août 1988,  
une partie du vieux Lisbonne  
était la proie des flammes.  
Un projet de reconstruction  
sera présenté en mai prochain.  
Les travaux pourraient débiter  
au cours de l'été.  
Promenade littéraire  
dans paysage avec ruines.**

par Olivier  
Rolin

**Q**UELQUEFOIS, il y a de la brume. Cela vaut alors la peine de grimper jusqu'au château Sao Jorge. D'ordinaire, je préfère regarder ses miracalles d'en bas, du fond du dédale d'Alfama, brio-à-brac de cages à oiseaux, linge en drapau, tresses d'oignons, chats de gouttière, pans de Tâge, de ciel et de pierre entremêlés. La légère irritation (un peu snob, je le reconnais) qu'on éprouve à contempler des panoramas à Lisbonne, des panoramas à l'aise. Les choses venues à leur fin au hasard, découvrir tranquillement, pas à pas, à hauteur d'homme — on n'est pas des moutettes, ni des anges, — leur intelligent chaos. Surtout à Lisbonne, ville pliée, repliée, entassée, froissée. Mais quand il y a de la brume. C'est différent.

Derrière les créneaux, autour de quelques vieux canons, il y a des touristes, c'est certain. Dégus. « Oh, that's a pity », disent-ils. Ils arrivent bien encore à distinguer l'ascenseur de Santa Justa, « construit par Eiffel » (mais non, justement !), mais enfin il leur manque une moitié du panorama. Et c'est là que c'est beau.

## Le fantôme de Persoon

Sur tout l'estuaire roulent d'éclatants nuages d'où émergent seuls les deux pylônes du pont suspendu et le Christ-Roi géant qui ouvre les bras sur les passés. On entend aller et venir des sirènes là-dessous. Inquiétudes, précautionneuses. Ce plasma lumineux s'arrête au ras de la ville, aux escaliers de la place du Commerce, à l'avenue de l'Enfant Don Henrique, à la Ribeira das Naus, la Rive des Vaisseaux.

Le cheval de bronze du roi Dom José renâcle devant l'inconnu, les navées humant les premiers vapeurs. Derrière lui, il y a Lisbonne, ses collines, ses toits de tuiles, ses façades doucement polychromes, et toutes les lanternes, urnes, flammes, aiguilles de pierre qu'elle lève vers le ciel, et les rinceaux sombres des palmes. Devant, rien. Le néant blanc, pent-être « *o mar novo e as mórias eras* » (« la mer nouvelle et les Jers mortes »).

Ah, il fallait bien qu'on en vienne là ! Pessoa. Grand lieu commun à éviter, maintenant. Avec, premièrement le fado, deuxièmement les sardines et la morse, troisièmement le tremblement de terre de 1755, quatrièmement les azulejos, cinquièmement la saudade. Les tramways, encore, les electricos, peut-être. C'est certain, oui.

Mais, tout de même, amorçons une défense du lieu commun. Par exemple : ce n'est pas pour rien. Il



n'y a pas de fumée sans feu. Ou encore : une ville sans lieu commun serait une ville éparpillée, soumise absolument au divers, réduite en poudre, une ville invisible. Allons plus loin : il y a, dans le lieu commun, quelque chose qui participe du principe, de l'ordre, de l'esprit, et pour tout dire de l'âme.

Prenez les sardines : je ne vais pas signaler, après d'autres voyageurs, au nombre desquels je me range d'ailleurs, qu'à Lisbonne on ne peut employer partout les rues, à la belle saison. Mais je tiens, moi, qu'à certains égards, et notamment si on a bu de l'absinthe, à l'Aguares, sous les tours de la cathédrale, ou ailleurs, Lisbonne est une gigantesque sardine, la seule ville au monde, à ma connaissance, à être entièrement recouverte de millions d'écailles brillantes, ces fameux petits pavés blancs, ces *pedras brancas*, ces *pedras brancas* de basalte qui rendent si furieusement glissantes les rues pentues, et Dieu sait s'il y faut.

Cette espèce de mosaïque bicolore qui couvre Lisbonne, filée de rails de trams, a encore un

## Ocres et tilleuls

Les vergues d'un trois-mâts font des échelles au-dessus de la gare fluviale, caçada da Gloria, un fusculaire bouton d'or dévale du ciel, un aveugle gratte un violon au bord des rails, une fumée piquante s'élève au-dessus des charrettes des marchands de marabouts, c'est l'heure où tous les pasteurs des façades entassées, les ocres, les lilas, les bleus célestes, composent avec les murailles crénelées de Sao Jorge, couronnées de sombres pins, et un dôme blanc

vers Santa Clara une manière de  
paysage romain à la Corot.

De petits Pessos, gabardine et chapeau au pochoir, marchent sur les murs d'un pas pressé, s'épauillent dans toutes les directions, noire volée de vifs potes, l'un d'eux doit se rendre, sûrement, au British Bar, où l'on peut boire même un porto sans être ridicule, au milieu des gravures de clipper d'autrefois, cependant que Duque de Terceira, devant l'autre gare fluviale, celle de Cais do Sodré, gronde et tremble de tous ses tramways sous les enseignes des compagnies de navigation.

Et il serait assez logique que ce buveur « pris en flagrant délit » fût Ricardo Reis, de retour du Brésil, que l'écrivain José Saramago fait demeurer à l'Hôtel Bragança, 50 mètres plus haut à peine, à l'angle de la rua do Alecrim (la rue du Romarin) et de la rua Nova de Carvalho.

### Bars maritimes

Bien déglingué et lépreux aujourd'hui, le Bragança, avec à ses pieds tous les bars maritimes, dont les néons commencent à cli-gnoter, le Hamburg, le Liverpool, le New York et l'Oslo, le Tokyo et le Copenhagen, le Shangi-La et le Jamaica, l'Akropolis où l'on casse des assiettes par centaines pour faire mine d'être heureux, le boyan souterrain du Texas ouvrant sous le pont de fer de la rue du Romarin, et le Rosinuh de Sao Paulo (la Petite Rose de Sao Paulo), dont le nom est le plus doux.

Et, pendant ce temps, une autre ombre chinoise en gabardine et chapeau (le nœud pap. noir sur noir, on ne le voit pas) glisse sur les murs de la rua das Flores, remonte la rue des Fleurs

vers la statue du borge Caramoens, à la suite d'un jeune universitaire qui bouillonne à toute vitesse sur les trottoirs pavés, et dont les feux allumés, qui lancent des jardins secrets, (c'est tout le nombre de mutilés qu'on voit à Lisbonne, s'il faut fournir une preuve écrite de ce que j'avance, je citerai la description, au chapitre 3 de la *Balade de la plage aux chiens*, de José Cardoso Pires, de la rua da Madalena courrant entre deux haies de resplendissants fauteuils roulants, de membres articulés, de « corsets dramatiques »).

Sur le Chiado, un Pessoa de bronze est assis, parmi les autres consommateurs crépusculaires, à la terrasse da Brasileira. Jambes nonchalamment croisées, lèvres supérieures un peu gonflées, petite moustache à la Clark Gable, il arbore un air curieusement avantageux qui ne sied guère à celui qui écrivait : « *Ser descontente é ser homem* » (« *Etre insatisfait c'est être homme* »). Il accueille le visiteur à l'entrée du quartier incendié l'été dernier.

Une galerie surélevée et convertie, qui suit le tracé de l'ancienne rue du Carmo, permet de se balader très commodément au milieu des ruines, d'assister, comme au théâtre, aux travaux de déblaiement et de consolidation des façades, sur lesquelles les flammes ont dessiné des vagues noires.

On va d'une scène à l'autre : ici une pelleuse fouille la terre calcinée, exhumant parfois, parmi d'autres épaves plus ou moins poétiques, un journal curieusement intact, échappé à la fournaise, en

date du 24 août 1988 ; là des  
Angolais plantent au-dessus des  
voiles de briques, atterrissent sur  
un toit, commencent à balancer  
des gravats dans le vide, et on suit  
et commente les trajectoires, les  
fracas et les images des impacts.

Ce qui est vraiment très beau, c'est le spectacle nocturne du Grandella, le grand magasin où les feux a pris, pour des raisons qui demeurent, comme on dit, mal élucidées. Les hautes façades, construites au début du siècle par les architectes français Georges de May et Paul Collin, sont toujours debout, leurs immenses baies vides découpent de réguliers cadres de pierre soulignés par le strict et léger quadrillage des échafaudages.

### **Des formes possédées par la danse**

Ce bâti orthogonal enserré et met en relief un espace de formes possédées par la danse : toute l'armature du magasin a fondu, les poutres de fer pleuvent en gracieuses courbes modern style, s'allongissent, se ploient, se mêlent et se démentent, et cette sylve sinuose, cette ophélieenne chevelure (dont une avalanche de spaghetti mal cuis dominerait une idée prosaïque mais assez exacte), baignée de lumière orange par des projecteurs au sodium, illustre, à quelques pas du fameux beffroi de métal néogothique de Santa Justa, une autre utilisation possible, intéressante et inattendue, du fer.

*(Lire la suite page 15.)*

# LISBONNE

**OFFRE-SPECIALE**  
**POUR LES AMOUREUX**  
**DU TAGE**

à partir de **1.995 F**

Ce prix comprend le transport A/R par avion, le séjour en chambre double ( pour un week-end dans un Hôtel de 3\*) avec petit déjeuner et les transferts aéroport/hôtel/aéroport.

**Consultez votre Agence de Voyages.**

**top AIR**  
**PORTUGAL ou la**

**Centro de Tourisme de Portugal em França**  
Tél: (1) 47 42 55 57

Inoubliable LISBOA

Inoubliable LISBOA

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ



# LA TABLE

## Toupinel, acte I

LES plats « de théâtre » sont de deux sortes : ceux dont il est donné la recette dans la pièce, comme la fameuse salade Francillon de Dumas fils ou les tartellettes amandines de Cyrano de Bergerac (où Rostand a oublié le sucre !), et ceux les plus nombreux, nés en honneur d'une pièce à la mode : l'exemple le plus connu reste le homard Thermidor. Il devrait redevenir à la mode en ces temps de Bicentenaire.

Les œufs Toupinel, qui datent de la fin du siècle dernier, sont de cet ordre. Furent-ils créés par le restaurateur Maire, sur le Boulevard (avec un « B » majuscule, car alors battait, entre la porte Saint-Martin et l'Opéra, le cœur amoureux d'un Paris brillant, spirituel et facile) ? Probablement mais ce qui est sûr est qu'ils naquirent d'un vaudeville d'Alexandre Bisson, créé le 27 février 1890 au Théâtre du Vaudeville (aujourd'hui le cinéma Paramount du boulevard des Italiens).

Le sujet de la pièce est simple : un certain Toupinel a deux ménages, l'un à Paris et l'autre en

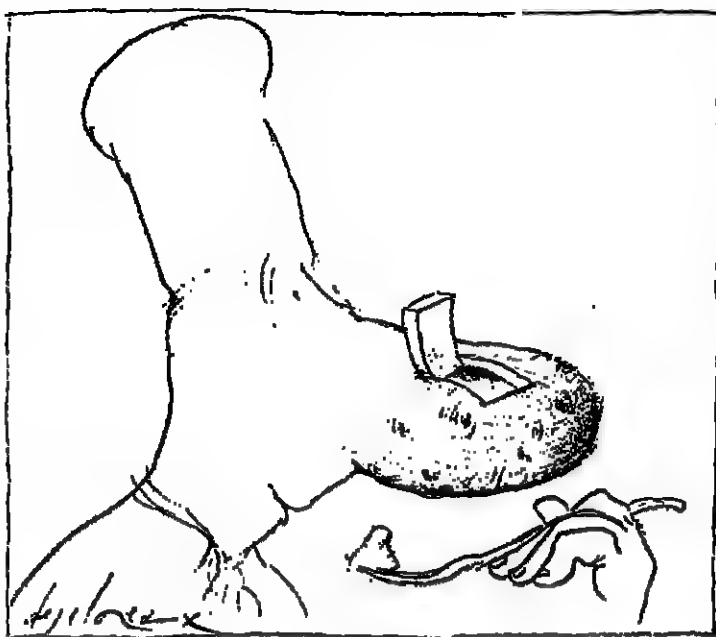


Illustration de J. L. Rey

province. Il meurt inopinément et sa veuve provinciale vient habiter à Paris... dans la même maison que sa rivale. Elles ne se connaissent point, mais se rencontrent

dans l'escalier, se lient, et l'une, invitant l'autre, voit sur le mur un grand portrait du défunt Toupinel.

« Mon mari », dit l'une (ou peut-être : « Ciel, mon mari ! »).

« Pardon », dit l'autre, c'est le mien !

D'où l'idée d'un tantinet macabre de servir un œuf poché dans un cerceuil de pommes de terre.

La recette ? De grosses pommes de terre de Hollande bien formées cuites avec leur peau, au four, sur un lit de gros sel (après avoir été incisées de la pointe du couteau de façon à

réserver un couvercle en forme de tabatière). A cuisson on retire le maximum de chair à la cuiller, et l'on en fait une purée avec beurre, crème, sel, muscade. Puis dans la pomme de terre regarnie on dispose successivement : une cuillerée à café de sauce Mornay, une de maigre de jambon haché, un œuf poché bien égoutté, une nouvelle cuillerée de mornay, enfin on poudre de chapelure mêlée de parmesan ou de gruyère râpé, on arrose de beurre et l'on passe au four.

Il y a des variantes. On peut mêler à la purée de pommes de terre un peu de purée de céleri. On peut remplacer la mornay par une béchamel. On peut largement oignonner l'œuf béchamel. On peut remplacer le jambon de Paris par du parme ou du bayonne, etc. Mais le résultat reste symbolique : l'œuf est enfoui dans la pomme de terre comme feu Toupinel le fut dans son cercueil.

Un plat de théâtre, donc. Ne nous étonnons pas alors qu'il fut apprécié de Marcel Achard, gourmand lyonnais. Ni que le seul endroit de Paris où on puisse le trouver aujourd'hui sur la carte est le Fouquet's !

Avec le gratin de macarons Robert Hossein, les œufs Toupinel de Marcel Achard perpétuent une tradition bien parisienne, vieille de bientôt un siècle puisque en ce mois de février 1989 le Fouquet's fête son quatre-vingt-dixième anniversaire.

LA REYNIÈRE.

## ENSEIGNE

### Alsace : la fin du purgatoire

L'ALSACE et ses vins redonnent la tête. Réunis il y a quelques jours autour d'un ragout de homard joliment préparé par Guy Savoy, les trois principaux vignerons-négociants des berges du Rhin (Hugel, Trimbach et Beyer) ont, en présence de leur « consul », Jean-Pierre Haerberlin, et vieux millésimes au poing, démontré avec quelle efficacité ils parviennent aujourd'hui à soigner leur complexe d'infériorité. Un complexe insupportable qui, assurent-ils, les rongerait depuis trop longtemps, leur interdisant d'être à une juste place, tant dans la France de l'intérieur que sur la scène internationale.

Guérison ou pas, la cause est entendue : les vins alsaciens commencent à joindre l'audience et du prestige auxquels, en toute rigueur, ils ont droit. On n'ira certes pas jusqu'à regretter — « C'était, disent les Alsaciens, avant la guerre... Ou, celle de 14 », l'époque où les vins d'Alsace se vendaient plus cher que ceux de Champagne. Mais on ne peut pas non plus continuer à ignorer l'effort entrepris depuis quelques années au service de la qualité des vins haut de gamme.

Pour résumer, on dira que les progrès accomplis sont de deux ordres : d'abord, dans la délimitation géographique — grâce aux cinquante « grands crus » qui ne représentent encore qu'un faible pourcentage de la totalité du vignoble — des terres susceptibles de produire les meilleurs des vins d'Alsace. Ensuite, dans l'effort soutenu et non dénué de risques pour, grâce à des vendanges tardives et à la sélection

des grains nobles, produire l'équivalent des plus grands liquoreux du monde. Il faut avoir eu accès aux gewurztraminers, sélection de grains nobles, 1934 de chez Hugel ou 1983 de chez Beyer, ou encore, à la « Cuvée Anne » 1976 des domaines Schlumberger (encore disponible, entre autres, au Coq de la Maison-Blanche à Saint-Ouen), pour comprendre combien les grands liquoreux alsaciens sont cousins germains de ceux du Sauternes, des Pays de la Loire ou de la Moselle allemande.

Terre de grands espagnols blancs (muscat, riesling, tokay pinot gris, gewurztraminer) et d'un rouge (le pinot noir), l'Alsace ne vit pas sans difficultés la course à la qualité qu'elle s'impose. Parce qu'elle se double d'une quête d'identité, cette épreuve voit les vignerons se quereller depuis peu à propos d'une affaire de mots.

« La loi précise que les noms des grands crus peuvent être suivis d'un nom de lieu-dit, explique Jean Hugel (Riquewihr). Certains, ayant l'impression de dénigrer la qualité exclusive commerciale, utilisent systématiquement le nom de leur lieu-dit. Or, ce sont presque toujours des noms aléatoires, des noms à coucher dehors, des noms que même nous, Alsaciens, avons du mal à prononcer. Ce n'est pas cela qui pourra aider à nous faire connaître. A quoi servirait-il de progresser en qualité si nous ne réussissons pas à donner l'idée d'une identité nationale de l'Alsace ? »

JEAN-YVES NAU.

## VACANCES-VOYAGES

### HÔTELS

#### Côte d'Azur

**NICE**  
**HOTEL LA MALMAISON**  
Rest. Western \*\*\*  
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.  
50 CH. INSONORISÉS ET CLIMATISÉS  
TV COULEUR PAR SATELLITES  
Restaurant de qualité.  
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél. 93-57-42-56 - Tél. 93-47-418.  
Télécopie 93-16-17-99.

**HOTEL VICTORIA \*\*\***  
33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél. 93-58-39-60  
Platz centre-ville, calme.  
Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur.  
tél. direct, minibar.

#### Montagne

**05350 SAINT-VÉRAN**  
(Hautes-Alpes, Queyras)  
Parc rég. Site classé. Stat. village. Plots. fond. Plus l'été comm. d'Europe, 2040 m.  
**LE VILLARD**, tél. 92-43-82-03  
**GRILL ET CHAMBRES-STUDIO**  
Appart. Depuis 650 F pers./semaine.  
**BEAUREGARD**, tél. 92-45-82-62  
1/2 pers. 1029 F à 1680 F la sem.  
Pension compl. 1316 F à 1925 F la sem.

**LES BALCONS DE SERRE-PONÇON**  
Séjour, ciel bleu des Hautes-Alpes. Table et chambre d'hôtes, 1120 F 7 jours 1/2 pension.  
**PUY SANNIÈRES - 05200 EMBRUN**  
Tél. (06) 92-44-24-80.

#### Provence

**83240 CAVALAIRE**  
**HOTEL-RESTAURANT LA CALANQUE \*\*\***  
« Les pieds dans l'eau ». Site exceptionnel. Pêche, tennis, télévision, 1/2 pers. de 440 à 470 F/jour et par personne.  
Tél. 94-64-64-37.  
Tél. 400 793 F CALANQUE  
Spécialités : POISSONS.

**ROUSSILLON 84220 GORGES**  
Vacances d'hiver  
**MAS DE GARRIGON \*\*\***  
(TGV et aéroport d'Avignon)  
Séjour détente à prix doux dans le PETIT HOTEL DU LUBERON.  
Stages de cuisine.  
Stages d'équitation.  
Espace gourmande.  
Renseignements et réservations : 90-05-43-22

#### Grande-Bretagne

**68 - QUEENSGATE**  
**EDEN PLAZA HOTEL**  
68 QUEENSGATE,  
SOUTH KENSINGTON, LONDRES SW7  
Tél. 19-44-1-370-6111. Tél. 91-6222.  
Télécopieur 19-44-1-370-6578.  
Hôtel moderne et accueillant  
Près de Knightsbridge, Harrods  
Hyde Park, musées.

#### Suisse

**CH-1938 CHAMPEX-LAC**  
Vacances blanches en Valais.  
Hôtel familial, détente, bien-être où les enfants sont les bienvenus. Paradis de ski de fond, ski alpin, promenades.  
Forfait 7 Jours P.C. 420 FS (env. 1695 FF), en mars dès 350 FS (env. 1415 FF).  
**HOTEL SPLENDIDE**  
Tél. 1941/26/41145.

**VALAIS-SKI-SOLEIL** (alt. 1480 m - 2200 m)  
Un hôtel-club où vous êtes reçus en amis. Station-village loin de la cohue des villes, ski alpin, fond, 7 j. pers./compl. 1830-2340 FF, réduc. enf. Garder. grat. dès 1 an. Animation. Rem. mécan. offertes aux enf. & jeunes. Enf. invités : 4 semaines.  
**SUNWAYS \*\*\***  
CH-1938-Champez. Tél. 1941/26/41122.

### TOURISME

**LOCATION DE HOUSE BOAT SUR LE CANAL DU MIDI ET LA CHARENTE**  
Catalogue gratuit.  
SAINTONGE RIVIÈRES, R.P. 55  
17413 SAINT-JEAN-D'ANGELY Cedex  
Tél. (06) 46-32-06-16.

**SKI DE FOND HAUT-JURA**  
3 HEURES DE PARIS PAR TGV  
Yves et Liliane vous accueillent (14 pers. max.) dans ferme du XVII<sup>e</sup> s. confortablement rénovée, chamb. av. s. de bains, w.c., table d'hôtes, cuis. mijotée et légère, pain maison cuit au feu de bois. Ambiance sympathique.  
De 2850 F à 2590 F par pers. et sem. (t compris, pension complète + vin, moniteur et matériel de ski).  
Tél. (06) 81-38-12-51 ou écrire :  
**LE CRET-L'AGNEAU**  
25650 MONTBENOIT

## MIETTES

● **Réservations.** — Les restaurateurs se plaignent de plus en plus, avec raison, des clients qui réservent et ne viennent pas sans avoir la simple honnêteté de téléphoner pour annulation. Par contre ce locuteur, qui, de Hollande, avait réservé à la Maison Blanche (restaurant à la mode) et téléphoné pour confirmation le jour de son arrivée à Paris, s'est entendu répondre qu'il aurait dû confirmer la veille. Il n'est pas content et on le comprend.

● **Dîner + cinéma.** — Je venais de relire : « Ils allèrent au Paramount et la commissaire (Maigret) fit la queue sans grigner pour les tickets... » Mais, en cette saison, ce

n'est pas très agréable de faire la queue dans le froid. Aussi, le cher Simonon eût été ravi pour ses personnages si, lorsqu'il écrivait l'Amie de M<sup>lle</sup> Maigret, il avait su que, juste quarante ans plus tard, en allant dîner au Grand Café Capucines (4, boulevard des Capucines, Paris-2<sup>e</sup>, tél. : 47-42-75-77), juste à côté du Paramount, on peut éviter cette attente en faisant réserver ses places par le maître d'hôtel. Et en plus on vous offrira un champagne Jacquart !

● **Andouillette.** — L'AAAAA avait l'autre année décerné son diplôme à une andouillette de La

Champenoise (à Jully-sur-Sarce, dans l'Aube). Peut-être l'augmentation des ventes nuit-elle à sa préparation artisanale ? En tout cas on me dit, ici et là, que la qualité n'est plus tout à fait la même. Ce n'est, espérons-le, qu'un incident passager. A noter d'autre part que les produits Jean Legrand (dont un honnête fois gras) ont ouvert une nouvelle boutique (11, rue Pierre-Demours, Paris-17<sup>e</sup>).

● **A Genève.** — M. Eric Kuhne, enfant de la ville, vient de prendre la direction du Hilton (dont le restaurant Le Cygne est le meilleur de la ville).

A Genève encore, pour fêter les vingt ans de son établissement, le patron du Steak House (8, boulevard de la Tranchée) a ramené sa carte — plats et vins — aux prix de 1968 durant une semaine.

Isabelle Vichniec, ma concourse correspondante du Monde au pays de Calvin, me signale enfin que Le Transat, route de Florissant, créé par le chef Edgar Saada (du temps de l'Edgar triomphant de la rue Marbeuf), reste un restaurant de qualité encore que « boudé des critiques genevoises » (sic).

L.R.

**GAGNEZ 10%**  
SUR VOTRE CROISIERE EPIROTIKI EN 1989

**INSCRIVEZ-VOUS AVANT LE 28 FEVRIER**

**SAISON INAUGURALE DE L'ODYSSEUS**

**CROISIERE DES 7 MERS**  
14 JOURS, DU 20 MAI AU 23 OCTOBRE  
vers la MER NOIRE - TURQUIE - GRECE - ITALIE  
à partir de 11.340 F par personne  
pré-acheminement inclus de France

**EPIROTIKI**  
c'est également des croisières de 3, 4 et 7 jours au départ du Pirée.

**Allez vite chez votre agent de voyages !**

**EPIROTIKI**  
Agent général MONDOCRUISES  
5, bd des Capucines - 75002 PARIS  
Tél. : 1 42 65 49 67

**GASTRONOMIE**

**Rive droite**

**CHEZ PIERROT**  
Cuisine bourgeoise  
SES PLATS DU JOUR ET POISSONS  
SPECIALITES BOURGIGNONNES  
18, rue Edouard-Belin (2<sup>e</sup>) - 45-64-14-61 et 65-61  
F. dim. et dim.

**Rive gauche**

**BRASILIA**  
SPECIALITES BRÉSILIENNES  
7 FEVRIER : GRAND CARNIVAL  
22, rue de la Harpe - Paris 5<sup>e</sup> - Tél. 47 20 91

**NOUS AVONS UNE PÊCHE FANTASTIQUE JUSQU'À 3<sup>h</sup> DU MATIN.**

**LA CHAMPAGNE**  
La grande boutique de la cave.  
Vente de champagne.  
10 bis, place de Clugny - Paris 2<sup>e</sup>  
Réservation : 48-74-64-78

**CHEZ HANS**  
La grande brasserie alsacienne  
3, place du 19-Juin-1940  
Paris 6<sup>e</sup>  
Appel Monoproduit  
Théâtre de la Madeleine  
Réservation : 48-48-58-42

(Publicité)

## INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>MALESIA - PORTE-D'ORLÈANS</b><br/><b>A LA BONNE TABLE</b> 45-39-34-91<br/>F. dim. 42, r. Friant. Parking. Spéc. POISSONS.</p> <p><b>BASTILLE (OPÉRA) DE LA</b><br/><b>EL BOLICHE</b>, 43, rue Faidherbe, 11<sup>e</sup>.<br/>F. dim. 43-79-87-93.<br/>Le rest. sud-américain du 11<sup>e</sup>.</p> | <p><b>CHAMPS-ÉLYSÉES</b><br/><b>RELAIS BELMAN</b>, 37, r. François-1<sup>er</sup>.<br/>47-23-54-42. Jusqu'à 22 h 30. Cadre élég.<br/>F. samedi, dimanche.</p> <p>142, av. des Champs-Élysées, 43-59-20-41<br/><b>COPENHAGUE</b>, 1<sup>er</sup> étage.<br/><b>FLORA DANICA</b>, et son jardin r.d.c.<br/><b>SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ</b>.</p> | <p><b>GOBELINS</b><br/><b>ENTOTTO</b> 45-81-88-51 - F. dim.<br/>143, r. L.-M. Nollet, 19<sup>e</sup><br/>Spécialités éthiopiennes.</p> <p><b>LES HALLES</b><br/><b>CAVEAU F-VILLON</b>, 64, r. Arto-Sec.<br/>42-36-10-92. Ses caves du XV<sup>e</sup>. F. dim.<br/>et lundi. P.M.R. 170/200 F.</p> | <p><b>LODEON</b><br/><b>INCARI</b>, 9, r. Monsieur-le-Prince, 6<sup>e</sup>.<br/>45-22-23-62. Dîner périgourdin 130 F s.c.</p> <p><b>REPUBLIQUE-BASTILLE</b><br/><b>LE REPAIR DE CARTOUCHE</b><br/>47-00-25-86, 8, boulevard des Filles-du-<br/>Calvaire (11<sup>e</sup>). F. sam. midi, dim.</p> | <p><b>SAINT-AUGUSTIN</b><br/><b>LE SARLADAIS</b>, 2, r. de Vienne, 6<sup>e</sup>.<br/>45-22-23-62. Dîner périgourdin 130 F s.c.</p> <p><b>SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS</b><br/><b>LA FOUX</b>, 2, rue Clément (6<sup>e</sup>).<br/>F. dim. 43-25-77-66.<br/>Alex aux fourneaux.</p> | <p><b>TROCADÉRO</b><br/><b>P. GAILLARD</b>, 70, r. de Longchamp.<br/>F. dim. et sam. soir. 47-27-43-41.<br/>Cuis. classique.</p> <p><b>HORS PARIS</b><br/><b>AU PIED DE MOUTON</b>, 20, r. au<br/>Pain, 78-Versailles (Halls de Ver-<br/>sailles), 39-50-33-00. Tél. 01 01 01. Spéc.<br/>de FRUITS DE MER et POISSONS.</p> |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|



## Lisbonne revisitée



loi. Des perroquets éclatants y volaient.

Cette ruine grandiose rappelait ainsi, discrètement, l'ancienne vocation ultramarine du Portugal. On viendrait du monde entier la contempler, s'imprégner de sa leçon doucement ironique et stoïcienne. La nuit, la lune qui passerait (comme je l'ai vue faire) derrière ces entrelacs rétablirait, au fond du décor, les droits ultimes de la rigueur géométrique. Le Douanier Rousseau eût aimé y venir peindre.

OLIVIER ROLIN

## Carnet de route

### ● Lectures

— Les œuvres de Fernando Pessoa, né à Lisbonne en 1888, mort en 1935, et « découvert » il y a peu, sont en cours de publication, en français, aux Éditions de la Différence et chez Christian Bourgois, avec notamment chez ce dernier le *Le Livre de l'intranquillité*, de Bernardo Soares, et les *Œuvres poétiques*, d'Alvaro de Campos, identités imaginées par Pessoa comme celles de Ricardo Reis ou Alberto Caeiro.

— La *Ballade de la plage aux chiens*, José Cardoso Pires, Gallimard, 1988.

— L'Année de la mort de Ricardo Reis, José Saramago, Seuil, 1988.

● Séjour

— Hôtel Tivoli, 185, avenida de Liberdade, Tél. : 53-01-81.

— Près du Musée des beaux-arts, Hôtel York House, 32, rue des Janelas Verdes, Tél. : 86-24-35.

— Quelques restaurants d'où voir le Tage : luxueux, dans un très beau site, le Tajide, largo Academia das Belas Artes ; plus simple, celui du belvédère de Santa Luzia, ou, populaire, en contrebas du largo de Santa Catarina, le Marinhêiro.

### ● Transport

— La compagnie nationale Tap Air Portugal dessert Lisbonne chaque jour (départ de Paris à 18 heures). Aller-retour : 5 440 F en classe économique ; tarif excursion : 1 850 F jusqu'au 31 mars, 2 155 F ensuite. Un week-end de quatre jours (départ le jeudi soir) et trois nuits à l'Hôtel Plaza (4 étoiles), par exemple, est proposé par cette compagnie (19, bd de la Madeleine, 75001 Paris, Tél. : 42-98-15-05) à 2 275 F par personne en chambre double. Vols directs à partir de Nice et de Lyon.

— Office du tourisme de Portugal, 7, rue Scribe, 75009 Paris, Tél. : 47-42-55-57.

(Suite de la page 13)

Il y a quinze jours se tenait, à l'initiative de l'Association des architectes, le premier débat public depuis l'incendie sur l'avenir du quartier. Le maire, M. Abecassis, un petit homme dont la courtoisie semble être à la hauteur de la réputation, expose d'assez mauvaise grâce que, lui, il gouverne pendant que les autres pérorent. Le président de la République, Mário Soares, au premier rang du public, ne dit mot. L'architecte désigné, Siza Vieira, se carresse pensivement la barbe, on imagine qu'il préférerait être ailleurs, éviter cet encombrant patronage.

De ses propos, fûts d'une voix douce, un peu lasse, il ressort que son projet sera publié en mai, et

soimis alors à discussion ; que toutes les façades qui peuvent être conservées le seront ; que les grands magasins du Chiado, jouxtant Grandella, seront probablement transformés en hôtel et une station de métro percée ; que la reconstruction, enfin, pourrait débiter au cours de l'été.

### Contribution au débat

Peut-on se permettre de verser au débat à venir une contribution qu'il sera difficile de disqualifier comme fantaisiste ? L'ascenseur de Santa Justa (dà, une fois pour toutes, à l'ingénieur français Messier du Ponsard) est flanqué, d'un côté, par les ruines de l'église des

Carmes, de l'autre, par les ruines de Grandella. Voilà une conjonction intéressante.

L'église des Carmes, jamais rebâtie depuis 1755, témoigne du fameux tremblement de terre. Ses ogives découpent un puzzle de ciel bleu, jettent des ombres irrégulières sur les gisants, les pierres tombales, colonnes, cippes et chemins de croix d'azulejos. Dans le transept, un saint Jean Népomucène au drapé très baroque porte un crucifix comme un violon, amoureuxment calé contre sa joue. La nef en plein vent est pleine de chats en stabulation libre. C'est un des lieux agréablement philosophiques de cette ville qui en compte tant.

### L'index des vanités

De part et d'autre du pivot de fer de Santa Justa, qui formerait dans ce triptyque l'index des vanités, on trouve le repère prométhéen, deux memento mori : l'église, donc, et le grand magasin Grandella, le temple et les marchands également ruinés.

La grande cage de pierre serait conservée telle quelle (ce qui n'est donc pas en contradiction avec le programme de Siza Vieira), avec seulement des vitrages pour fermer les baies, et un toit de verre aussi. Au milieu s'épanouirait ce taillis de luxuriantes lianes, ou algues, de fer au sein desquelles on ferait pousser (le toit transparent faisant serre) d'autres lianes, naïvement végétales celles-là, des palmiers et toutes plantes dont la courbe, la fantaisie ou la grâce seraient la

# 324 F.

## Un week-end en Angleterre avec votre voiture.

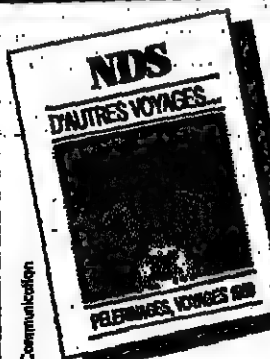
Avec Big Ben Tours, profitez de cette offre exceptionnelle : une croisière sur les catamarans géants de P&O European Ferries et une nuit d'hôtel en Angleterre (à Londres ou dans les auberges-pubs à la campagne) à partir de 324 F seulement par personne. Contactez votre agence de voyage ou Big Ben Tours. Tél. : 42.66.40.17.

**Big Ben Tours**  
P&O European Ferries (France) S.A.

### LES ILES MALDIVES

12 îles, des croisières, des extensions de séjour à Sri Lanka, Singapour et en Inde du Sud... Une semaine à partir de 8 555 F. Séjours plage, école détente pour hommes d'affaires... Le spécialiste de Maldives SURKAPAD 17, rue Montmartre 75009 Paris. Téléphone : (1) 45.23.51.51.

## LES ITINÉRAIRES DE NOS VOYAGES ONT PLUSIEURS MILLÉNAIRES...



Depuis 1872, N.D.S. permet à chacun de partir vers ces lieux qui ont fait, qui font les grands moments de notre foi. Vers Jérusalem ou Saint-Jacques, d'Assise à Fatima, N.D.S. fait revivre les grands pèlerinages mais aussi des moments d'exception et d'émotion : la toute des pèlerins sur le Gange (Inde) : 18 jours à partir de 16 850 F par personne, ou encore le voyage éternel au pays du matin calme, la Corée, lors de la Visite du Pape Jean-Paul II. Avec N.D.S., faire un grand voyage, réaliser un grand pèlerinage, c'est possible et vers de multiples destinations. Pour découvrir les itinéraires de nos voyages, il y a un catalogue, celui de N.D.S., demandez-le en découvrant le bon ci-après.

### NDS, D'AUTRES VOYAGES

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
 Adresse \_\_\_\_\_  
 Code postal \_\_\_\_\_ Téléphone \_\_\_\_\_

**NDS**  
17, rue de Tolbiac  
75013 PARIS  
Tél. : (1) 45 49 20 30

# A EVIAN, 7 JOURS POUR RETROUVER SON EQUILIBRE

## EQUILIBRE 7

Le forfait Equilibre 7 vous propose une remise en forme optimale dans le cadre ultra-moderne du Centre Evian Equilibre. 7 jours pour retrouver votre équilibre à Evian : un séjour de détente dans l'hôtel de votre choix et un programme complet établi avec un médecin, qui allie hydrothérapie et soins d'esthétique aux activités sportives les plus diverses : randonnée, tennis, aquagym... Evian. Le séjour de l'équilibre.

Merci de me faire parvenir une documentation sur Equilibre 7.

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

A remplir et à adresser à l'Office de Tourisme, BP 98 F, 74502 EVIAN-LES-BAINS. Tél. : 50 75 04 28

مكتبة من الأصل







« Un bon patriote » à l'Odéon

## La peur de l'abandon

Histoire d'un homme trouble, espion autrichien : le colonel Redl. Istvan Szabo en a tiré un film, et, avant lui, John Osborne, une pièce de théâtre.

« C'est une histoire vraie », jure avant que la pièce commence, nous voilà avertis. Par de grandes lettres lumineuses blanches qui s'inscrivent sur le fond noir.

Il est exact, en effet, que dans l'après-midi du 24 mai 1913, à Vienne, l'une des figures les plus sautes de l'armée impériale austro-hongroise, le colonel Alfred Redl, est convaincu d'espionnage au profit de la Russie : le soir même, trois officiers supérieurs lui apportent un revolver, et Redl se tire une balle dans la bouche.

La nouvelle bouleverse l'Autriche. Le colonel Redl était presque légendaire, parce qu'il avait atteint les états-majors sans titre de noblesse et sans fortune : l'exception absolue. Au printemps de 1913, il est chef d'état-major du 8<sup>e</sup> corps d'armée, situation délicate car, en cas de conflit, c'est ce 8<sup>e</sup> corps qui doit être le fer de lance de l'attaque contre la Serbie. Et Redl n'a pas quitté pour autant le poste fondamental qu'il occupe dans le renseignement et le contre-espionnage, et cela depuis 1901, depuis qu'il a séjourné dix-huit mois à Kazan, nous le présente de perfectionner son russe.

Le lendemain de la mort de Redl, la persécution chez lui va faire découvrir des lettres intimes et des photographies prises en pleine action : le colonel Redl était homosexuel. En marge de ses rencontres de hasard, il était profondément attaché à un jeune et bel officier de uhlans, Stephan Hromodka, qu'il présentait partout comme son neveu.

Ce sont les dévies, ce sont les besoins effrayants d'argent, qui ont conduit Alfred Redl à céder au chantage des espions russes, qui connaissaient les secrets et le coût de sa vie privée.

Redl n'est pas d'un physique séduisant. Il est grand et gros et large comme une armoire, il a un visage muet, sans expression, sans force de regard, visage qu'une moustache cirée et des cheveux teints, blonds, n'arrangent pas. Redl verse à son Stephan une pension de 600 couronnes, bien plus que sa solde de colonel, et il le couvre de cadeaux, par exemple une dernière montre luxueuse.

L'intelligence exceptionnelle du colonel Redl, sa formidable présence d'esprit, lui permettent d'éviter tous les pièges, ceux du contre-espionnage comme ceux de sa « vie parallèle ». Mais, soudain, la catastrophe. Mai 1913 : Redl reçoit, à Prague, une lettre de Stephan : il annonce qu'il se marie. Redl perd la tête, se précipite à Vienne, se jette aux genoux de Ste-

phan, obtient de lui des promesses, puis, pour récupérer une grosse somme que lui ont expédiée ses amis russes, il commet la première imprudence de sa carrière, à la poste restante. Dix heures plus tard, dans la nuit, c'est l'arrestation des trois officiers dans sa chambre, c'est la fin.

Cette journée dramatique du 24 mai 1913 à Vienne fait inévitablement penser à celle du 30 mai 1914, à Paris et à Antibes. Ce jour-là, Proust écrit à Alfred Agostinelli. Certes, il n'est pas militaire, ni espion. Mais lui aussi est amoureux, il dit qu'il « adore » Agostinelli. Or Agostinelli a aban-

donné Proust, pour aller vivre dans le Midi avec la compagne Anna, et Proust s'est ruiné pour ce jeune homme. Lui aussi a perdu la tête, il vient d'offrir à Agostinelli un avion, qui coûte 27 000 F, soit 360 000 F d'aujourd'hui, et il vient de lui offrir presque en même temps une Rolls, qui coûte, le modèle 50 HP 6 cylindres, presque le même prix que l'avion, 25 200 F. Proust, affolé, demande à son homme d'affaires de vendre ses Royal Dutch. Mais il les a vendus déjà. Il écrit à Agostinelli, il lui demande de restituer l'avion, il oublie qu'Agostinelli a refusé cet avion, qui reste sur les bras de Proust. Et ce même jour du 30 mai, Agostinelli se tue, dans l'avion d'une école de vol, il se tue au large d'Antibes, et son frère vient demander à Proust les 5 000 F d'avance qu'exigent les scaphandriers de Toulon pour rechercher le corps.



La vie « parallèle » du colonel Redl

Jean-Paul Lucet, qui dirige le Théâtre des Célestins à Lyon, a mis en scène *Un bon patriote*, la pièce qu'a écrite l'Anglais John Osborne d'après la vie du colonel Redl. Lucet dit qu'à écouter cette pièce « nous revivons la



La vie « parallèle » du colonel Redl

renseignements sur Soviétiques depuis avant 1946. Et, le 30 juillet 1963, un article des *Evening Standard* apprend que Kim Philby, à Moscou, a reçu la nationalité soviétique. Pour un producteur de cinéma ou de théâtre, Kim Philby est, en 1963, la bonne affaire.

Mais quel écrivain bizarre que ce John Osborne ! Il écrit des pièces de « prov » en colère, mais il signe les scénarios de films pour grands publics, comme *Tom Jones*, ou des livres qui font l'éloge du colonialisme, comme *West of Suez*.

Qu'emboîtant le pas à l'engouement des Britanniques pour l'espionnage, mais sans pouvoir toucher directement à Kim Philby, il choisit de raconter le cas d'Alfred Redl, c'est intéressant, car Philby n'était pas homosexuel, et il n'a jamais joué double jeu, comme Redl, et il n'a pas « trahi pour des questions de chantage et d'argent ». Philby était devenu, très jeune, un « convaincu » des Soviétiques. Il voulait les aider, par tous les moyens, c'est tout. Philby est un cas à part de non-patriotisme, d'un peut-être. Son père, qui « hâle » curieusement l'Angleterre pour l'Arabie

après un séjour en Mésopotamie, lui avait donné l'exemple.

Et que veut donc dire Osborne, en choisissant un espion homosexuel ? Et que veut-il dire aussi en nous racontant que Redl a une mère juive — ce que les autorités autrichiennes ont toujours nié ? Vraiment, c'est assez bizarre, tout cet amalgame.

La pièce est conçue et écrite plutôt comme un scénario de cinéma : les séquences, nombreuses, scellées, sont courtes, les situations sont brusques et, à effet, la qualité du dialogue est faible, on, disons, secondaire. Cette œuvre médiocre de John Osborne,

« Hamlet » à Rennes

## Des mots que l'on entend

La maison de la culture de Rennes

a fait peau neuve. Dans la nouvelle salle, à l'acoustique parfaite, dédiée à Jean Vilar, Pierre Debauche présente un Hamlet tout en jeunesse.

La maison de la culture à Rennes s'appelle le Grand Huit, parce qu'elle vient d'être réaménagée en huit salles de différentes grandeurs qui fonctionnent simultanément : cinéma, expositions, rock, théâtre... « C'est, dit Pierre Debauche, le Centre Pompidou de Rennes ».

Pierre Debauche — qui, après des années préparées à Nanterre, avait conçu la Maison de la culture avant qu'elle devienne le Théâtre des Américains — est président du Grand Huit et directeur de la Comédie de l'Ouest, centre dramatique national. Il est responsable de la rénovation du bâtiment, dans la mesure où son scénographe de tous jours, Yves Le Jeune, en est l'architecte. C'est une réussite, en particulier la salle Jean-Vilar, grand volume en pente douce, avec un balcon, dont les murs graminés et les passerelles techniques portent des toiles abstraites aux couleurs sobres. Mais les fauteuils sont rouge vif.

En fait, le premier abord n'est pas attirant. On croit arriver dans l'une de ces vastes salles dites polyvalentes qui ont marqué l'architecture culturelle des années 50 et qui sont d'une redoutable froideur. Première surprise, les fauteuils sont confortables, leur espacement n'oblige pas à des contorsions pour placer ses jambes. Et surtout, dès que s'écarte le rideau, dès que commence le spectacle, le confort s'établit. Le plus étonnant, c'est l'acoustique. Dans cette salle de mille deux cents places, les voix parviennent ni assourdis ni aplaties, distinctes et chaleureuses. On avait oublié ce que c'est que d'entendre sans effort chaque mot, chaque intonation. Le travail a été élaboré par un spécialiste chinois, N. Guyen — le même qui s'occupe de l'Opéra Bastille, d'ailleurs la salle peut s'adapter au lyrique.

« En principe, dit Pierre Debauche, l'opéra est réservé au Théâtre municipal, mais des occasions de collaborer peuvent se présenter. Nous avons été nous-mêmes surpris de la perfection de l'acoustique, car nous avons répété dans l'espace vide. Dès que les fauteuils ont été installés, le miracle s'est produit. Et il a fallu encore faire des essais avec le public. Il y a eu une avant-première où nous avons demandé aux spectateurs de ne pas s'efforcer, il y aurait quelques coups de feu avant le spectacle. C'était pour tester la courbe du son... »

Une certaine gaieté

Pierre Debauche a inauguré la salle Jean-Vilar avec une nouvelle mise en scène de *Hamlet*. Il n'est quand même pas question d'y monter une pièce intimiste. Le plateau est large, pas très profond — bien qu'il ait été refait, — muet de trappes et de machineries utilisées à plusieurs reprises de façon délibérée, pour les apparitions et disparitions du fantôme.

Le décor est fait d'une toile sombre et de quelques pieux plantés à terre. Avec une distance de légère dérision, le spectacle joue la simplicité. *Hamlet* (Jean-Pierre Klein) est un prince jovial, qui ne rôde ni ne cherche la folie. Il est seulement mal à l'aise dans cette cour, où il n'est rien, avec cette mère (Françoise Daniell) indifférente et son nouveau mari, vaudevillesque (Imbécile (Pierre-Alain Chapuis). Ce malaise, il le cache sous des gamines exaspérées.

La mise en scène privilégie l'action, une certaine gaieté, comme si le drame n'était pas pris au sérieux, comme si la vitalité de la jeunesse, même quand elle se dilue dans la mélancolie, l'emportait. Le parti pris est efficace. Les spectateurs réagissent au quart de tour et applaudissent longuement. De plus, ils viennent en nombre. Vingt représentations sont prévues, ce qui n'est pas mal pour une agglomération de trois cent mille habitants.

COLETTE GODARD.  
\* Grand Huit, maison de la culture de Rennes (tél. : 99-30-88-88). Jusqu'au 12 février, à 20 h 30.

« Enorme changement de dernière minute » d'après Grace Paley

## Entre le conte et le café-théâtre

Quatre juives new-yorkaises se racontent des histoires de la vie. Avec un humour irrésistible, et, parfois, un peu de laisser-aller.

Romantiques, certes, mais réalistes, avec un tempérament bien trempé et une bonne dose d'humour face à l'adversité, Selma, Kitty, Hope et Ruth sont cousines de Woody Allen, juives et new-yorkaises. Leur mère, c'est Grace Paley, écrivain d'origine russe, dont certains recueils de nouvelles ont été traduits en français, ainsi *Enorme changement de dernière minute*, que Lucienne Hannon a adapté pour le théâtre.

Cette adaptation (et la mise en scène) joue — c'est une bonne idée — sur le plaisir du « Il était une fois » ; le plaisir du conte, qui était au commencement, et qui permet d'affronter l'ennui, ou l'angoisse. Dans une cour de brique et de broc, au pied d'un escalier en fer accolé à un immeuble, quatre femmes décident de se raconter l'histoire d'autres femmes, leurs sœurs jumelles, on le sent en filigrane. Elles cherchent le ton juste, citent en exemple Tchekhov ou Tourgueniev. Elles veulent

une histoire simple et forte. Comme celle de Rosa, une petite pauvre russe, qui préfère à un destin de solide fermière en Israël, le Valentin de la 2<sup>e</sup> Avenue. Comme encore l'histoire de Virginia, fiancée de sa ribambelle d'enfants, que son mari régale d'un somptueux cadeau d'adieu : une pelle et une balayette. Mais on ne raconte pas Grace Paley, car elle brode sa petite point — là une couleur, là un détail — des drames pudiques et drôles.

Soutenues par une discrète présence musicale et masculine (Pierre Ragot), les quatre comédiennes ont le plaisir communicatif. Elles jouent à jouer, les personnages sont interchangeables et elles endossent les rôles d'homme — mari, amant ou père — avec une gaillarde ironie. Yasmina Reza ne sait guère chanter, mais elle a un joli piquant en jeune amante ou en fils indigne. Malgré ces changements de rôle, chacune des comédiennes (Joséphine Derenne, Raphaëlle Goupilleau, Josiane Stoleru) chante sa propre musique. Leur spectacle est sympathique, mais frise souvent de trop près le café-théâtre, sauce yiddish.

COLETTE QUINOT.  
\* Théâtre Tristram-Bernard, Tél. : 45-22-08-40.

THÉÂTRE DE LA CITE UNIVERSITAIRE - LA PESSERIE 100 - 45 89 38 69  
du 3 JANVIER au 18 FÉVRIER  
« John Gabriel BORKMAN »  
de Henrik IBSEN  
dir. JEAN BOLLERY  
C'est hallucinant... quelque chose d'unique au théâtre. M. COURNOT.  
DERNIÈRE LE 18 FÉVRIER

PETIT MARIGNY

à partir du 10 février

SYLVIE JOLY  
ALEXANDRE ARBATT

THÉÂTRE  
A  
DOMICILE  
d'Edward Radzinsky

LOCATION OUVERTE  
42 25 20 74  
48 78 75 00

ATHÉNÉE  
LOUIS JOUVET  
DERNIÈRE LE 4 FÉVRIER  
Mademoiselle Julie  
AUGUST STRINDBERG  
MATTHIAS LANGHOFF  
DERNIÈRE LE 11 FÉVRIER  
Le Terrier  
KAFKA  
47.42.67.27 KIOSQUE PARIS GRANDS BOULEVARD  
CARTE SPECTATEUR PERMANENT  
PRÉSENTS 89 • 4 SÉANCES 250 F  
MADAME JULIE LE TERRIER  
CALLEX LES AMIS MAGNETIQUES DU QUARTIET

MC93  
BUBIGNY  
48 31 45

PATACHOU  
dans  
Poussières  
de  
Paul VECCHIALI  
DERNIÈRES

THEATRE 14  
14 FÉVRIER 1989  
45 45 47  
LE LIVRE  
DE L'INTRANQUILLITÉ  
de Fernand PESO  
Une superbe introduction au chef-d'œuvre de Pesso. QUOT. DE PARIS.  
D'admirables fugues, Philippe Lodenbach excellent. FIGARO SCOPÉ.  
Un spectacle rare. C'est très beau. FRANCE CULTURE

V.O. : UGC Balthus - Marianne Montparnasse - UGC Denton - Forum Horizon  
UGC Lyon Bastille.  
V.R. : Rex - Paramount Opéra - UGC Montparnasse - Nation - UGC Gobelins  
Gaumont Alésia - UGC Convention - Les Images.  
POMPIDOU : Gaumont Élysée - Gaumont Opéra - Théâtre de la Ville - Cyrano Versailles  
C22. Saint-Germain - Arrol Gréville - François Englem - Studio Voltaire - Arrol Nogent  
Parcours Aubrey - Carrefour Paris - Buzi Boussy Saint-Antoine - Studio Les Ulys  
Flandres Barcelon - Arrol Corbell - Corni Fête-Adam - 4 Champs Paléoles  
4 Dots La Vierge - Club Columbia - Espace Cinéma Saint-Germain.

UN GRAND ROMAN DE PIERRE SCHOENAU-DOERFFER  
UN FILM DE JOHN MILUS  
NICK NOLTE  
L'ADIEU AU  
ROI

مكتبة الأصل



هكذا من الأصل

## Culture

## PHOTO

Un choix de la collection du Musée d'art moderne de la Ville de Paris

## L'écart constant

Bâti sur la dualité photo-peinture, un choix qui témoigne du conflit majeur qui divise la production photographique contemporaine.

En 1856, Nadar, adressant à Villermont, le directeur du Figaro, lui disait : « Tu as raison, il n'y a plus de photographie artistique. Il y a, en photographie comme partout, des gens qui savent voir et d'autres qui ne savent même pas regarder. »

Relevé par François Marquet, l'axiome reste juste aujourd'hui. Mais sans doute Nadar nuancerait-il son propos au vu du choix (dix-neuf artistes photographes et plasticiens) opérés par la nouvelle conservatrice du département photographique du Musée d'art moderne de la Ville de Paris, Laurence Bossé. Cette position faite dans le cadre des collections n'est pas représentative de l'ensemble des acquisitions. Celles-ci comptent, en effet, quelque 2 000 œuvres de deux cent cinquante auteurs, acquises en tenant compte de ce qui existe dans les collections nationales. Cet ensemble composite axé sur deux notions opposées, la « photographie » et la « photographique », réunit sans préférence des pratiques à l'expression classique (Canary, Rasi, Trütsch, Claude Batho), des plasticiens (Drabos, Fleischer, Poupe), des tenants de la photo mise en scène (Karen Knorr, Saudet) et les œuvres d'artistes photographes « internationaux » connus comme Gilbert George et Boltanski.

Cette mise en perspective du patrimoine actuel incite d'abord à saluer le bien-fondé des achats depuis 1980. Certes, on peut s'étonner de la présence de Franco Fontana et de Bettina Rheims. Mais, hormis ceux de Bourgeois et de Zaza qui se sont égarés, les travaux sérieux de ces jeunes créateurs ont tous tenu leurs promesses. Qu'il s'agisse des papiers froissés de Drabos (1983), des objets réfléchissants de Fleischer (1984), des Polaroids griffés de Poupe (1984), ou des fictions narratives de Karen Knorr (1983).

## Une frontière abolie

Modulable, hétérogène, hybride, extensible, la photographie s'affirme comme un art aux spécificités multiples. Elle tire sa richesse de la diversité de ses mises en jeu, quitte à perdre son identité à force de mêler les pratiques. « Il n'y a pas de mystère, écrit Jochen Gerz. C'est votre savoir qui vous tuera. » Finalité ou simple étape, instrument d'autoréflexion ou d'analyse, elle recèle une telle diversité d'application qu'il est impossible d'établir une hiérarchie dans cet assemblage électrique qui envisage du même œil les mannequins de Bernard Faucon et les vues macrophotographiques d'Eva Klason.

D'ailleurs, les pratiques actuelles nient les différences, alternant le « photographique » et le « pictural », semblent abolir la frontière entre photo et peinture. Pourtant, si le support est le même, un monde sépare la photographie des photographes et celle des artistes.

reconnus par le marché de l'art. Se libérer des conventions, critiquer les modes de représentation, violenter le médium fut un objectif dominant des dix dernières années. Mais il ne suffit plus d'aspirer à la dimension picturale du tableau pour acquiescer une existence sur les murs, et par là même le statut d'œuvre d'art. Les tirages peints de Louis Jammes, où figurent Di Rosa, Combas et Boisrond, si plaisants soient-ils, restent des multiples signés à cinq exemplaires. Alors que la fresque monumentale de Gilbert & George ou l'installation en polyptyque de Boltanski, même mineure, sont des œuvres uniques. Tout le problème est là. D'un côté, le multiple. De l'autre, l'unicité. Si la création brouille la limite entre les photographes « ordinaires » et les artistes, la cote se charge de retracer les frontières.

PATRICK ROEGERS.

« La photographie et la photographique », 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>, jusqu'au 26 février. Sur ce sujet, lire aussi le n° 4 de la revue La Recherche photographique, consacrée aux œuvres contemporaines.

## Les visions de l'esprit de Roland Fischer

En visitant durant plus de trois ans des monastères en Belgique et en France comme en Suisse, le photographe suisse Roland Fischer, trente et un ans, a tiré



des portraits de leurs habitants : moines et moniales, cisterciens et trappistes.

En gros plan, buste ou en

piéd, tenus en respect par l'objectif qui exaspère leur présence, ces hommes et femmes retirés du monde posent, sans ostentation, devant un fond neutre. Ils n'aspirent pas plus à sauver les apparences qu'à perdre la face. Enrobés dans les plis du vêtement, le corps devient visage et le visage devient tend à devenir un regard. Fidèle, austère, intelligente, la tête encapuchonnée recèle une imperceptible anxiété, un zeste de mélancolie.

D'une étrange puissance, ces portraits économes, en couleur, plus grands que nature, tirent leur vraie dimension d'avoir au cœur une pose le don total de la personne et l'absence négation de toute image de soi.

P. R.

★ Roland Fischer, portraits, textes de Suzanne Pagé, Laurence Bossé, Olivier Clément, éditions Paris-Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, 75116-Paris, jusqu'au 12 mars.

★ Et aussi, « Images critiques », Dennis Adams, Alfredo Jarr, Louis Jammes, Jeff Wall.

## MUSIQUES

Les dix ans de la Foire des instruments de Francfort

## Pianos futuristes, synthétiseurs antédiluviens

Surprise à la Foire internationale des instruments de Francfort qui vient de fêter ses dix ans. L'électronique et la micro-informatique appliquées à la musique, continuent leur nette progression, en

s'octroyant près du tiers du marché global des instruments. Mais, tandis que le marché des synthétiseurs semble saturé — et plus restreint qu'on le croyait —, celui des « faux pianos » est en pleine expansion.

Cette année, pour la première fois, la vente mondiale de pianos électroniques a dépassé celle des pianos acoustiques. Un véritable symbole qui vient couronner quinze années de recherche, développement et marketing des fabricants japonais et qui touche directement le secteur déjà fragile de la facture instrumentale. Rappelons qu'en France l'industrie des pianos survit en grande partie grâce à la perfusion de l'aide publique.

Le succès rencontré par les pianos électroniques s'explique facilement. En moins de quatre ans, la technique du sampling (échantillonnage numérique) a fait de gros progrès améliorant du même coup la musicalité et les timbres des « faux » pianos. Rien d'étonnant à cela : à chaque note du clavier correspond une note mémorisée à partir d'un piano à queue du meilleur cru (Bösendorfer, Steinway, Yamaha, etc.). La réduction de la taille et des coûts des composants justifient également cet essor. Ainsi, il n'est pas rare de trouver sous le capot de ces pianos électroniques grand public une mémoire très étendue, de l'ordre de 10 mégabits. À titre de comparaison, un micro-ordinateur familial Thomson, Atari ou Amstrad possède en moyenne une mémoire interne quinze à vingt fois moins importante.

Réputés jusqu'ici plutôt médiocres, les claviers ont subi un sérieux lifting. Le toucher moou, typique de la touche plastique montée sur res-

sort, cède du terrain. Le clavier de modèle PF 1500 Yamaha (prix annoncé inférieur à 15 000 francs) met un terme à ce défaut majeur. L'ergonomie des touches, leur lissage, ont fait l'objet d'une étude très poussée. Le confort de jeu est devenu tout à fait digne du clavier d'un piano acoustique standard.

En Japon et aux États-Unis, le piano électronique s'est imposé comme le moins de réticence auprès des enseignants. Une expérience menée durant trois ans dans plusieurs écoles de musique de Tokyo montre qu'il n'y a pas de différence notable dans la qualité d'interprétation entre deux groupes d'élèves, le premier apprenant à jouer sur des pianos acoustiques et le second sur des pianos électroniques. Il faut toutefois préciser que pratiquement tous les constructeurs japonais, Yamaha et Technics en tête, gèrent des écoles de musique : un réservoir de clientèle très appréciable.

## Un « boom » commercial

Cette expérience, si elle se vérifie en Europe, est d'autant plus importante que les professeurs jouent souvent le rôle de conseil auprès des élèves en ce qui concerne le choix et l'achat d'un piano. Enfin, comme le soulignent tous les catalogues, l'argument imparable reste la prise casque. Travailler tranquillement chez soi, jour et nuit, sans craquer le coïleur des voisins, voilà qui suffirait à expliquer ce « boom » commercial.

Les instruments présentés dans le cadre de la rétrospective proposée par la Musikmesse montrent comment l'histoire de la facture électronique est courte. Le Mini-Moog, premier synthétiseur monodique au succès commercial notoire, fait figure d'ancêtre. Pourtant il ne date que de 1971. En 1977, le Prophet V de Sequential Circuits annonçait l'ère nouvelle du synthétiseur polyphonique programmable. Douze ans plus tard, les sonorités de ces appareils dégageaient un parfum furieusement rétro. Il suffit pour s'en convaincre d'écouter la collection de

disques lancée par le magazine américain Keyboard (Soundpage Collector) regroupant les « empreintes sonores » des synthétiseurs les plus marquants de l'histoire de la musique électronique. Le cri des dinosaures, en direct !

Leaders de l'époque, les firmes américaines Moog et Sequential Circuits ont été emportées par la déferlante nipponne. La production de masse l'a emporté haut la main sur la production semi-industrielle voire artisanale des années 60 et 70. Comme l'explique fort bien l'un des responsables de la stratégie commerciale du japonais Korg (racheté en 1987 par Yamaha), le marché des instruments de musique électronique est en réalité restreint. Il ne vend chaque année en France environ 5 000 synthétiseurs dans la gamme de prix comprise entre 8 000 francs et 13 000 francs. Avec environ 300 000 exemplaires vendus dans le monde en cinq ans, la série des synthétiseurs FM de la gamme DX Yamaha est considérée comme un best-seller. Des chiffres ridicules comparés au domaine de l'équipement vidéo (magnétoscopes, téléviseurs) ou de l'électronique.

Du coup, la hausse financière des investissements nécessaires en matière de recherche et de développement paraît d'autant plus élevée. Seuls les groupes industriels les plus puissants, et possédant notamment la technique de fabrication des puces, maîtrisent le marché. Pour Yamaha, Casio, Akai, Roland, l'heure est aujourd'hui venue de récupérer la mise de fonds conséquente de ces dix dernières années et de dégager des bénéfices. La logique des spécialistes du marketing a remplacé celle des techniciens et des développeurs. Le phénomène est particulièrement sensible chez Yamaha.

Signe des temps, l'équipe de recherche de renommée internationale chargée de la branche des produits audioprofessionnels chez Yamaha est aujourd'hui pratiquement dissoute.

DENIS FORTIER.

## Communication

Création d'une chaîne à péage commune en RFA

## Bertelsmann permet à Canal Plus de franchir le Rhin

Canal Plus et le premier groupe de communication mondial, l'allemand Bertelsmann, vont s'associer à parité dans une société de droit allemand pour lancer au premier trimestre de 1990 une chaîne de télévision payante en République fédérale.

Cette chaîne, dont les programmes seront du même type que ceux de Canal Plus (beaucoup de films récents, du sport et des événements, et des plages en clair acceptant la publicité à tout-fois les Länder allemands donnent leur accord), représente un investissement de près de 1,5 milliard de francs. Elle vise à terme de quelques années des objectifs similaires à ceux de Canal Plus en France, c'est-à-dire environ trois millions d'abonnés, à un tarif compris entre 140 F et 170 F par mois. Les deux nouveaux partenaires sont candidats à l'attribution d'un canal de satellite français TDF 1, car la future chaîne (dont le nom n'est pas encore choisi) ne disposera pas d'émetteurs terrestres et ne sera reçue que directement du satellite ou via les réseaux câblés, qui font heureusement pour le projet se développent à bonne vitesse en RFA où ils approchent cinq millions d'abonnés.

La future chaîne cryptée utilisera uniquement la norme de transmission D2 MAC Paquet, et sa progression sera donc tributaire de l'équipement des foyers. Les abonnés dont le chapeau équivaut aux abonnés de toutes les chaînes payantes, avec une gestion par carte à mémoire.

L'alliance entre les deux groupes sur ce projet est importante à la fois pour le marché allemand et pour la géographie des médias européens. Le marché allemand de la télévision a des perspectives de croissance très importantes, avec des investissements publicitaires encore faibles sur ce média, un fort pouvoir d'achat et encore aucune chaîne payante si ce n'est Téléclub, limitée à quelques régions.

Deux grands groupes de communication se disputent la maîtrise des chaînes privées : Bertelsmann, allié à la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) au sein de la chaîne généraliste RTL Plus, et le groupe Kirch, principal actionnaire de l'autre chaîne privée, Sat Eins. On croyait Kirch incontournable en matière de droits de films germano-phones, de rétro de base d'une chaîne

payante. L'alliance entre Canal Plus et Bertelsmann veut faire la preuve qu'il n'en est rien et qu'elle pourra s'alimenter directement auprès des producteurs, notamment les majors américaines.

Quant au marché européen, il commence à se structurer avec la multiplication des alliances : TF1 ne négocie-t-elle pas un accord avec Kirch pour une filiale de production ? Alors qu'au travers de Canal Plus, Bertelsmann tisse un lien indirect de plus avec Havas (qui est aussi actionnaire de la CLT et de la CEF, donc du Groupe de la Cité).

Les deux nouveaux partenaires sont des entreprises prospères. Avec ses deux millions et demi d'abonnés fidèles, Canal Plus devrait afficher en 1988 un résultat net de 600 millions de francs pour un chiffre d'affaires dépassant 4,3 milliards de francs. De son côté, le plus que centenaire Bertelsmann pèse dix fois plus, avec des activités très diversifiées. Éditeur, imprimeur, gérant de clubs de livres et de disques, magnat de la presse magazine au travers de sa filiale Gruner und Jahr, le groupe Bertelsmann a réalisé en 1987/1988 environ 38,4 milliards de francs de chiffre d'affaires et engrangé 1,2 milliard de francs de bénéfices, en ayant digéré plus vite que prévu ses importantes acquisitions américaines des années précédentes, notamment RCA Records et l'éditeur Doubleday. Pour l'instant, l'activité de Bertelsmann est d'abord centrée sur l'écran. Mais le groupe s'intéresse activement aux nouveaux médias, du vidéodisque aux banques de données, et maintenant au satellite (RTL Plus devrait trouver place sur le satellite allemand TV Sat 2). Solidement implanté en RFA et aux États-Unis, Bertelsmann n'est pas non plus un inconnu en France. Il y détient, à parité avec le Groupe de la Cité, le premier club de livres France Loisirs et ses quatre millions d'adhérents. Quant à la filiale Priema Presse, elle a placé en quelques années ses magazines (Femme actuelle, Prima, Télé Loisirs) dans le peloton de tête des gros tirages.

Canal Plus, qui cherche depuis longtemps un débouché outre-Rhin pour exporter son savoir-faire, ne pouvait guère rêver plus beau mariage. Et cela au moment où la chaîne de M. Rousset finalise son implantation en Belgique, là encore avec des partenaires locaux.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

## Mme Tasca et les nominations des PDG de l'audiovisuel

« Le gouvernement n'a pas à intervenir sur les nominations, mais sur le sens des nominations » à la tête des entreprises audiovisuelles, a déclaré, jeudi 2 février sur France-Inter, M<sup>me</sup> Tasca, ministre déléguée chargée de la communication. Affirmant qu'elle n'interviendrait pas dans la nomination du PDG de Radio-France à laquelle doit procéder le CSA d'ici une quinzaine de jours, « en tout cas pas souverainement », M<sup>me</sup> Tasca s'est dit cependant « prête à donner son avis » sur la mission d'une grande maison comme Radio-France, « ce qui, a-

elle précisé, revient à définir un peu un profil ». Concernant les PDG des autres chaînes publiques, M<sup>me</sup> Tasca a estimé que, étant en place, « il leur appartient de savoir s'ils méritent leur mandat jusqu'à son bout ». Elle s'est d'autre part exprimée sur le service public : « Si l'on condamne une chaîne publique à s'aligner, en termes d'audience, sur une chaîne privée, elle est condamnée à une programmation sensiblement comparable. Il faut diminuer la part relative du financement publicitaire (...), trouver pour le secteur public des ressources d'un type nouveau ».

## RFO va diffuser le journal d'A 2 dans les DOM

A partir du 3 avril, Radio-France outre-mer (RFO) devrait diffuser sur son deuxième canal dans les DOM le journal du soir d'Antenne 2, reçu par satellite comme le sont déjà une partie des programmes de la deuxième chaîne. Les horaires ne sont pas encore fixés pour tenir compte du décalage, mais les habitants des DOM auront ainsi accès directement à l'information fabriquée par la chaîne de métropole.

La plupart des syndicats de RFO et beaucoup d'élus locaux des DOM demandaient cette mesure depuis longtemps. Le dernier comité d'entreprise réuni les 26 et 27 janvier a donc décidé de leur donner raison, la direction ayant pourtant longtemps refusé cette diffusion au nom d'arguments budgétaires.

Le même comité central d'entreprise a aussi décidé l'adaptation des actuels journaux régionaux et nationaux (ces derniers confectionnés à Paris, ce qui est une autre pomme de discorde au sein de RFO), et a approuvé le financement d'une nouvelle maison de la radiotélévision à Tahiti.

Ces mesures ne calment guère les tensions à l'intérieur de RFO. Depuis juin dernier, tous les syndicats à l'exception de FO et de la CFDT refusent d'abandonner avec le PDG M. Jean-Claude Michaud, et réclament son départ.

## TF1 arrête ses émissions de nuit

TF1 a décidé de fermer son antenne la nuit à partir de la fin février. Les émissions s'arrêteront désormais vers 1 h 30 (2 heures le week-end) pour reprendre à 6 heures du matin. Cette initiative fait suite au jugement du Conseil d'Etat, qui avait enjoint à la chaîne de ne plus concentrer ses émissions d'œuvres françaises pendant les heures nocturnes de faible écoute.

Pour respecter ses obligations, TF1 va aussi supprimer certaines séries américaines et les remplacer par des œuvres françaises. M. Etienne Mougeotte s'est engagé à « franciser » les émissions pour enfants au cours desquelles ne devrait être diffusé qu'un seul programme américain, le « Disney Parade », disparu il y a quelques mois des écrans de FR3. La production de fictions françaises et l'achat de programmes en provenance de la Communauté européenne seront « accéléérés ».

M. Mougeotte a souligné que ces modifications vont « créer des charges supplémentaires lourdes ». TF1, qui fait état de « contacts informels mais amicaux dans un climat nouveau » avec le Conseil supérieur de l'audiovisuel, va étudier avec les neuf « sages » des « délais progressifs » pour se mettre en conformité avec ses obligations et « un élargissement de la définition restrictive des œuvres françaises ».

DERNIERE DIMANCHE 5 FÉVRIER 10 H

LES MOMENTS HEUREUX D'UNE REVOLUTION

MISE EN SCENE, CATHERINE DASTÉ

TEXTE ET MUSIQUE MICHEL PUIG

RESERVATIONS 46.72.37.43

COMPAGNIE CATHERINE DASTÉ

Rendez-vous CRETEIL

Jusqu'au 15 février

GRANDE SALLE

MOLIERE / MARCEL MARECHAL

L'ECOLE DES FEMMES

UN SPECTACLE DU THEATRE NATIONAL DE MARSEILLE

PETITE SALLE

ESCHYLE / THEATRE DE LA BALANCE

PROMETHEE ENCHAINE CREATION

48.99.18.58

châtelet

THEATRE MUSICAL DE PARIS

6 février

12 h 45

Gérard Poulet, (violin)

Bach, Bartok, Paganini

18 h 30

Jean-Pierre Wallez présente

Laurence Kayaleh, 13 ans, (violin)

Saint-Saëns, Ravel, Wieniawski...

20 h 30

Réital

Stephen Bishop-Kovacevich, (piano)

Beethoven, Chopin, Schumann

Renseignements 40.28.28.00







## Dimanche 5 février

## Dimanche 5 février

## Samedi 4 février

**28.30 Concert (donné les 29 et 30 mai 1988 à Hambourg) : Symphonie n° II en si mineur D 759 de Schubert ; Symphonie n° 9 en ré mineur de Bruckner par l'Orchestre symphonique de la Norddeutsche Rundfunk de Hambourg, dir. Gunter Wand. 23.05 *Climats*. Musiques traditionnelles. 0.30 *Archives dans la nuit*. Hommage à 'Pedro de Freitas-Braun.**

## Dimanche 5 février

|                |  |  |  |  |  |
|----------------|--|--|--|--|--|
| 183 000 foyers |  |  |  |  |  |
|----------------|--|--|--|--|--|

هكذا من الأصل







# Économie

## Les réactions aux enquêtes sur les délits d'initiés

### SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

#### Les arguments de M. Pellerin contestés par M. Pébereau

L'ouverture d'une enquête sur l'affaire de la Société générale, décidée par le collège de la Commission des opérations de Bourse mercredi 1<sup>er</sup> février, a été accueillie avec une vive satisfaction apparente par tous les acteurs de la bataille de l'automne dernier, mais elle a, en même temps, provoqué une véritable zizanie entre eux, avec, jeudi 2 février, le début d'une guerre de communiqués. Les semaines à venir vont encore être animées dans les milieux financiers et politiques.

Après M. Pierre Bérégovoy, la Société générale et la Caisse des dépôts, M. Georges Pébereau, le président de Marceau Investissements et l'organisateur du raid sur la banque, s'est, à son tour, « félicité » de la décision de la COB. Dans un communiqué publié jeudi 2 février en début d'après-midi par la Société immobilière de gestion et de participation (SIGP) — son arme dans l'offensive sur le capital de la Générale. — M. Pébereau a précisé que « durant la période

d'une somme de 110 millions de francs à une société constituée dans ce dessein (Camélia), l'achat direct de titres de la Société générale à hauteur de 90 millions. « L'accord définitif a été scellé le 29 septembre 1988, il était immédiatement exécutoire », précise M. Pellerin. Lorsque, à l'occasion d'une rencontre avec l'un des dirigeants de la Société générale, le 7 novembre, le promoteur s'est aperçu que l'initiative de Marceau était considérée comme inamicale par la banque, il a décidé de remettre sur le marché l'intégralité des trente-trois mille titres qu'il avait achetés. Vendus au cours de 543 F — ils avaient été acquis à 448 F et 471 F. — M. Pellerin a réalisé personnellement une plus-value de près de 3 millions de francs.

La défense de M. Pellerin a été immédiatement contestée. La Société générale a publié un communiqué indiquant qu'elle « ignorait jusqu'à ce jour que M. Pellerin

### L'homme de la Défense

M. Christian Pellerin, c'est l'homme de la Défense. Il y a cru dans les années 70 quand personne n'y croyait plus. Et il continue d'y croire. Elle a fait sa fortune, et elle lui a permis de vivre, avant quarante ans, une aventure unique, dont il ne peut espérer retrouver un jour, ailleurs, l'équivalent. Promoteur immobilier, bâtisseur, il se veut avant tout homme de marketing. Il est le fondateur et le responsable d'un groupe, San-Seer (devenu filiale de la Compagnie générale des eaux) qui a passé 8 milliards de francs, et dont il possède environ 20 %.

Il est né près de Dourdan, en mai 1944, le jour du bombardement de la gare de Dourdan. Fils d'un petit entrepreneur qui vendait des chariots élévateurs, il a fait ses études secondaires à Saint-Jean-de-Passy, et, dans la foulée, l'ESSEC. Il a commencé sa vie professionnelle dans la promotion immobilière, avec un intérêt particulier pour la finance.

À la fin de 1970, il crée sa propre entreprise, qui fusionnera très vite avec la SERI, qui bâtit une centaine de logements par an. C'est l'époque de l'explosion immobilière, et il construit à tout va, des logements, du social, du privé, du collectif, des maisons individuelles, mais aussi des bureaux, de plus en plus sophistiqués. Initiateur de la relance de la Défense, il y construira plus de tiers des surfaces du site, soit 850 000 m<sup>2</sup> de bureaux. Il se lance aussi, avec ACCOR, dans la reconstruction du CNIT, toujours à la Défense, conquis de haute lutte après une OPA mouvementée.

Il croit aux bureaux intelligents dotés des outils technologiques les plus performants et voudrait



vérité », et n'a pas boudé comme tant d'autres les allées du pouvoir socialiste, de 1981 à 1983. On le présente comme un ami de M. Roger-Patrice Pelat, qu'il aurait rencontré chez M. Pierre Bérégovoy, le mois dernier.

Grand, massif, il traverse la vie du pas bien assuré d'un homme qui a fait sa propre fortune et à qui, jusqu'ici, tout a réussi.

JOSÉE DOYÈRE.

d'août à novembre 1988 », alors que « plus de 40 % du capital de la Société générale a fait l'objet de transactions... » 75 % des transactions ont été effectuées par d'autres opérateurs que la SIGP qui attend beaucoup de l'enquête de la COB, seule capable de révéler l'identité de ces acheteurs et des vendeurs.

La journée de jeudi 2 février a néanmoins été marquée essentiellement par la révélation d'une visite, en début de semaine, des inspecteurs de la COB auprès de M. Christian Pellerin, promoteur immobilier, PDG de la Sari-Seer, associé à M. Pébereau dans le raid sur la banque (le Monde du 3 février). L'attitude de M. Pellerin dans l'affaire serait l'un des « éléments nouveaux » qui auraient amené la COB à engager une enquête. On ne sait pas qui a mis la COB sur cette piste...

Jeudi après-midi, M. Pellerin a indiqué, dans un communiqué, quelle serait sa défense. Sollicité par M. Pébereau dès l'été 1988, il a accepté de s'engager dans l'opération à travers deux formes d'intervention distinctes : l'appor

rin ait détenu directement des actions Société générale », ajoutant qu'elle n'a été informée d'aucun moment par M. Pellerin ni de l'achat ni de la vente de ces titres.

De son côté, M. Georges Pébereau a convoqué, en fin d'après-midi, un conseil d'administration exceptionnel de la SIGP. Publié à l'issue de ce conseil, un communiqué indique que « ni la SIGP ni son président n'ont été informés des intentions d'achats et de ventes personnelles de M. Pellerin, non plus que des opérations qu'il a réalisées ». M. Pébereau avait, à plusieurs reprises, déclaré qu'aucun de ses alliés n'avait acheté d'actions de la Société générale à titre personnel. Le conseil de la SIGP s'est enfin déclaré « choqué » par le comportement de M. Pellerin qui « a agi en contradiction avec la solidarité qui s'imposait aux associés du groupe SIGP ». Selon de nombreux observateurs, l'enquête de la COB pourrait, de nouveau, « choquer » le conseil prochainement.

ERIK IZRAELEWICZ.

(Suite de la première page.)

Je suis « chargé » alors que je suis très tranquille sur la solidité de mon dossier. Et je suis heureux d'avoir maintenant la possibilité de m'expliquer dans un cadre judiciaire. Parce que, quand même, faire parler séparément trois personnes sur le même sujet, dont certaines pendant neuf heures d'affilée, cela se discute ; ils n'étaient pas entraînés pour ça ! Il faut dire aussi que, lors de ma première audition, j'étais encore un peu dans les « vaps », je sortais de mon opération. A tel point que je me suis trompé sur ma date de sortie de l'hôpital américain... Et puis, n'étant pas initié, je ne voyais pas ce qu'il y avait de dramatique là-dedans.

— Et les autres acheteurs, étaient-ils initiés selon vous ?

— Je n'en sais rien, mais il y a eu certainement des initiés hors de France.

— Comment expliquez-vous l'acharnement de la COB contre vous ?

— Moi, je suis très comode. J'ai un nom suffisamment médiatique, parce que marqué politiquement. Et malheureusement, je suis aussi celui qui a acheté le plus d'actions en France.

— Depuis quand êtes-vous militant socialiste ?

— Depuis 1930. Avec des cotisations à jour. Remarque, par moment, je suis allé ailleurs, en Espagne, chez les trotskistes, au PSU. Maintenant, je suis au PS et je n'en ai pas honte. Mais je ne suis pas un dirigeant ou, comme on dit, un familier de l'Elysée. Ça ne m'a jamais intéressé. J'ai mes idées, je me bats à l'occasion pour elle. Et je suis reconnaissant à Mitterrand d'avoir fait ce qu'il a fait pour le PS.

— Comment réagissez-vous quand certains proches du pouvoir affirment qu'aucun socialiste n'est « mouillé » dans l'affaire Pechiney ?

— Je ne le prends pas pour moi : je ne suis pas mouillé.

#### « Faire surgir l'argent du néant »

— On a cependant l'impression que certains prennent leurs distances à votre égard...

— C'est dans ces occasions qu'on retrouve ses vrais amis.

— Qui ?

— Je ne vous le dirai pas, mais je tiens la liste à jour.

— Vous sentez-vous lâché ?

— Non. De toute façon, je n'ai rien à demander à mes amis politiques, aucun soutien, aucun appui. Je suis capable de me défendre tout seul.

— André Essel, votre ancien associé à la FNAC, pense pourtant que vous avez « certainement accepté de porter le chapeau pour d'autres gens »...

— Vous ne trouvez pas que c'est sympathique qu'un ami dise

#### MM. Chirac et Giscard d'Estaing se saisissent des « affaires »

Les délégations du RPR et de l'UDF conduites par MM. Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing, réunies vendredi 3 février à l'Assemblée nationale, ont décidé de demander la constitution d'une commission d'enquête parlementaire pour examiner « les conditions dans lesquelles se sont déroulés les acquisitions et les cessions d'entreprises publiques depuis les lois de nationalisation de 1982 ». Ils ont insisté pour dire que le domaine de cette enquête devrait comprendre aussi bien les décisions prises par le gouvernement Mauroy que les modalités des nationalisations, ainsi que les décisions de privatisation prises par le gouvernement Chirac.

Les deux délégations ont jugé également « indispensable que les enquêtes administratives, douanières et fiscales qui auraient dû être ouvertes depuis plusieurs semaines soient menées rapidement à bien, que leurs conclusions soient rendues publiques ainsi que les sanctions prises et que la justice puisse faire toute la lumière sur ces affaires ». Ce souhait vise « l'évolution des affaires de la Société générale et de Pechiney ».

### PECHINEY

#### Un entretien avec M. Thérêt

ça dans le contexte actuel ? Qu'est-ce qu'il en sait ? Je lui ai écrit pour lui dire ce que je pensais de son attitude « amicale ».

— Qu'est-ce qui fait courir le militant Thérêt ? L'enrichissement personnel ?

— Ce n'est jamais l'argent qui m'a motivé, ce n'est pas lui qui me fait courir. Je ne pleure pas sur mon cas, j'ai toujours bien vécu. Cela dit, je n'ai pas besoin d'un appartement dans les beaux quartiers. Je vis bien, à ma façon, car j'ai eu la chance de gagner facilement de l'argent. Je peux le dire maintenant qu'il y a prescription : dans les années 30, comme l'a d'ailleurs écrit mon vieux complice Fred Zeller, j'étais l'homme qui faisait surgir l'argent du néant quand il s'agissait de payer l'imprimeur !

— Seulement dans les années 30 ? N'êtes-vous pas, aujourd'hui, l'un des financiers du PS ?

— Quand il s'est agi, dans des moments difficiles, d'aider le PS, j'ai fait, dans les limites de mes possibilités personnelles. Mais on ne peut pas dire que je suis le financier du PS. Je cotise et j'ai cotisé pour des opérations qui

m'ont coûté cher. Par exemple, le *Matin*. Parce que j'y croyais. Et là, je n'ai pas su y faire. Pour moi, c'est un échec. Je n'ai pas su intéresser les lecteurs.

— Et pour les campagnes électorales ?

— Je donne ce que je peux donner, mais ce n'est pas moi qui fais la quête. Fini de faire la manche ! (rires).

— Et M. Pelat ? Le rapport de la COB souligne que vous êtes incapables de préciser quand et comment vous l'avez mis sur le coup des actions Triangle...

— C'est un peu culotté ! Le jour, je n'en sais rien. C'était après le 11 novembre, le 14 ou le 15. Je ne m'en souviens plus, on n'a pas tenu de procès-verbal. A cette époque, Pelat, je le voyais quasi quotidiennement.

— Parce que vous étiez en affaires ensemble ?

— Ecoutez, moi, j'aime bien. Pelat, c'est pas du tout mon style de vie, mais j'aime bien, pour des tas de raisons. C'est comme ça.

— Et Alain Boubill, l'ancien directeur de cabinet de M. Bérégovoy ?

— Alors là, des relations très épisodiques, mais amicales. Je l'ai

rencontré comme j'ai rencontré des tas de militants socialistes. C'est tout.

— La dernière fois ?

— C'était pour lui présenter un ami qui souhaitait le voir pour un problème d'investissements japonais dans le vin.

— Finalement, dans cette histoire, vous étiez le seul à ne pas assister, le 3 novembre, à la remise de la Légion d'honneur à M. Samir Trahouli par M. Bérégovoy ?

— Je ne suis pas un ami de Trahouli. J'ai dû le voir une fois dans un cocktail, une réunion mondaine, et je ne le reconnais pas parce que j'étais à côté de sa femme et qu'elle m'a beaucoup impressionné. Elle est très belle ! Bref, je n'ai pas d'affinités. Nous n'avons pas de contacts professionnels ou amicaux.

— Combien d'actions de la Société générale avez-vous achetées ?

— Je ne sais pas. Pas beaucoup, 1 500, 2 000... Nous avons acheté, revendu, acheté, comme tout le monde.

— Est-ce que, pour un militant socialiste, il n'y a pas de quoi être choqué par ce que révèle ces affaires ?

### Deux documents en réponse à la COB

#### « Je n'ai pas disposé d'une information privilégiée »

M. Max Thérêt contre-attaque. Pour démontrer que le rapport de la COB n'a pas tenu compte de ses arguments, il a remis au Monde deux documents. Le premier, daté du 18 janvier, est adressé à M. Jean-Pierre Michau, chef du service de l'inspection de la Commission. Le second, daté du 31 janvier, est à la disposition de la justice. Le premier tente d'expliquer en sept feuillets les « contradictions » relevées par les enquêteurs de la COB après les auditions de MM. Thérêt, Robert Reiplinger, cogérant de la Compagnie parisienne de placements, et Patrick Gruman, responsable du trading à la CDP. Ce dernier fut interrogé sans interruption, le 11 janvier, de 14 h 45 à 23 h 45. C'est son témoignage qui semble avoir fait naître les principaux soupçons de la COB. Selon le texte de M. Thérêt, M. Gruman, confronté à l'écoute « appel par appel » des bandes magnétiques provenant de Morgan Stanley, à Londres, n'a pu « se rappeler dans le contexte exact de son ordre d'achat (...), le conduisant ainsi à d'apparentes contradictions qui ont paru significatives [à la COB]. Mais qui (...) ne sont en aucune mesure et sont en outre tout à fait secondaires ».

« J'aimerais vous faire comprendre, insiste M. Thérêt à l'adresse de M. Michau, que certaines de ces contradictions découlent principalement du caractère un peu fougoureux de M. Gruman, de son comportement permanent de trader et

peut-être, du manque de rigueur qu'il a apporté à l'exécution de cet ordre et de l'analyse superficielle qu'il en a faite. Je confirme que ma décision a été plus industrielle que financière, à charge bien sûr pour le spécialiste de notre établissement de s'en occuper et d'exécuter nos ordres. Il l'a fait à sa manière. Il passe huit heures par jour au téléphone ; exécute en permanence des ordres bien plus élevés. Sa rapidité à agir est une qualité dans son travail mais entraîne parfois une vue superficielle des choses. Néanmoins cela reste tout à fait excusable car nous en obtenons de bons résultats. Mais je ne veux pas que, par ce comportement et la seule coïncidence des dates, puisse naître la suspicion. A aucun moment, je n'ai été en contact avec une personne qui serait intervenue dans cette affaire ; je n'ai pas disposé d'une information privilégiée ».

M. Thérêt expose donc, point par point, ses propres conclusions après avoir organisé lui-même « une confrontation entre toutes les personnes » de sa société « qui ont eu connaissance de l'opération d'achat des titres Triangle Industries », « le montant des cours », « l'absence de toute précipitation », « réaction à l'annonce de l'OPA », « renseignements obtenus sur les titres Triangle Industries », « le montant des ordres », etc. Toutefois il reconnaît s'être lui-même trompé dans ses premières explications devant les enquêteurs de la COB.

« Je reconnais, écrit-il, que je n'ai pas expliqué d'emblée à vos enquêteurs que l'ordre de 2 millions de francs était passé à 6 millions de francs, puis revenu à 2 millions. Je n'y avais pas attaché une grande importance mais c'est aussi un réflexe compréhensible devant l'énorme pression qui venait de s'installer à la suite de la campagne de presse qui battait son plein. Je me suis limité à l'essentiel, c'est-à-dire à indiquer le nombre de titres achetés. M. Reiplinger vous a fourni spontanément la correction de ce raccourci ».

Le second document préface plusieurs coupures de presse qui, selon M. Thérêt, démontreraient l'existence de « rumeurs indiscrètement connues du public », sur lesquelles il assure avoir fondé sa décision d'achat. Après avoir cité le *Nouvel Economiste*, les *Echos*, la *Tribune de l'Expansion*, le *Point*, la *Vie française*, M. Thérêt conclut : « La date de décision du 10 novembre et les achats des 15 et 16 novembre n'ont aucune raison d'être suspects pour les raisons fondamentales suivantes : pour quelqu'un d'avisé qui lit régulièrement la presse spécialisée et qui connaît le marché de l'emballage, il était clair qu'American National Can était susceptible d'être vendue ; la fusion Carnaud-Metal Box avait mis Pechiney au pied du mur, et là encore, les informations publiques laissaient penser qu'un rapprochement serait très logique ».

J.-F. L. et E. P.

#### Une mise au point du « Wall Street Journal »

Sous le titre « Corn on the COB » (jeu de mot sur épi — corn — de maïs et grandiloquence — corn — autour de la COB), le *Wall Street Journal* du vendredi 3 février répond aux propos d'un banquier new-yorkais rapportés dans nos éditions du 2 février. Ce dernier, réagissant à l'éditorial du même *Journal* du 20 janvier dans lequel il était question de « tentative de déstabilisation » du gouvernement français par quelques jeunes loups de la SEC et de réflexion sur la décriminalisation du « délit d'initié », et notant que M. Bérégovoy avait rencontré les journalistes du quotidien américain, faisait ce commentaire : « De deux choses l'une, ou bien M. Bérégovoy a effectivement suggéré la décriminalisation — dans ce cas, le ministre favorise ouvertement la fraude — ou, bien les éditorialistes du *Journal* sont devenus fous ».

« Si tel est le choix, répond l'éditorialiste du *Wall Street Journal*, c'est la deuxième hypothèse qui est la plus probable ». Confirmant la rencontre entre M. Bérégovoy et les représentants de sa rédaction, il indique que le ministre français a

simplement insisté devant eux sur sa détermination à voir les faits mis au jour, quelles que soient les personnes mises en cause, et que M. Bérégovoy n'a évoqué ni une possible entreprise de déstabilisation du gouvernement français par la SEC ni la décriminalisation du délit d'initié. Dont acte.

L'éditorialiste du *Wall Street Journal* rappelle la ligne très libérale défendue par le quotidien depuis 1984 sur ce sujet : méfiance à l'égard de trop grands pouvoirs et internationalisme donnés à la SEC et méfiance face à ses excès de zèle. De même, souligne l'auteur, « nous ne sommes pas convaincus que le concept d'« initié » soit utile en droit criminel — le Congrès non plus d'ailleurs, qui ne parvient pas à définir ce crime supposé ». Si quelqu'un utilise des informations qui ne lui appartiennent pas, suggère l'éditorialiste, qu'il soit poursuivi simplement pour vol. Et l'auteur d'élargir la question au débat plus général sur la réglementation économique dans un système libéral et sur la capacité des socialistes au pouvoir en France à réduire au minimum ladite réglementation.

— C'est normal. Prenez un gars à qui on refuse une augmentation de 300 F. Et qui voit, là, qu'en quelques minutes, on peut gagner des millions. Sans qu'il sache que le profit entre dans un fonds de placement qui gère peut-être les investissements de sa mutuelle ! Comment voulez-vous qu'il ne soit pas fou de rage ? Et si, de plus, ce type est un militant socialiste, il se dit : dans mon parti, il y a de drôles de zigotos.

— Mais, moi, je suis capable de lui expliquer. La Bourse, c'est ça. Tant qu'elle existe, utilisons-la. Ou alors qu'on la supprime. Je veux bien, je ferais autre chose. Je suis un homme de gauche sans complexe. Je n'ai pas à rougir de la façon dont je gagne mon argent et de l'utilisation que j'en fais.

— Mais l'argent, cela peut corrompre aussi. Y compris des socialistes.

— C'est vrai. C'est le problème. Comment empêcher ça ? D'un autre côté, j'aimerais bien qu'il y ait un peu plus d'hommes de gauche qui aient de l'argent. Ça aiderait !

Propos recueillis par JEAN-FRANÇOIS LACAN et EDWY PLENEL.



## Réunion du groupe des pays industrialisés à Washington

## Les débats des Sept masquent mal les préoccupations inflationnistes liées à la vive croissance

Les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales des principaux pays industriels se sont réunis vendredi 3 février en groupe des Sept (Canada, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, RFA), dans l'enceinte du département du Trésor à Washington. La soirée du 2 février avait permis des entretiens bilatéraux ainsi qu'une réunion à cinq, en l'absence des Canadiens et des Italiens.

Cette première rencontre à sept depuis l'accession de M. George Bush à la présidence

des Etats-Unis devrait, de l'avis des participants, constituer avant tout une prise de contact. Pour la première fois depuis l'instauration d'une concertation entre les grands pays industriels, aucun communiqué n'était prévu à l'issue des discussions. Les problèmes de coopération économique sont pourtant loin d'être inexistantes.

**La forte croissance actuelle n'a pas permis de corriger les profonds déséquilibres commerciaux entre les membres du groupe des Sept. L'annonce**

le vendredi 3 février d'un excédent commercial japonais de 10,93 milliards de dollars en décembre, soit 3,37 milliards de plus que le mois précédent, en est la dernière preuve. Cette croissance s'accompagne d'une reprise de l'inflation qui pousse à la hausse les taux d'intérêt. Le président de la Réserve fédérale Alan Greenspan n'a pas hésité à enfoncer le clou, jeudi 2 février. Intervenant devant le Congrès, il a indiqué que les objectifs économiques sur lesquels était basé le dernier budget présenté par M. Ronald Reagan pour

**1990 « sous-estimaient » fortement le niveau des taux d'intérêt à court terme. Une façon de rappeler l'urgence, pour la nouvelle équipe au pouvoir, de réduire le déficit budgétaire.**

Sans pour autant attendre des résultats spectaculaires, les marchés des changes financiers restaient dans l'expectative. Dans une atmosphère redevenue calme après la hausse du dollar des dernières semaines, le billet vert s'échangeait à Paris, dans la matinée du vendredi 3 février, à 129,2 vengs. 6,38 francs et 1,875 mark.

## Des options incompatibles

Les déclarations, volontairement anonymes, des derniers jours ont cherché à basculer l'attention auprès des marchés financiers, souvent déçus par l'absence de la réunion du groupe des sept à Washington, constituant un grand d'observation. Entre les habitudes, les vrais nouveaux comme le ministre japonais des finances ou les arrivants tel le secrétaire américain au Trésor, transfuge de l'équipe Reagan, ont tour d'horizon de la situation internationale s'imposent. Le temps des décisions ne semble pas pour autant venir, à moins même de pour un moment tend à le confirmer. Un profil bas qui masque mal des variations et des divergences sur un même thème, la coopération à sept.

Depuis son lancement en septembre 1985 avec l'accord du Plaza sur la baisse coordonnée du dollar, les voies de cette concertation ont pris des tournants imprévus. Ce qui semblait impensable à l'origine, une stabilisation des parités des principales monnaies, s'est finalement concrétisé. Son complément indispensable, une harmonisation des politiques économiques offrant une base monétaire plus saine au commerce et à la croissance mondiale, reste un sujet de déceptions et de frictions renouvelé.

La douce euphorie née d'une exultante année 1988 est de plus en plus troublée par les craintes de récession de l'inflation. Derrière une croissance de 4 % pour les Sept l'an dernier, le profil d'une année maigre persiste à remonter les prix. Les cours du pétrole et des matières premières sont orientés à la hausse et, partout, les usines tournent à plein régime. Sans être causés par eux, une telle situation constitue un signal général, un signal d'alarme. Et si les leçons amères de l'inflation au fin des années 70 ne sont toujours oubliées, la détermination des gouvernements de prévenir le mal plutôt que de le guérir par une dose brutale d'austérité ne peut qu'être inférmement répétée.

En ce domaine, la RFA fait toujours figure de paragon de vertu. Elle s'annonce plutôt par une très stricte politique de « justipensé » afin de garantir l'objectif d'une inflation de 2,5 % en 1989. La Bundesbank cherche aussi à rendre sa crédibilité à des engagements d'évolution de la masse monétaire régulièrement dépassés depuis la fin des années 70. A l'inverse, les premières élections du président George Bush ne rassurent guère. Apparemment, il désavoue que la réserve fédérale continue de donner aucune idée précise de la façon dont il entend aider la Fed à calmer le jeu économique. Outre-Atlantique alors que les anticipations portent sur une hausse des prix à l'ordre de 5,5 %.

[illegible]

Ce tableau général inspire le même type de scénario aux

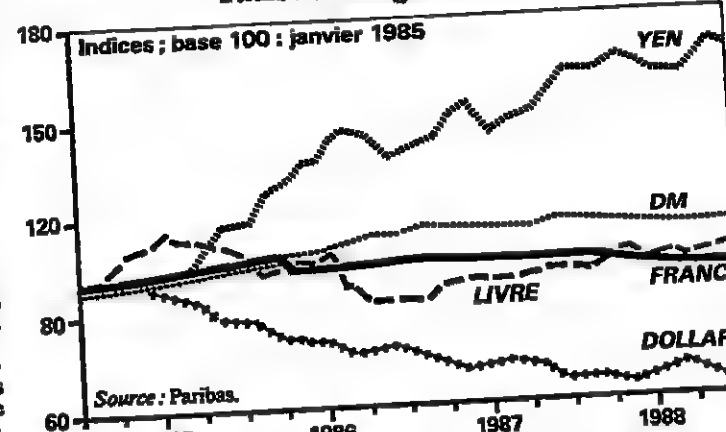
mistes : un apaisement de la demande interne et des importations américaines compléées à une baisse du déficit budgétaire aux Etats-Unis, une politique de maintien prudent de la croissance dans les autres pays industriels. Il ne leur passait pas l'idée de rêver. Une telle configuration semble assez hors de portée pour le moment.

Toutes les prévisions tablées sur un ralentissement de la consommation plus net en Europe qu'outre-Atlantique. Au cas où le président Bush réitérerait le tour de force de mettre en place un plan crédible de réduction du déficit budgétaire, il faudrait de longs mois d'attente, de longs mois de lente descente. De longs

dollars mensuels alors que les excédents allemands et japonais repartent tranquillement. Une part de ce phénomène tient à des excédents structurels, désormais évalués par les économistes à 2 % environ du PNB japonais ou allemand. Pour le Japon, il s'agit d'une nouvelle preuve de la maturité de son économie. Pour le Sept, tous tentés par la même option, une monnaie forte grâce à un relèvement des taux, le casse-tête est total : la lutte contre l'inflation et la recherche de meilleurs équilibres deviennent incompatibles.

Les mauvaises langues ironiseront sur les Etats-Unis qui, sous couvert de

### Taux de change effectif



mois durant lesquels la Fed restera seule pour lutter contre les pressions inflationnistes.

Cette réalité est d'autant plus préoccupante que, loin de se corriger, les déséquilibres qui minent l'économie mondiale et la confiance des marchés risquent de se creuser à l'avenir.

Depuis le second semestre 1988, les déficits commerciaux américains ne dépassent plus des 11 milliards de

concertation internationale, ont, jusqu'à présent, évité le plus rude de la discipline envisagée à sept. Laisser aux autres le soin de financer les déficits extérieurs est effectivement tentant. Reste à savoir combien de temps une fuite en avant peut durer. Devenue une puissance reconnue, le Japon, principal créancier des Etats-Unis, dispose de solides arguments pour prêcher l'ajournement à Washington.

Un jeu décadent : les Japonais voient mal où placer leurs excès de liquidités en dehors du marché américain et savent vulnérables aux offensives commerciales de leur puissant partenaire. Cela n'a rien pour rassurer les clients autres pays représentés à Washington. Mais si les traditions égoïstes nationales ramènent souvent la concertation internationale à son plus pédonominant commun, celle-ci l'avantage d'être devenue irréversible. Après plus de trois ans de petits pas sautés par des déclarations incertaines, une rupture ferait entrer l'économie mondiale dans une zone de ténacité et de dangers. Sur ce point, au moins, Sont séggs unanimes.

**FRANÇOISE CROUGNEAU.**

## La tension sur les taux inquiète

Devant la vive poussée des taux à court terme, les investisseurs se demandent si la spirale de 1987 n'est pas bel et bien en train de se réamorcer. Un nouveau krach boursier apparaissant peu probable, c'est une crise du marché obligataire, voire une récession économique, qui risquent alors d'enrayer l'escalade.

À l'été 1987, la vague de hausse des taux déclenchée par les États-Unis et amplifiée par l'UEA avait été reconnue comme l'une des principales raisons de la crise boursière d'octobre. L'été 1988, en revanche, le renouement des taux directeurs constituait une prise de conscience des risques inflationnistes d'une économie mondiale qui, loin d'avoir sombré dans la récession après le krach, semblait en fait menacée d'un surchauffe. Un tel mouvement n'avait pas eu cette importance de graves conséquences, notamment parce que la politique monétaire américaine menée tout au long de la bouletée d'Alan Greenspan avait reçu le soutien des marchés financiers.

Cependant, peu nombreux sont ceux qui croient aujourd'hui à un scénario-catastrophe où s'encaleraient hausse des taux, découragement du crédit et crise économique. Comme le souligne Donald Strazheim, économiste de la firme Merrill Lynch, les gouvernements sont actuellement trop prudents dans la conduite de leur politique monétaire pour provoquer une telle crise.

En revanche, devant la configuration inversée de la courbe des taux d'intérêt (les échéances à long terme sont actuellement assorties de rendements moins élevés que celles à court terme dans plusieurs pays), la question est de savoir si le relâchement se fera plutôt haut ou par le bas. Les grands argentiers réunis le 14 septembre à Washington ne pouvaient manquer de se pencher sur ce thème. L'hypothèse d'un retour à la normale de la structure des rendements grâce à la baisse des taux rétroactive à court terme paraît la plus réaliste si l'économie mondiale se relâche et si l'Amérique trouve, en outre, ralenti sa croissance de manière progressive et ordonnée. En outre, plusieurs pays disposent d'un réel potentiel de baisse des taux. C'est le cas de la République-Frédéric-Bretons, où le surchauffage de l'économie devra être traité.

### Irritation

En France, les taux d'intérêt sont encore parmi les plus élevés du monde. Poursuite du décloisonnement des marchés et abaissement du coût de traitement de l'argent, en plus de la bonne tenue du franc, sont autant de facteurs qui plaident pour une baisse du loyer de l'argent. Après deux années sans réaménagement des monnaies au sein du SME, la différence entre le rythme d'inflation français et le rythme allemand se trouve actuellement à un niveau très bas (1,5 point environ) et devrait diminuer encore l'an prochain.

La grande inconnue se trouve de l'autre côté du Rhin, où, malgré les propos rassurants de certains dirigeants, il est difficile d'oublier la détermination de la Bundesbank de ne pas laisser le mark s'affaiblir contre le dollar. Le 26 janvier à Hambourg, les propos du président de la Bundesbank étaient à ce sujet sans équivoque : « La priorité sera donnée à la lutte contre l'inflation cette année en Allemagne en menant une politique monétaire moins gèneuse. » Une parité mark-dollar de 1,70 ou 1,90 ne semble pas remettre en cause les accords de stabilisation des taux de change signés par les Sept. Et pourtant, la Bundesbank semble mal accepter de voir la devise allemande se situer en bas de la nouvelle échelle. Une irritation qui pourrait se révéler déterminante pour la conduite de sa politique monétaire et, de là, pour les taux européens, pratiquement « indexés » sur ceux de la RFA.

**FRANCOISE LAZARE**

## Telle la vague...

Bienheureux krach ! Le monde entier lui est redevable de sa prospérité actuelle; qu'il infirmât toutes les prévisions, à commencer par celles de l'OCDE. A cet égard, les experts réunis la semaine dernière au Forum mondial de Davos s'accordaient pour expliquer cette erreur : « Les pronostics notament ceux des dégâts : tout ou peu, par cause la krach », « Les décisions d'investissement. Tout d'abord, ont constaté M. Raymond Barre, coprésident du Forum, M. Lester Thurow, professeur d'économie au Massachusetts Institute of Technology, et M. Herbert Giersch, président de l'Institut d'économie de Kiel, en RFA, les banques centrales, « ayant l'exemple de la Fed américaine, eurent raison de leur peur du krach et en résulte qu'elles distribuèrent largement des liquidités, se montrant plus généreuses qu'elles ne l'auraient dû. Cette distribution est jugée maintenant « inappropriée ». Le résultat est que ces liquidités sont venues accélérer l'expansion, puis l'inflation dans tous les pays, d'une manière presque violente, comme en Grande-Bretagne, ou de manière plus subtile comme aux Etats-Unis depuis six mois, en Allemagne. En France, récemment, et en France blémit, comme certains le trouvent malgré les « bons » chiffres actuels.

A cet égard, les phénomènes économiques peuvent être comparés aux phénomènes marins. Lorsque une vague grossit à l'approche du rivage et excite l'attention, elle est déjà prête à s'écraser ; mais au large, où elle prend naissance, elle reste encore invisible. Ainsi l'essai de l'inflation, dont le démarrage est lent mais qui se poursuit avec un effrètement excessif du crédit, comme en France actuellement. Autre explication, l'« Irigation » de tous les secteurs des économies par la chute des prix du pétrole, génératrice d'unies reconstitution des profits, s'est effectuée avec retard, « d'une manière que nous n'avons pas bien comprise », reconnaissent les experts.

## « Je craque »

En conséquence, estiment les banques centrales, il est urgent de reprendre les rôles et de récupérer les liquidités trop largement distribuées... si on le peut. A cet égard, M. Thurow « ne voit pas très bien comment on pourra enrayer l'inflation aux Etats-Unis », et sa montre pessimiste sur la possibilité d'une réduction du déficit budgétaire américain, « problème politique et non économique ». Pour lui, donc, les taux d'intérêt resteur tendus à New-York cette année encore. Dans ces conditions, les variations des parités monétaires en 1989 seront déterminées moins par l'évolution des économies et de leurs déséquilibres exécutés ou déficits, que par le niveau des taux d'intérêt dans chaque pays. Comme le dissuadement opératoire, « le balancement extérieur de la Grande-Bretagne sont épouvantables et devraient faire fuir sterling, mais, à 13 % sur un mois, le craque ! »

Pour obtenir une stabilisation des parités de change, il faut donc non seulement intervenir sur les marchés, ce que les membres du G7 sont disposés à faire, et ce qu'ils font déjà, mais aussi, et surtout, coordonner les politiques économiques et les niveaux des taux d'intérêt, ce qui n'est pas du tout évident. Le loyer de l'argent à court terme risque donc de demeurer élevé en 1989, sauf ralentissement général et sensible de l'expansion, ce que personne n'envisage encore.

**FRANÇOIS RENARD.**

### Le tableau de bord de l'économie du groupe des Sept

|                                                                                          | MOYENNE<br>des sept | ETATS-<br>UNIS   | JAPON            | RFA              | FRANCE           | GRANDE-<br>BRETAGNE | ITALIE             | CANADA           |
|------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|---------------------|--------------------|------------------|
|                                                                                          | %                   | %                | %                | %                | %                | %                   | %                  | %                |
| Croissance 1988 *<br>— (1987) .....                                                      | 4<br>(3,3)          | 3,8<br>(3,4)     | 5,75<br>(4,3)    | 3,75<br>(1,8)    | 3,5<br>(2,3)     | 3,8<br>(4,3)        | 3,8<br>(3,1)       | 4,25<br>(4)      |
| Inflation 1988<br>— (1987) .....                                                         | 3,6<br>(2,8)        | 4,2<br>(3,7)     | 1,1<br>(- 0,2)   | 1,0<br>(0,2)     | 3,1<br>(3,1)     | 6,8<br>(4,2)        | 5,3<br>(4,6)       | 3,5<br>(4,4)     |
| Déficit (excédents) budget<br>en % du PNB : 1988 *<br>(1987) .....                       | - 3,34<br>(- 3,98)  | - 3,8<br>(- 4)   | - 2,4<br>(- 2,7) | - 1,7<br>(- 1,4) | - 1,5<br>(- 2,4) | + 0,6<br>(- 1,1)    | - 11,5<br>(- 12,1) | - 2,1<br>(- 4,2) |
| Balances des paiements<br>courants (en milliards<br>de dollars) : 1988 *<br>(1987) ..... |                     | - 132<br>(- 154) | + 79<br>(+ 87)   | + 45<br>(44,8)   | - 8<br>(- 5,3)   | - 23<br>(- 4,1)     | - 4<br>(- 1)       | - 8<br>(- 8)     |

(\*) Estimations.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

| SICAV               |                           | CARACTÉRISTIQUES                                                                                                                                                                                                       |  | DEGRÉ DE RISQUE           | OBJECTIF                | VALEUR LIQUIDATIVE (en F) AU 30/12/88 | ENCOURS AU 30/12/88 (en million de F) | DERNIER COUPON (en F)     |
|---------------------|---------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|---------------------------|-------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------|
| EPARGNE J           | Date de création 01/12/88 | SICAV de réméré procurant une rémunération proche de celle du marché monétaire au moyen de techniques de gestion offrant le maximum de sécurité. Taux de rendement actuariel depuis la création : 7,88 %               |  | QUASI NUL                 | RENDEMENT               | 55.351,38                             | 3.082,5                               | 2.906,55 payé le 18/04/88 |
| EPARGNE COURT TERME | Date de création 12/03/89 | SICAV obligataire assurant la progression du capital tout en favorisant la disponibilité. Taux de rendement actuariel depuis la création : 8,79 %                                                                      |  | FAIBLE                    | RENDEMENT               | 509,90                                | 499,4                                 | -                         |
| EPARGNE PREMIÈRE    | Date de création 16/12/85 | SICAV obligataire composée essentiellement d'emprunts d'Etat ou assimilés, et offrant de bonnes perspectives de valorisation. Taux de rendement actuariel depuis la création : 13,98 %                                 |  | MODÉRÉ                    | RENDEMENT ET PLUS-VALUE | 11.990,60                             | 986,5                                 | 1.060,86 payé le 26/10/88 |
| EPARGNE QUATRE      | Date de création 01/05/87 | SICAV obligataire distribuant chaque trimestre un revenu d'un montant régulier et assurant le maintien du capital en termes réels. Taux de rendement actuariel depuis la création : 10,23 %                            |  | MODÉRÉ                    | RENDEMENT               | 1.062,50                              | 423,3                                 | 28,26 payé le 15/12/88    |
| EPARGNE LONG TERME  | Date de création 16/05/84 | SICAV obligataire capitalisée dans le cadre du Plan d'Epargne en vue de la retraite et permettant la constitution d'un capital sur longue période. Taux de rendement actuariel depuis la création : 17,42 %            |  | MODÉRÉ                    | PLUS-VALUE              | 177,81                                | 935,5                                 | 8,95 payé le 29/04/88     |
| EPARGNE INDUSTRIE   | Date de création 23/10/78 | SICAV composée essentiellement d'actions françaises, permettant de bénéficier de déductions fiscales (Laf. Memory, PER). Priorité est donnée à la plus-value. Taux de rendement actuariel depuis la création : 18,77 % |  | MODÉRÉ SUR LONGUE PÉRIODE | PLUS-VALUE              | 75,77                                 | 3.881,3                               | 3,39 payé le 29/04/88     |
| EPARGNE MONDIE      | Date de création 07/03/88 | SICAV composée essentiellement de valeurs internationales diversifiées et privilégiant la plus-value. Taux de rendement actuariel depuis la création : 16,81 %                                                         |  | MODÉRÉ SUR LONGUE PÉRIODE | PLUS-VALUE              | 1.135,25                              | 108,5                                 | -                         |



هكذا من الأصل

# Économie

## AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE PRÉFECTURE DE POLICE

Direction de la Prévention et de la Protection civile  
Sous-Direction de la Prévention  
Installations classées pour la protection  
de l'environnement.

La Compagnie nationale AIR FRANCE, département des constructions et installations fixes, Tour Europa 107, 94532 Rungis cedex, a déposé une demande en vue d'être autorisée à exploiter à Paris 15<sup>e</sup>, 1, square Max Hymans, une installation de réfrigération au fréon 22 destinée à la climatisation des locaux de la compagnie nationale. Cette installation remplace les groupes frigorifiques fonctionnant au bromure de lithium enlevés à la suite de défectuosités répétées.

La nouvelle installation comprend deux groupes à piston de 400 kW, assurant la climatisation de 37 300 m<sup>2</sup> de bureaux occupés exclusivement par la compagnie AIR FRANCE. Elle est implantée dans un local technique situé au 3<sup>e</sup> sous-sol enclavé entre le parc de stationnement du secteur I et le magasin d'entretien et de maintenance.

L'air frais injecté dans le magasin d'entretien est refoulé en terrasse de l'immeuble au rythme de 5 000 m<sup>3</sup>/heure après passage dans le local technique où sont implantés les groupes frigorifiques.

L'équipement frigorifique relève de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement sous la rubrique suivante de la nomenclature :

361 B 1<sup>er</sup> - Installation de réfrigération ou de compression fonctionnant à des pressions manométriques supérieures à 1 bar, comprimant ou utilisant des fluides inflammables et non toxiques, si la puissance absorbée est supérieure à 500 kW (800 kV).

### INSTALLATION SOUMISE A AUTORISATION

Conformément aux dispositions de la loi n° 78 663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement modifiée par la loi n° 83 630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement, le projet sera soumis à enquête publique du 20 février au 21 mars 1989.

Le dossier sera déposé à la mairie du 15<sup>e</sup> arrondissement, 31, rue Péclet, et tenu à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête, du lundi au vendredi, de 9 heures à 18 heures.

M. Louis Philippin, commissaire enquêteur désigné par M. le président du Tribunal administratif de Paris, recevra les déclarations des personnes intéressées à la mairie précitée, aux jours et heures suivants :

- |                         |                          |
|-------------------------|--------------------------|
| - Mardi 21 février 1989 | de 15 heures à 18 heures |
| - Samedi 4 mars 1989    | de 9 heures à 12 heures  |
| - Mardi 7 mars 1989     | de 15 heures à 18 heures |
| - Mardi 14 mars 1989    | de 15 heures à 18 heures |
| - Mardi 21 mars 1989    | de 15 heures à 18 heures |

P. LE PRÉFET DE POLICE  
et par délégation  
Le directeur de la Prévention  
et de la protection civile,  
Marcel Buriot.

## SOCIAL

### Le seizième congrès de Force ouvrière

## Rude revers pour M. Bergeron

Le résultat est tombé dans l'après-midi du jeudi 2 février au seizième congrès confédéral de FO, au Parc floral de Vincennes : 63,5 % de « pour », 24,39 % de « contre » et 12,08 % d'abstentions. Pour son dernier rapport d'activité, M. André Bergeron a fait son plus mauvais score. Il est vrai que, vu l'ampleur des critiques et la gravité des dégâts de la succession, il s'attendait à pire. Mais le revers est bien rude. En vingt-cinq ans de mandat, il n'était jamais tombé en dessous de 84,5 % (en 1966), le sommet étant atteint à la fin de 1984, heureux temps de l'unanimité avec 98,72 %. Trente-cinq points de moins en quatre ans ! Il semble que les votes contre et les abstentions soient venus surtout des services publics, de santé et de la chimie, d'une bonne partie des syndicats du bâtiment, des employés et cadres et des finances, autant de

secteurs qui soutiennent la candidature de M. Marc Blondel.

Avant ce vote, M. Bergeron avait répondu pendant une heure aux délégués en refusant les mises en demeure et en contournant la plupart des critiques. Son non-engagement sur sa succession a été sanctionné par le mauvais quitus. Il avait en effet été sommé par quelques dirigeants « blondelistes » de dire le droit sur l'élection, le 4 février, du secrétaire général : à savoir que les électeurs - secrétaires généraux d'unions départementales (UD) et de fédérations - devaient disposer de « mandats impératifs » votés par leurs instances pour se prononcer (les parisiens de M. Claude Pitouas récusent, eux, tout mandat impératif). D'emblée, M. Bergeron, écouté en silence, a évité le piège. « Le problème, a-t-il assuré, doit être abordé et résolu, conformément à nos statuts, par le comité confédéral national (CCN). La première de nos règles, c'est de nous en tenir à nos statuts. (...) Si je n'en dis pas davantage, c'est que je veux me réserver une certaine liberté de comportement lors du CCN lui-même. »

Mais M. Bergeron a aussi soigneusement évité de répondre à la plupart des critiques, y compris sur la signature de l'accord sur les stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP). Jouant la complicité avec certains de ses détracteurs, il a réitéré son refus de toute « unification » avec la CFDT - « une vue de l'esprit » - et ses appels à la tolérance : « Au-delà du congrès, je vous demande de ne jamais céder à la tentation de l'exclusion ». Mais il a aussi mis en garde contre toute

attitude négative à l'égard de la politique contractuelle.

Alors que M. Bergeron, très applaudi en finale, faisait confiance à tous ses militants pour « surmonter les désaccords d'un instant et ne considérer que l'intérêt supérieur de la confédération », M. Pitouas affichait sa sérénité. Et M. Blondel faisait circuler des « pointages » le donnant à coup sûr vainqueur avec 45 unions départementales et 20 fédérations. Mais les « pitouasiens » avancent d'autres chiffres leur garantissant aussi la victoire, les cas litigieux des UD de l'Aveyron et des Landes étant soumis à l'arbitrage. Après l'épisode des « mandats », la querelle pourrait rebondir au CCN sur le paiement des cotisations.

### Deux conceptions du syndicalisme

Il reste que l'atmosphère demeure tendue. Dans une circulaire du 23 janvier, la fédération de la chimie assure que M. Pitouas a tenté de séduire les trotskistes en remontrant, le 9 janvier avec M. Bergeron, M. Lambert, un de leurs dirigeants. « Autour de Pitouas, poursuit la circulaire, se regroupent pour les fédérations notamment des camarades proches des thèses CFDT. » La fédération de la métallurgie de M. Michel Hue est ainsi visée. Pour la chimie, « nous n'assistons pas à un combat de coqs, mais à un affrontement entre deux conceptions opposées du syndicalisme (...). Nous ne laisserons pas confisquer notre CGT-FO ». Ambiance...

MICHEL NOBLECOURT.

### Les élections aux chambres d'agriculture

## La FNSEA, le CNJA et la Confédération paysanne renforcent leurs positions

Selon les premières données fournies par le ministère de l'Agriculture, les élections aux chambres d'agriculture, organisées le 30 janvier, ont fait l'objet d'une bonne participation 58,62 % des inscrits ont voté. La Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et le Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA) obtiennent 61,83 % des voix, suivis par la Confédération paysanne (18,47 %), le Mouvement de défense des exploitations familiales (MODEF) (7,57 %), la Fédération française de l'agriculture (FFA) (5,10 %), divers (3,65 %) et certaines listes non classées (3,01 %).

Les syndicats majoritaires - FNSEA et CNJA - craignaient une forte abstention de leurs troupes, qui aurait affaibli leur représentativité et mis en lumière une certaine incompréhension entre les organisations professionnelles et les forces vives de l'agriculture. Au lendemain du scrutin du 30 janvier, M. Raymond Lacombe et M. Henri Jouvé, respectivement présidents de la FNSEA et du CNJA, peuvent être satisfaits : leurs innombrables meetings dans les campagnes de France ont payé. Si la participation au vote n'a pas atteint les sommets de 1983 (plus de 68 % des exploitants s'étaient exprimés), la crainte d'un taux inférieur à 50 % a été écartée.

Quant aux scores des deux syndicats, il renforce leur prédominance. L'union des forces paysannes, qui rassemble, avec la FNSEA et le CNJA, la Confédération nationale de la mutualité, de la coopération et du crédit agricole (CNMCCA), a recueilli 61,83 % des voix (contre 61,1 % aux élections précédentes de 1983). Il s'agit moins d'un effritement que d'une consolidation de la position des syndicats majoritaires.

Avec 18,47 % des suffrages, la Confédération paysanne - proche de la gauche non communiste - a en revanche enregistré une certaine progression. En 1983, ses composantes qui ne formaient pas encore la Confédération paysanne avaient obtenu 14,5 % des voix (11,5 % pour les travailleurs paysans et la Fédération nationale des syndicats de paysans ; 3,15 % pour les listes d'entente de ces deux organisations). Pour le reste, la FFA, dont les thèses sont proches de celles du Front national, a conservé l'essentiel de ses positions de 1983 (5,95 %). Ce score montre que le discours anti-européen est entendu par nombre de paysans éprouvant un sentiment d'exclusion et menacés de disparition à mesure que Bruxelles oriente les prix à la baisse, contingent les productions et gèle les terres.

Si ces élections ont confirmé les positions acquises permettant à chacun, y compris au ministre de l'Agriculture, de mesurer la représentativité des uns et des autres, il reste aux chambres d'agriculture à démontrer leur vitalité. « Organiser des consultations et professionnelles des intérêts agricoles », selon le code rural, ces instances consultatives ont par le passé, marqué d'inaction et de dynamisme face aux mutations amorcées par l'agriculture. Elles n'ont pas vu à temps les limites économiques et écologiques du productivisme et se sont précipitées tardivement de la transmission des entreprises agricoles, talon d'Achille d'une profession qui vieillit et se reproduit peu. Un rajeunissement des mentalités, sinon des hommes, devra s'imposer dans ces cercles professionnels sans peine de voir l'agriculture sombrer dans une routine administrative peu propice à un sursaut pourtant nécessaire.

ERIC FOTTORINO.

## AFFAIRES

### Renault et Chrysler produiront en commun de petites voitures 4x4

Renault et le groupe américain Chrysler ont signé un accord, le jeudi 2 février, pour la fabrication en commun d'un petit véhicule tout terrain. C'est le premier accord conclu par la Régie concernant une voiture en entier (Renault construit déjà des boîtes de vitesse avec VW et des moteurs avec Peugeot) et c'est un premier pied ferme posé par Chrysler en Europe.

Une société commune à 50/50 sera créée pour produire environ 100 000 voitures 4x4 à partir de la mi-1992 dans deux usines, l'une en Europe, l'autre en Amérique. L'investissement se monte à 2,5 milliards de francs dont 800 millions pour Renault, différence qui s'explique par le fait que l'usine américaine sera intégralement la propriété de Chrysler.

Les deux constructeurs visent un créneau neuf d'une clientèle jeune attirée par les véhicules tout terrain. Chrysler dispose déjà avec American Motors racheté à Renault début 1987, de la marque Jeep.

Peugeot avait décidé il y a quelques semaines de s'allier à Fiat pour fabriquer un petit véhicule utilitaire. L'accord Renault-Chrysler entre dans la même catégorie des alliances des groupes français avec des concurrents sur des segments jusqu'ici périphériques de la gamme automobile.

Peugeot en Inde. - Peugeot va produire à partir de l'an prochain 10 000 pick-up 504 aux Indes, grâce à un accord de longue durée signé mercredi 1<sup>er</sup> février avec le constructeur indien Mahindra. Ce pick-up sera le premier véhicule de marque française à être fabriqué et vendu aux Indes. Selon cet accord, qui a déjà obtenu l'approbation des autorités indiennes, le taux d'intégration local, de l'ordre de 70 % au départ, devrait croître rapidement pour dépasser les 80 %. Mahindra emploie 9 000 personnes. - (AFP.)

### Bridgestone : nouvelle escalade vers le titre de numéro un mondial

Bridgestone, le premier fabricant japonais de pneumatiques, confirme son ambition de devenir le numéro un mondial. Il va investir à nouveau 350 millions de dollars (2,24 milliards de francs), aux Etats-Unis - dans le Tennessee - pour y construire fin 1989 une deuxième usine de pneus à carcasse radiale destinée au marché du poids lourd américain. Le démarrage de la production devrait commencer durant le premier trimestre de 1991. A pleine capacité, l'unité produira quatre mille pneus par jour.

En mai 1988, Bridgestone avait dépensé 2,6 milliards de dollars (16,4 milliards de francs) pour racheter Firestone, après un bref combat avec l'italien Pirelli. Au cours de l'automne dernier, la firme nipponne avait remis 1,5 milliard de dollars (9,6 milliards de francs) au pot pour moderniser et agrandir les installations de Firestone (1 milliard de dollars aux Etats-Unis, 300 millions en Europe plus 200 millions pour la diversification).

Désormais avec 16,5 % du marché mondial, Bridgestone ne se trouve plus qu'à une encablure des deux grands « leaders », l'américain Goodyear (18,3 %) et le français Michelin (18,1 %).

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE PRÉFECTURE DE LA DROME

Prolongement jusqu'à Valence  
de la liaison ferroviaire  
à grande vitesse dite « TGV Paris Sud-Est »

## AVIS D'ENQUÊTE

Le public est informé que, en application du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et de l'arrêté conjoint des préfets de la Drôme, de l'Isère, de l'Ain, en date du 6 janvier 1989, une enquête publique, portant à la fois sur l'utilité publique du projet de prolongement jusqu'à Valence de la liaison ferroviaire à grande vitesse dite « TGV Paris Sud-Est » et sur la mise en compatibilité du plan d'occupation des sols de la commune de Saint-Quentin-Fallavier, sera ouverte pendant trente jours pleins et consécutifs du 1<sup>er</sup> février 1989 au 3 mars 1989 inclus, sur le territoire de la commune de Saint-Quentin-Fallavier (Isère), à la suite d'une erreur matérielle relevée dans le document de mise en compatibilité du POS de Saint-Quentin-Fallavier au cours de l'enquête prescrite par l'arrêté interpréfectoral n° 6812 du 3 octobre 1988.

Cette enquête vaudra enquête publique en application de la loi n° 83 630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement.

Pendant toute la période de l'enquête, les dossiers d'enquête d'utilité publique du projet et de mise en compatibilité du plan d'occupation des sols seront déposés :

- à la mairie de Saint-Quentin-Fallavier (Isère) ;
- à la préfecture de l'Isère, place de Verdun, 38021 Grenoble Cedex ;
- à la sous-préfecture de La Tour-du-Pin, 2, rue Pasteur, 38110 La Tour-du-Pin.

Aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, le public pourra prendre connaissance des dossiers et formuler ses observations sur les registres d'enquête ouverts à cet effet. Ces observations pourront également être adressées par écrit à la préfecture de l'Isère pour être annexées au registre.

M. Raymond TARDY, ingénieur principal CNR, nommé commissaire-enquêteur par le tribunal administratif de Grenoble, se tiendra à la disposition du public le vendredi 24 février 1989 en mairie de Saint-Quentin-Fallavier de 14 h 30 à 16 h 30.

Il pourra être pris connaissance d'une copie du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur au lieu d'enquête pendant le délai de un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Par ailleurs, les personnes intéressées pourront obtenir communication du rapport et des conclusions en s'adressant au préfet du département de l'Isère dans les conditions prévues au titre 1<sup>er</sup> de la loi du 17 juillet 1978.

Valence, le 6 janvier 1989.  
Le préfet de la Drôme,  
Daniel CONSTANTIN.

Lyon, le 6 janvier 1989.  
Le préfet de la région Rhône-Alpes,  
préfet du Rhône,  
Gilbert CARRÈRE.

Bourg-en-Bresse, le 6 janvier 1989.  
Le préfet de l'Ain,  
Yves MANSILLON.

Grenoble, le 6 janvier 1989.  
Le préfet de l'Isère,  
Jean-Paul PROUST.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## Eurocic

La Sicav Obligataire Internationale

Performance du 31.12.1987 au 30.12.1988 : + 8,26 %  
Dividende de l'exercice clos le 30.09.1988 : F 525,80  
+ F 25,96 de crédit d'impôt, mis en paiement le 27.01.1989

Le changement de dénomination d'Eurocic en Oblicic Mondial a été proposé lors de l'A.G.E. du 26 janvier 1989 et accepté. La Sicav ne changera ni d'orientation dans ses placements ni d'objectif de gestion.

Consultation des cours  
quotidiennement  
sur Minitel :  
composer le 36.15  
code ASSOCIC.



Le Président Jean-Pierre Ravin a déclaré :  
Dans un contexte économique incertain au cours de l'année 1988, où les marchés ont évolué au gré des chiffres publiés par les Etats-Unis, la Sicav Eurocic s'est montrée prudente dans la gestion de son portefeuille. Nous avons privilégié les emprunts de durée courte, les emprunts de pays à devises fortes (RFA, Hollande, Japon), et avons essayé de profiter de la hausse de la bourse japonaise. Cette politique de gestion devrait permettre à Eurocic de continuer à offrir à ses actionnaires une certaine protection contre les aléas des marchés.

(A.G.O. du 26.01.1989)



AFFAIRES

Renault et Cofinop  
produisent en commun  
de petites voitures

BDP

3 616 code CCF.T ; avec le

minitel, les possibilités de se renseigner, de s'informer ou d'entrer en communication sont multiples. Rien de plus normal, la télé-

matique est aujourd'hui la technologie la plus intelligente qui soit pour communi-

quer. Ce développement de la télématique, le CCF l'avait pressenti dès 1982 en inven-

tant le concept de banque à domicile et en

créant Vidéobanque. Le minitel était appelé à remplacer le relevé de

banque ; c'était

la naissance du

Vidéocompte.

Fidèle à sa voca-

tion de pionnier du

service bancaire à domicile, le CCF innove

encore en créant Vidéotitres. C'est un

service télématique offert à chaque client

du CCF détenant des titres et à chaque

nouveau client dans le cadre de la conven-

tion Elytel.

Vidéotitres est un outil d'informa-

tion boursière qui permet la gestion directe

de votre portefeuille en valeurs mobilières

(actions françaises et internationales,

obligations et Fonds communs

de placement, Sicav du groupe CCF), à

partir des conseils que votre "banquier

personnel" aura pu vous délivrer.

La télématique  
est aujourd'hui la  
technologie  
la plus intelligente  
qui soit  
pour communiquer.

Pourquoi  
ne l'utiliserez-vous pas  
pour gérer  
vos titres  
en temps réel?

Vidéotitres permet au client du CCF, d'où il veut et quand il veut, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, à partir d'un minitel, de consulter les cours des principales bourses du monde et s'il le désire, de passer ses ordres d'achat ou de vente de valeurs mobilières. De suivre l'actualisation de son portefeuille au jour le jour, soit globalisée, soit pour chaque valeur. Avec Vidéotitres, le client du CCF peut suivre et gérer les investissements et les cessions en valeurs mobilières qu'il effectue dans le cadre des produits permettant des allègements fiscaux. Vidéotitres permet enfin de constituer, à côté de son portefeuille réel, un portefeuille fictif qui donne la possibilité de tester certaines valeurs dans le temps et de comparer les performances obtenues avec celles de son vrai portefeuille.

Vidéotitres est bien aujourd'hui l'outil le plus intelligent qui soit pour suivre votre portefeuille en temps réel.

C'est encore une fois le CCF qui le premier

vous le propose. Pourquoi ne

l'utiliserez-vous pas ?

3616 code CCF.T



PENSER L'ARGENT  
AVEC INTELLIGENCE

مكتبة من الأصل



## Marchés financiers

كذا من الأصل

## Feu vert à l'OPA de Minorco sur Consolidated Goldfields

Le gouvernement britannique a donné, le 2 février, son feu vert à l'OPA inamicale de 2,9 milliards de livres - 30 milliards de francs - lancée le 21 septembre dernier par Minorco sur le groupe minier anglais Consolidated Goldfields. Société basée au Luxembourg, mais contrôlée par les industriels sud-africains Oppenheimer, le groupe Anglo American et la De Beers, Minorco avait causé un certain émoi, l'automne dernier, en jetant son dévolu sur Consolidated Goldfields, dont elle détenait déjà 29 % du capital. Saisie de cette opération, la commission des monopoles devait vérifier que l'OPA du numéro un mondial de l'or sur son second ne supprimait pas la concurrence sur les marchés de métaux précieux et stratégiques, comme le titane et le zircon.

## La BNP crée une nouvelle filiale spécialisée dans les PME

La BNP, qui se targue d'être la première banque des PME (30 % des cent cinquante-cinq mille PME sont ses clients), a présenté le 3 février cinq initiatives en leur faveur : accord avec le ministère de l'Industrie pour coordonner l'action sur le terrain des DRIR (directions régionales de l'Industrie et de la recherche) et des directions régionales de la BNP ; lancement de Crédit-innovation pour financer l'innovation en collaboration avec l'ANVAR et la SOFARIS ; création de BNP Développement, nouvelle filiale destinée à « accompagner » en fonds propres les PME en expansion ; mise en place de deux nouvelles formules de crédit global d'exploitation pour les PME et les artisans, commerçants et professions libérales ; élargissement de la gamme des services étienniques.

Pour accroître sa part de marché (14 % pour les concours de trésorerie et les ressources à vue, 10 % pour les crédits d'investissement), la BNP mise notamment sur la création de BNP Développement, société d'investissement régionale. Celle-ci sera dotée d'un capital de 200 millions de francs détenus à parité par la Société Financière auxiliaire, société de portefeuilles de la

BNP, qui apportera une centaine de participations dans les PME-PMI, et la Banexi, banque d'affaires de la BNP, qui apportera des capitaux. BNP Développement prendra des participations minoritaires (inférieures à 33 %) pouvant atteindre 3 millions de francs et assurant l'entreprise de la présence d'un actionnaire stable pendant quatre à sept ans.

C. B.

## NEW-YORK, 2 février

## Irégulier

Une nouvelle fois, la tendance a été très irrégulière, jeudi, à New-York. De nouvelles ventes bénéficiaires se sont produites. Elles ont été assez bien absorbées dans l'ensemble, mais le marché n'a pas réussi quand même à reprendre sa progression. Le bilan de la journée est resté positif. Sur 1 921 valeurs traitées, 757 ont monté et 648 ont baissé, tandis que 546 ne variaient pas. En revanche, l'indice des industrielles s'est effrit, pour s'établir à 2 333,75 (-4,46 points). Néanmoins, les professionnels se taisaient pas d'élèves à l'égard de la Bourse. « Étonnant ! », disaient-ils le plus souvent. « Vous n'avez pas même le temps d'apprendre que la baisse a commencé. La hausse a déjà repris. » « Nul ne veut prendre le risque de rater ce nouveau train de hausse », affirmaient les brokers.

Reste que l'atmosphère était plus tendue que les jours précédents. Beaucoup, en effet, se posent des questions sur les résultats de la conférence monétaire des sept grands pays, qui s'ouvre aujourd'hui. D'autre part, les chiffres du chômage pour janvier, 184,53 millions de titres échangés, contre 215,64 millions la veille.

## LONDRES, 2 février

## Mitigée

La Bourse de Londres a connu une séance mitigée jeudi, et l'indice Footsie a terminé en hausse de 3,7 points, à 3 043,4 points. Le marché a été nettement moins actif, avec 571 millions de titres échangés, contre 816 millions la veille. La journée a été dominée par l'autorisation officielle du lancement de l'OPA inamicale de Minorco sur Consolidated Gold Fields. La course des actions de ce groupe minier a alors bondi, ainsi que celle de Minorco.

Autre OPA, celle du groupe Cadbury Schweppes sur Basset Foods. L'offre porte sur 91 millions de livres (920 millions de francs), surmontant sur celle de 63 millions de livres (640 millions de francs) lancée par la firme suédoise Procordia. Dans le secteur agro-alimentaire également, Basset a progressé après l'annonce d'une prise de participation de près de 5 % de Goodman International dans son capital.

Eurotunnel a continué de progresser, réagissant toujours favorablement aux nouvelles sur l'avancement des travaux. Enfin, les actions Lloyds ont enregistré une baisse, après des rumeurs de problèmes financiers de l'australien Alan Bond, considéré comme un possible prédateur. Les fonds d'Etat se sont légèrement raffermis, tandis que les mines d'or demeuraient stables.

## PARIS, 3 février

## Proche du sommet

Pour la septième fois consécutive, la Bourse de Paris a terminé la semaine en hausse. Au terme de ces cinq séances, la progression était de 0,5 % en début d'après-midi. A l'issue de la veille, la journée du vendredi fut très active, et l'indicateur instantané qui avait ouvert en hausse de 0,3 % parvenait à 0,6 % vers 14 h 30, quelques minutes avant la publication des statistiques sur le chômage américain de janvier. La réunion du 7 n'a pas eu d'impact sur les investisseurs qui n'attendaient pas de grandes décisions à l'issue de cette rencontre des grands argentiers des sept pays les plus industrialisés.

Le marché a donc profité de son élan pour s'approcher de son niveau record atteint le 28 mars 1987. Ce jour-là, le CAC avait culminé à 4 604,4 avant de redescendre et de toucher son plus bas à la fin du mois de janvier 1989. Il aura fallu presque deux ans pour que la place parisienne retrouve ses plus hauts niveaux.

La séance fut marquée par l'envoie des valeurs du secteur de la communication, au lendemain de la signature entre Canal Plus et l'allemand Bertelsmann d'un accord pour la création d'une chaîne privée en RFA, Eurocom Havas et Canal Plus. L'annonce de la hausse revenait une fois encore à Eurotunnel avec un gain de près de 10 % et plus de 2 millions de titres échangés. Mais était également recherché après son dénouement de l'information scientifique (Météo Data-system) et la reprise des négociations dans le domaine militaire et de l'espace avec le britannique GEC. Au chapitre des valeurs de l'agro-alimentaire et des mines, Michelin continuait à être travaillé mais de façon moins active que les jours précédents. Des statistiques dérivées mais faussées par le volume des transactions lors des dernières séances avaient poussé les investisseurs à s'intéresser vivement au titre de la firme de Clermont-Ferrand.

La semaine s'est achevée sur une détente sociale. Les négociations entre les représentants de l'opposition parlementaire (APSS) ont mené jeudi, l'APSS a donné, en effet, une réponse positive sur la responsabilité financière de la SBF pour les indemnités de licenciement. Les discussions devaient reprendre dès jeudi 9 février. Quant à l'intersyndicale, elle devait réunir le personnel de la Bourse en assemblée générale au début de la semaine prochaine.

Déjà accrue la veille, l'activité a encore augmenté, avec plus de 1,5 milliard de titres échangés (contre 1,3 milliard).

D'après les professionnels, le redressement du yen face au dollar a encouragé les investisseurs à reprendre des positions. Les opérateurs étrangers ont été très actifs de leur côté, avec des achats solides d'actions de 16 millions de titres dès l'ouverture (60 millions à l'achat, 44 millions à la vente). Leur optimisme a été communicatif. Les valeurs de construction ont donc été très recherchées, de même que les établissements financiers.

Le mouvement de hausse s'est poursuivi vendredi, au Kabuto-Cho. Si bien même, qu'un nouveau record d'altitude a été battu. L'indice Nikkei s'est établi à 31 685,78, avec un gain de 187,48 points (+ 0,59 %), en l'absence de Tokyo.

(+ 7,49 points).

D'après les professionnels, le redressement du yen face au dollar a encouragé les investisseurs à reprendre des positions. Les opérateurs étrangers ont été très actifs de leur côté, avec des achats solides d'actions de 16 millions de titres dès l'ouverture (60 millions à l'achat, 44 millions à la vente). Leur optimisme a été communicatif. Les valeurs de construction ont donc été très recherchées, de même que les établissements financiers.

Le mouvement de hausse s'est poursuivi vendredi, au Kabuto-Cho. Si bien même, qu'un nouveau record d'altitude a été battu. L'indice Nikkei s'est établi à 31 685,78, avec un gain de 187,48 points (+ 0,59 %), en l'absence de Tokyo.

(+ 7,49 points).

D'après les professionnels, le redressement du yen face au dollar a encouragé les investisseurs à reprendre des positions. Les opérateurs étrangers ont été très actifs de leur côté, avec des achats solides d'actions de 16 millions de titres dès l'ouverture (60 millions à l'achat, 44 millions à la vente). Leur optimisme a été communicatif. Les valeurs de construction ont donc été très recherchées, de même que les établissements financiers.

Le mouvement de hausse s'est poursuivi vendredi, au Kabuto-Cho. Si bien même, qu'un nouveau record d'altitude a été battu. L'indice Nikkei s'est établi à 31 685,78, avec un gain de 187,48 points (+ 0,59 %), en l'absence de Tokyo.

(+ 7,49 points).

D'après les professionnels, le redressement du yen face au dollar a encouragé les investisseurs à reprendre des positions. Les opérateurs étrangers ont été très actifs de leur côté, avec des achats solides d'actions de 16 millions de titres dès l'ouverture (60 millions à l'achat, 44 millions à la vente). Leur optimisme a été communicatif. Les valeurs de construction ont donc été très recherchées, de même que les établissements financiers.

Le mouvement de hausse s'est poursuivi vendredi, au Kabuto-Cho. Si bien même, qu'un nouveau record d'altitude a été battu. L'indice Nikkei s'est établi à 31 685,78, avec un gain de 187,48 points (+ 0,59 %), en l'absence de Tokyo.

(+ 7,49 points).

D'après les professionnels, le redressement du yen face au dollar a encouragé les investisseurs à reprendre des positions. Les opérateurs étrangers ont été très actifs de leur côté, avec des achats solides d'actions de 16 millions de titres dès l'ouverture (60 millions à l'achat, 44 millions à la vente). Leur optimisme a été communicatif. Les valeurs de construction ont donc été très recherchées, de même que les établissements financiers.

Le mouvement de hausse s'est poursuivi vendredi, au Kabuto-Cho. Si bien même, qu'un nouveau record d'altitude a été battu. L'indice Nikkei s'est établi à 31 685,78, avec un gain de 187,48 points (+ 0,59 %), en l'absence de Tokyo.

(+ 7,49 points).

D'après les professionnels, le redressement du yen face au dollar a encouragé les investisseurs à reprendre des positions. Les opérateurs étrangers ont été très actifs de leur côté, avec des achats solides d'actions de 16 millions de titres dès l'ouverture (60 millions à l'achat, 44 millions à la vente). Leur optimisme a été communicatif. Les valeurs de construction ont donc été très recherchées, de même que les établissements financiers.

Le mouvement de hausse s'est poursuivi vendredi, au Kabuto-Cho. Si bien même, qu'un nouveau record d'altitude a été battu. L'indice Nikkei s'est établi à 31 685,78, avec un gain de 187,48 points (+ 0,59 %), en l'absence de Tokyo.

(+ 7,49 points).

D'après les professionnels, le redressement du yen face au dollar a encouragé les investisseurs à reprendre des positions. Les opérateurs étrangers ont été très actifs de leur côté, avec des achats solides d'actions de 16 millions de titres dès l'ouverture (60 millions à l'achat, 44 millions à la vente). Leur optimisme a été communicatif. Les valeurs de construction ont donc été très recherchées, de même que les établissements financiers.

Le mouvement de hausse s'est poursuivi vendredi, au Kabuto-Cho. Si bien même, qu'un nouveau record d'altitude a été battu. L'indice Nikkei s'est établi à 31 685,78, avec un gain de 187,48 points (+ 0,59 %), en l'absence de Tokyo.

(+ 7,49 points).

D'après les professionnels, le redressement du yen face au dollar a encouragé les investisseurs à reprendre des positions. Les opérateurs étrangers ont été très actifs de leur côté, avec des achats solides d'actions de 16 millions de titres dès l'ouverture (60 millions à l'achat, 44 millions à la vente). Leur optimisme a été communicatif. Les valeurs de construction ont donc été très recherchées, de même que les établissements financiers.

Le mouvement de hausse s'est poursuivi vendredi, au Kabuto-Cho. Si bien même, qu'un nouveau record d'altitude a été battu. L'indice Nikkei s'est établi à 31 685,78, avec un gain de 187,48 points (+ 0,59 %), en l'absence de Tokyo.

(+ 7,49 points).

D'après les professionnels, le redressement du yen face au dollar a encouragé les investisseurs à reprendre des positions. Les opérateurs étrangers ont été très actifs de leur côté, avec des achats solides d'actions de 16 millions de titres dès l'ouverture (60 millions à l'achat, 44 millions à la vente). Leur optimisme a été communicatif. Les valeurs de construction ont donc été très recherchées, de même que les établissements financiers.

Le mouvement de hausse s'est poursuivi vendredi, au Kabuto-Cho. Si bien même, qu'un nouveau record d'altitude a été battu. L'indice Nikkei s'est établi à 31 685,78, avec un gain de 187,48 points (+ 0,59 %), en l'absence de Tokyo.

(+ 7,49 points).

D'après les professionnels, le redressement du yen face au dollar a encouragé les investisseurs à reprendre des positions. Les opérateurs étrangers ont été très actifs de leur côté, avec des achats solides d'actions de 16 millions de titres dès l'ouverture (60 millions à l'achat, 44 millions à la vente). Leur optimisme a été communicatif. Les valeurs de construction ont donc été très recherchées, de même que les établissements financiers.

Le mouvement de hausse s'est poursuivi vendredi, au Kabuto-Cho. Si bien même, qu'un nouveau record d'altitude a été battu. L'indice Nikkei s'est établi à 31 685,78, avec un gain de 187,48 points (+ 0,59 %), en l'absence de Tokyo.

(+ 7,49 points).

D'après les professionnels, le redressement du yen face au dollar a encouragé les investisseurs à reprendre des positions. Les opérateurs étrangers ont été très actifs de leur côté, avec des achats solides d'actions de 16 millions de titres dès l'ouverture (60 millions à l'achat, 44 millions à la vente). Leur optimisme a été communicatif. Les valeurs de construction ont donc été très recherchées, de même que les établissements financiers.

Le mouvement de hausse s'est poursuivi vendredi, au Kabuto-Cho. Si bien même, qu'un nouveau record d'altitude a été battu. L'indice Nikkei s'est établi à 31 685,78, avec un gain de 187,48 points (+ 0,59 %), en l'absence de Tokyo.

(+ 7,49 points).

D'après les professionnels, le redressement du yen face au dollar a encouragé les investisseurs à reprendre des positions. Les opérateurs étrangers ont été très actifs de leur côté, avec des achats solides d'actions de 16 millions de titres dès l'ouverture (60 millions à l'achat, 44 millions à la vente). Leur optimisme a été communicatif. Les valeurs de construction ont donc été très recherchées, de même que les établissements financiers.

Le mouvement de hausse s'est poursuivi vendredi, au Kabuto-Cho. Si bien même, qu'un nouveau record d'altitude a été battu. L'indice Nikkei s'est établi à 31 685,78, avec un gain de 187,48 points (+ 0,59 %), en l'absence de Tokyo.

(+ 7,49 points).

D'après les professionnels, le redressement du yen face au dollar a encouragé les investisseurs à reprendre des positions. Les opérateurs étrangers ont été très actifs de leur côté, avec des achats solides d'actions de 16 millions de titres dès l'ouverture (60 millions à l'achat, 44 millions à la vente). Leur optimisme a été communicatif. Les valeurs de construction ont donc été très recherchées, de même que les établissements financiers.

Le mouvement de hausse s'est poursuivi vendredi, au Kabuto-Cho. Si bien même, qu'un nouveau record d'altitude a été battu. L'indice Nikkei s'est établi à 31 685,78, avec un gain de 187,48 points (+ 0,59 %), en l'absence de Tokyo.

(+ 7,49 points).

D'après les professionnels, le redressement du yen face au dollar a encouragé les investisseurs à reprendre des positions. Les opérateurs étrangers ont été très actifs de leur côté, avec des achats solides d'actions de 16 millions de titres dès l'ouverture (60 millions à l'achat, 44 millions à la vente). Leur optimisme a été communicatif. Les valeurs de construction ont donc été très recherchées, de même que les établissements financiers.

Le mouvement de hausse s'est poursuivi vendredi, au Kabuto-Cho. Si bien même, qu'un nouveau record d'altitude a été battu. L'indice Nikkei s'est établi à 31 685,78, avec un gain de 187,48 points (+ 0,59 %), en l'absence de Tokyo.

(+ 7,49 points).

D'après les professionnels, le redressement du yen face au dollar a encouragé les investisseurs à reprendre des positions. Les opérateurs étrangers ont été très actifs de leur côté, avec des achats solides d'actions de 16 millions de titres dès l'ouverture (60 millions à l'achat, 44 millions à la vente). Leur optimisme a été communicatif. Les valeurs de construction ont donc été très recherchées, de même que les établissements financiers.

Le mouvement de hausse s'est poursuivi vendredi, au Kabuto-Cho. Si bien même, qu'un nouveau record d'altitude a été battu. L'indice Nikkei s'est établi à 31 685,78, avec un gain de 187,48 points (+ 0,59 %), en l'absence de Tokyo.

(+ 7,49 points).

D'après les professionnels, le redressement du yen face au dollar a encouragé les investisseurs à reprendre des positions. Les opérateurs étrangers ont été très actifs de leur côté, avec des achats solides d'actions de 16 millions de titres dès l'ouverture (60 millions à l'achat, 44 millions à la vente). Leur optimisme a été communicatif. Les valeurs de construction ont donc été très recherchées, de même que les établissements financiers.

Le mouvement de hausse s'est poursuivi vendredi, au Kabuto-Cho. Si bien même, qu'un nouveau record d'altitude a été battu. L'indice Nikkei s'est établi à 31 685,78, avec un gain de 187,48 points (+ 0,59 %), en l'absence de Tokyo.

(+ 7,49 points).

D'après les professionnels, le redressement du yen face au dollar a encouragé les investisseurs à reprendre des positions. Les opérateurs étrangers ont été très actifs de leur côté, avec des achats solides d'actions de 16 millions de titres dès l'ouverture (60 millions à l'achat, 44 millions à la vente). Leur optimisme a été communicatif. Les valeurs de construction ont donc été très recherchées, de même que les établissements financiers.

Le mouvement de hausse s'est poursuivi vendredi, au Kabuto-Cho. Si bien même, qu'un nouveau record d'altitude a été battu. L'indice Nikkei s'est établi à 31 685,78, avec un gain de 187,48 points (+ 0,59 %), en l'absence de Tokyo.

(+ 7,49 points).

D'après les professionnels, le redressement du yen face au dollar a encouragé les investisseurs à reprendre des positions. Les opérateurs étrangers ont été très actifs de leur côté, avec des achats solides d'actions de 16 millions de titres dès l'ouverture (60 millions à l'achat, 44 millions à la vente). Leur optimisme a été communicatif. Les valeurs de construction ont donc été très recherchées, de même que les établissements financiers.

Le mouvement de hausse s'est poursuivi vendredi, au Kabuto-Cho. Si bien même, qu'un nouveau record d'altitude a été battu. L'indice Nikkei s'est établi à 31 685,78, avec un gain de 187,48 points (+ 0,59 %), en l'absence de Tokyo.

(+ 7,49 points).

D'après les professionnels, le redressement du yen face au dollar a encouragé les investisseurs à reprendre des positions. Les opérateurs étrangers ont été très actifs de leur côté, avec des achats solides d'actions de 16 millions de titres dès l'ouverture (60 millions à l'achat, 44 millions à la vente). Leur optimisme a été communicatif. Les valeurs de construction ont donc été très recherchées, de même que les établissements financiers.

Le mouvement de hausse s'est poursuivi vendredi, au Kabuto-Cho. Si bien même, qu'un nouveau record d'altitude a été battu. L'indice Nikkei s'est établi à 31 685,78, avec un gain de 187,48 points (+ 0,59 %), en l'absence de Tokyo.

(+ 7,49 points).

D'après les professionnels, le redressement du yen face au dollar a encouragé les investisseurs à reprendre des positions. Les opérateurs étrangers ont été très actifs de leur côté, avec des achats solides d'actions de 16 millions de titres dès l'ouverture (60 millions à l'achat, 44 millions à la vente). Leur optimisme a été communicatif. Les valeurs de construction ont donc été très recherchées, de même que les établissements financiers.

Le mouvement de hausse s'est poursuivi vendredi, au Kabuto-Cho. Si bien même, qu'un nouveau record d'altitude a été battu. L'indice Nikkei s'est établi à 31 685,78, avec un gain de 187,48 points (+ 0,59 %), en l'absence de Tokyo.

(+ 7,49 points).

D'après les professionnels, le redressement du yen face au dollar a encouragé les investisseurs à reprendre des positions. Les opérateurs étrangers ont été très actifs de leur côté, avec des achats solides d'actions de 16 millions de titres dès l'ouverture (60 millions à l'achat, 44 millions à la vente). Leur optimisme a été communicatif. Les valeurs de construction ont donc été très recherchées, de même que les établissements financiers.

Le mouvement de hausse s'est poursuivi vendredi, au Kabuto-Cho. Si bien même, qu'un nouveau record d'altitude a été battu. L'indice Nikkei s'est établi à 31 685,78, avec un gain de 187,48 points (+ 0,59 %), en l'absence de Tokyo.

(+ 7,49 points).

D'après les professionnels, le redressement du yen face au dollar a encouragé les investisseurs à reprendre des positions. Les opérateurs étrangers ont été très actifs de leur côté, avec des achats solides d'actions de 16 millions de titres dès l'ouverture (60 millions à l'achat, 44 millions à la vente). Leur optimisme a été communicatif. Les valeurs de construction ont donc été très recherchées, de même que les établissements financiers.

Le mouvement de hausse s'est poursuivi vendredi, au Kabuto-Cho. Si bien même, qu'un nouveau record d'altitude a été battu. L'indice Nikkei s'est établi à 31 685,78, avec un gain de 187,48 points (+ 0,59 %), en l'absence de Tokyo.

(+ 7,49 points).

D'après les professionnels, le redressement du yen face au dollar a encouragé les investisseurs à reprendre des positions. Les opérateurs étrangers ont été très actifs de leur côté, avec des achats solides d'actions de 16 millions de titres dès l'ouverture (60 millions à l'achat, 44 millions à la vente). Leur optimisme a été communicatif. Les valeurs de construction ont donc été très recherchées, de même que les établissements financiers.

Le mouvement de hausse s'est poursuivi vendredi, au Kabuto-Cho. Si bien même, qu'un nouveau record d'altitude a été battu. L'indice Nikkei s'est établi à 31 685,78, avec un gain de 187,48 points (+ 0,59 %), en l'absence de Tokyo.

(+ 7,49 points).

D'après les professionnels, le redressement du yen face au dollar a encouragé les investisseurs à reprendre des positions. Les opérateurs étrangers ont été très actifs de leur côté, avec des achats solides d'actions de 16 millions de titres dès l'ouverture (60 millions à l'achat, 44 millions à la vente). Leur optimisme a été communicatif. Les valeurs de construction ont donc été très recherchées, de même que les établissements financiers.

Le mouvement de hausse s'est poursuivi vendredi, au Kabuto-Cho. Si bien même, qu'un nouveau record d'altitude a été battu. L'indice Nikkei s'est établi à 31 685,78, avec un gain de 187,48 points (+ 0,59 %), en l'absence de Tokyo.

(+ 7,49 points).

D'après les professionnels, le redressement du yen face au dollar a encouragé les investisseurs à reprendre des positions. Les opérateurs étrangers ont été très actifs de leur côté, avec des achats solides d'actions de 16 millions de titres dès l'ouverture (60 millions à l'achat, 44 millions à la vente). Leur optimisme a été communicatif. Les valeurs de construction ont donc été très recherchées, de même que les établissements financiers.

Le mouvement de hausse s'est poursuivi vendredi, au Kabuto-Cho. Si bien même, qu'un nouveau record d'altitude a été battu. L'indice Nikkei s'est établi à 31 685,78, avec un gain de 187,48 points (+ 0,59 %), en l'absence de Tokyo.

(+ 7,49 points).

D'après les professionnels, le redressement du yen face au dollar a encouragé les investisseurs à reprendre des positions. Les opérateurs étrangers ont été très actifs de leur côté, avec des achats solides d'actions de 16 millions de titres dès l'ouverture (60 millions à l'achat, 44 millions à la vente). Leur optimisme a été communicatif. Les valeurs de construction ont donc été très recherchées, de même que les établissements financiers.

Le mouvement de hausse s'est poursuivi vendredi, au Kabuto-Cho. Si bien même, qu'un nouveau record d'altitude a été battu. L'indice Nikkei s'est établi à 31 685,78, avec un gain de 187,48 points (+ 0,59 %), en l'absence de Tokyo.

(+ 7,49 points).

D'après les professionnels, le redressement du yen face au dollar a encouragé les investisseurs à reprendre des positions. Les opérateurs étrangers ont été très actifs de leur côté, avec des achats solides d'actions de 16 millions de titres dès l'ouverture (60 millions à l'achat, 44 millions à la vente). Leur optimisme a été communicatif. Les valeurs de construction ont donc été très recherchées, de même que les établissements financiers.

Le mouvement de hausse s'est poursuivi vendredi, au Kabuto-Cho. Si bien même, qu'un nouveau record d'altitude a été battu. L'indice Nikkei s'est établi à 31 685,78, avec un gain de 187,48 points (+ 0,59 %), en l'absence de Tokyo.

(+ 7,49 points).

D'après les professionnels, le redressement du yen face au dollar a encouragé les investisseurs à reprendre des positions. Les opérateurs étrangers ont été très actifs de leur côté, avec des achats solides d'actions de 16 millions de titres dès l'ouverture (60 millions à l'achat, 44 millions à la vente). Leur optimisme a été communicatif. Les valeurs de construction ont donc été très recherchées, de même que les établissements financiers.

Le mouvement de hausse s'est poursuivi vendredi, au Kabuto-Cho. Si bien même, qu'un nouveau record d'altitude a été battu. L'indice Nikkei s'est établi à 31 685,78, avec un gain de 187,48 points (+ 0,59 %), en l'absence de Tokyo.

(+ 7,49 points).

D'après les professionnels, le redressement du yen face au dollar a encouragé les investisseurs à reprendre des positions. Les opérateurs étrangers ont été très actifs de leur côté, avec des achats solides d'actions de 16 millions de titres dès l'ouverture (60 millions à l'achat, 44 millions à la vente). Leur optimisme a été communicatif. Les valeurs de construction ont donc été très recherchées, de même que les établissements financiers.

Le mouvement de hausse s'est poursuivi vendredi, au Kabuto-Cho. Si bien même, qu'un nouveau record d'altitude a été battu. L'indice Nikkei s'est établi à 31 685,78, avec un gain de 187,48 points (+ 0,59 %), en l'absence de Tokyo.

(+ 7,49 points).

D'après les professionnels, le redressement du yen face au dollar a encouragé les investisseurs à reprendre des positions. Les opérateurs étrangers ont été très actifs de leur côté, avec des achats solides d'actions de 16 millions de titres dès l'ouverture (60 millions à l'achat, 44 millions à la vente). Leur optimisme a été communicatif. Les valeurs de construction ont donc été très recherchées, de même que les établissements financiers.

Le mouvement de hausse s'est poursuivi vendredi, au Kabuto-Cho. Si bien même, qu'un nouveau record d'altitude a été battu. L'indice Nikkei s'est établi à 31 685,78, avec un gain de 187,48 points (+ 0,59 %), en l'absence de Tokyo.

(+ 7,49 points).

D'après les professionnels, le redressement du yen face au dollar a encouragé les investisseurs à reprendre des positions. Les opérateurs étrangers ont été très actifs de leur côté, avec des achats solides d'actions de 16 millions de titres dès l'ouverture (60 millions à l'achat, 44 millions à la vente). Leur optimisme a été communicatif. Les valeurs de construction ont donc été très recherchées, de même que les établissements financiers.

Le mouvement de hausse s'est poursuivi vendredi, au Kabuto-Cho. Si bien même, qu'un nouveau record d'altitude a été battu. L'indice Nikkei s'est établi à 31 685,78, avec un gain de 187,48 points (+ 0,59 %), en l'absence de Tokyo.

(+ 7,49 points).

D'après les professionnels, le redressement du yen face au dollar a encouragé les investisseurs à reprendre des positions. Les opérateurs étrangers ont été très actifs de leur côté, avec des achats solides d'actions de 16 millions de titres dès l'ouverture (60 millions à l'achat, 44 millions à la vente). Leur optimisme a été communicatif. Les valeurs de construction ont donc été très recherchées, de même que les établissements financiers.

Le mouvement de hausse s'est poursuivi vendredi, au Kabuto-Cho. Si bien même, qu'un nouveau record d'altitude a été battu. L'indice Nikkei s'est établi à 31 685,78, avec un gain de 187,48 points (+ 0,59 %), en l'absence de Tokyo.

(+ 7,49 points).

D'après les professionnels, le redressement du yen face au dollar a encouragé les investisseurs à reprendre des positions. Les opérateurs étrangers ont été très actifs de leur côté, avec des achats solides d'actions de 16 millions de titres dès l'ouverture (60 millions à l'achat, 44 millions à la vente). Leur optimisme a été communicatif. Les valeurs de construction ont donc été très recherchées, de même que les établissements financiers.

Le mouvement de hausse s'est poursuivi vendredi, au Kabuto-Cho. Si bien même, qu'un nouveau record d'altitude a été battu. L'indice Nikkei s'est établi à 31 685,78, avec un gain de 187,48 points (+ 0,59 %), en l'absence de Tokyo.

(+ 7,49 points).

D'après les professionnels, le redressement du yen face au dollar a encouragé les investisseurs à reprendre des positions. Les opérateurs étrangers ont été très actifs de leur côté, avec des achats solides d'actions de 16 millions de titres dès l'ouverture (60 millions à l'achat, 44 millions à la vente). Leur optimisme a été communicatif. Les valeurs de construction ont donc été très recherchées, de même que les établissements financiers.

Le mouvement de hausse s'est poursuivi vendredi, au Kabuto-Cho. Si bien même, qu'un nouveau record d'altitude a été battu. L'indice Nikkei s'est établi à 31 685,78, avec un gain de 187,48 points (+ 0,59 %), en l'absence de Tokyo.

(+ 7,49 points).

D'après les professionnels, le redressement du yen face au dollar a encouragé les investisseurs à reprendre des positions. Les opérateurs étrangers ont été très actifs de leur côté, avec des achats solides d'actions de 16 millions de titres dès l'ouverture (60 millions à l'achat, 44 millions à la vente). Leur optimisme a été communicatif. Les valeurs de construction ont donc été



## Marchés financiers

## BOURSE DU 3 FEVRIER

[illegible]

## Comptant

| VALEURS          |        |        | % du nom. | % du coupon | VALEURS               | Cours princ. | Dernier cours | VALEURS         | Cours princ. | Dernier cours |
|------------------|--------|--------|-----------|-------------|-----------------------|--------------|---------------|-----------------|--------------|---------------|
| Obligations      |        |        |           |             |                       |              |               |                 |              |               |
| Emp. 6,00 % 77   | 128 17 | 6 172  |           |             | C.I.F. (France, del.) | 2200         | 2200          | Machineul Ind.  | 107 90       | 138           |
| 6,00 % 78/103    | 102 80 | 6 551  |           |             | C.I. Maritime         | 720          | 720           | Magasin Unifié  | 138          | 138           |
| 10,80 % 78/94    | 105 80 | 6 458  |           |             | Citroën 100           | 2200         | 2200          | Magasin S.A.    | 110          | 110           |
| 10,20 % 80/90    | 106 55 | 6 884  |           |             | Citroën 100           | 744          | 744           | Maritime Part.  | 120          | 120           |
| 13,25 % 82/90    | 108 77 | 6 832  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 573          | 573           |
| 15 % juin 82     | 110 67 | 13 882 |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 129 30       | 129 30        |
| 14,40 % juil. 82 | 118 15 | 16 115 |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| 13,40 % oct. 83  | 118 15 | 16 115 |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 476          | 476           |
| 12,20 % oct. 84  | 110 80 | 3 944  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 2357         | 2357          |
| 11 % déc. 85     | 113 85 | 10 459 |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 740          | 740           |
| 10,25 % mars 86  | 107 40 | 9 220  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| ONT 12,75 % 93   | 2028   |        |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| ONT 9,50 % 1997  | 107 95 | 8 804  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| ONT 9,50 % 2000  | 107 95 | 8 804  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| ONT 9,50 % 1998  | 107 95 | 8 804  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 225 70       | 225 70        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mécat. Delaplay | 360 10       | 360 10        |
| Ca. France 3 %   | 101 84 | 0 810  |           |             | Citroën 100           | 348          | 348           | Mé              |              |               |

## Marché libre de l'or

| MARCHÉ OFFICIEL       | Cote des changes |           | COURS DES BILLETS |        | MONNAIES ET DEVISES       | COURS préc. | COURS 3/2 |
|-----------------------|------------------|-----------|-------------------|--------|---------------------------|-------------|-----------|
|                       | COURS préc.      | COURS 3/2 | Achat             | Vente  |                           |             |           |
| Swiss-Unit (\$ 1)     | 6 376            | 6 386     | 6 180             | 6 560  | Or fin (en barres)        | 80500       | 80400     |
| EDU                   | 7 103            | 340 100   | ...               | ...    | Or fin (en lingots)       | 80800       | 80400     |
| Belgique (100 DM)     | 340 690          | 340 140   | 230               | 380    | Pièces françaises (20 fr) | 484         | 481       |
| Allemagne (100 DM)    | 16 252           | 16 238    | 19 650            | 19 650 | Pièces françaises (10 fr) | 480         | 480       |
| Danemark (100 kr.)    | 301 680          | 301 380   | ...               | ...    | Pièces suédoises (20 kr)  | 486         | 482       |
| Pays-Bas (100 fl.)    | 87 950           | 87 950    | 84 500            | 91 800 | Pièces latines (20 fr)    | 588         | 588       |
| France (100 fr.)      | 94 210           | 94 370    | 90                | 97     | Suède (100 kr)            | 1370        | 1370      |
| Norvège (100 kr.)     | 11 152           | 11 152    | 10 850            | 11 500 | Pièces de 10 dollars      | 2750        | 2780      |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 4 106            | 4 089     | 4 400             | 4 900  | Pièces de 5 dollars       | 781         | 781       |
| Grèce (100 drachmes)  | 4 658            | 4 652     | 388               | 410    | Pièces de 50 pesos        | 3020        | 2995      |
| Inde (100 roupies)    | 400 320          | 400 480   | ...               | ...    | Pièces de 10 liras        | 481         | 480       |
| Suisse (100 fr.)      | 100 300          | 100 380   | 97                | 103    | Or Londres                | ...         | ...       |
| Scandinavie (100 kr.) | 48 290           | 48 370    | 5                 | 5      | Or Zurich                 | ...         | ...       |
| Autriche (100 sch.)   | 5 234            | 5 462     | 5 100             | 5 650  | Or Hongkong               | ...         | ...       |
| Espagne (100 pes.)    | 4 123            | 4 154     | 3 700             | 4 400  | Argent Londres            | ...         | ...       |
| Portugal (100 esc.)   | 5 254            | 5 283     | 5 200             | 5 600  |                           |             |           |
| Canada (50 can.)      | 4 827            | 4 844     | 4 780             | 5      |                           |             |           |
| Japan (100 yens)      |                  |           |                   |        |                           |             |           |

**SICAV** (sélection)

| LEADERS | Cours<br>prix. | Dernier<br>cours | VALEURS            | Emission<br>Financ. | Rachet<br>net | VALEURS           | Emission<br>Financ. | Rachet<br>net | VALEURS            | Emission<br>Financ. | Rachet<br>net | VALEURS | Financ. incl. | net      |
|---------|----------------|------------------|--------------------|---------------------|---------------|-------------------|---------------------|---------------|--------------------|---------------------|---------------|---------|---------------|----------|
| .....   | 1340           | .....            | A.A.A.             | 1010.98             | 886.33        | France-Région     | 1152.71             | 1119.14       | Phonix Investments | 261.40              | 280.10        | .....   | 261.40        | 280.10   |
| .....   | 148            | .....            | Actions            | 221.29              | 225.10        | Franch-Associates | 28.45               | 28.45         | Pine Investments   | 726.37              | 692.43        | .....   | 726.37        | 692.43   |
| .....   | 148            | .....            | Actions France     | 627.13              | 558.08        | Franch-Engage     | 29.02               | 28.31         | Placements A.A.    | 1105.94             | 1105.94       | .....   | 1105.94       | 1105.94  |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |
| .....   | 1478           | .....            | Actions étrangères | 630.31              | 607.53        | Franch-Engage     | 33.12               | 32.63         | Placements A.A.    | 74218.25            | 74218.25      | .....   | 74218.25      | 74218.25 |

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**

هكذا من الأصل



# Le Monde

| ÉTRANGER                                                                                                                                                                                                                                 | POLITIQUE                                                                                                                                                                                                                                | SOCIÉTÉ                                                                                                                                                                                                                                  | CULTURE                                                                                                                                                                                               | ÉCONOMIE                                                                                                                                                         | SERVICES                                                                                                                                                                                     | TELEMATIQUE                                                                                                                                      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 2 Le coup d'Etat au Paraguay.<br>3 Venezuela : l'investiture du nouveau président.<br>— Afrique du Sud : la maladie du chef de l'Etat.<br>4 M. Gorbatchev est officiellement invité en Chine.<br>5 URSS : la fin de l'ère des maréchaux. | 6 La préparation des élections municipales et les difficultés à gauche.<br>7 Un sondage place M. Vigouroux en tête dans sept secteurs sur huit à Marseille.<br>— Bibliographie : « Les habits neufs de la politique », d'Alain Dulermat. | 8 Justice : le rapport Bonnemaison sur la question pénitentiaire.<br>9 Médecine : la stérilisation des handicapés mentaux en RFA.<br>— « Journal d'un amateur », par Philippe Souchet.<br>11 Sports : l'Iran renoue avec la compétition. | 17 Un bon patriote à l'Odéon ; Hamlet à Rennes.<br>18 La collection photographique du Musée d'art moderne de Paris.<br>— Communication : l'accord entre Canal Plus et le groupe allemand Bertelsmann. | 22 Les réactions aux enquêtes sur les délits d'initiales.<br>23 La réunion du groupe des Sept à Washington.<br>24 Le congrès de FO.<br>25-27 Marchés financiers. | Abonnements ..... 2<br>Annonces classées ..... 21<br>Loto, loterie ..... 12<br>Carnet ..... 12<br>Météorologie ..... 12<br>Jeux ..... 16<br>Philatélie ..... 12<br>Radio-télévision ..... 20 | ● Le Monde vous aide à remplir votre déclaration de revenus.<br>● Calculez le montant de vos impôts sur l'impôt<br>..... IMPOTS<br>3615 tapes LM |

## CHINE

### Attaques virulentes contre Mao

PÉKIN  
de notre correspondant

M. Deng Xiaoping l'avait pourtant dit et répété : « Nous ne ferons jamais à Mao Zedong ce que les Soviétiques ont fait à Staline. » A présent que le vieux gourou s'efface progressivement de la scène publique chinoise, ceux qui considéraient qu'il faut pourtant en passer par là commencent à pointer le nez.

Le jour même où le ministre des affaires étrangères de Mikhaïl Gorbatchev commençait ses entretiens à Pékin pour préparer la venue de son patron en Chine (lire page 4), le quotidien officiel *Chang Chun*, destiné aux intellectuels, a publié une attaque en règle d'une violence seulement observée jusqu'alors dans des critiques publiées clandestinement par quelques contestataires vites réduits au silence. Mao, écrit Li Rui, biographe attitré du défunt Grand Timonier, était « dogmatique », « paternaliste », « ignorant » et « dictatorial ». Le maoïsme a constitué une « tragédie » pour la Chine, son opposition à l'Union soviétique a donné lieu à un « dogmatisme stalinien totalement cassé ». Mieux : « Une politique visant à maintenir le peuple dans l'ignorance » était délibérément suivie du temps du fondateur de la Chine populaire. Li Rui a, au passage, une phrase qui en dit long sur le sentiment d'échec intellectuel que suscite cette timidité ambiante face à l'histoire : par rapport aux études réalisées à l'étranger sur Mao Zedong, « nous nous sentons quand même un peu honteux ».

Et ce n'est pas fini : le « système paternaliste » mis en place sous Mao « mérite encore aujourd'hui qu'on y prête attention ». Là, on ne peut s'empêcher de penser que c'est M. Deng qui

est visé par ce membre de la commission centrale des conseillers, dans ce texte qui sert de préface à un recueil d'articles consacrés aux dernières années du règne du Grand Timonier. L'historien ne cache pas qu'il considère le jugement officiel de M. Deng, endossé par le parti, sur Mao — « 70 % de bon, 30 % de mauvais » — comme une étape dans des « recherches qui doivent se poursuivre ». Autrement dit, une fois M. Deng disparu, la remise en cause ira plus loin et pourrait ne plus toucher seulement la personne de Mao.

Au passage, Li Rui utilise la tactique favorite de M. Deng, consistant à reprocher au fondateur du régime d'avoir élaboré une théorie qui allait « à l'encontre des réalités chinoises ». Plusieurs auteurs ont publié dans la presse officielle ces derniers temps des textes s'appropriant le fameux slogan de M. Deng « Chercher la vérité dans les faits », pour dénoncer ce qui subsiste de stalinisme ou de maoïsme dans le régime qu'il continue de dominer.

M. Deng, qui passe l'hiver à Shanghai avec sa famille et devait recevoir, samedi 4 février, M. Edouard Chevardnadze, n'a pas fait connaître de réaction à l'appel du professeur Fang Lizhi pour la libération du dissident Wei Jingsheng, auteur, il y a dix ans, de critiques du même ordre contre le régime (*le Monde* du 11 janvier). Quel qu'en pense le vieux patriarche dans sa semi-retraite, il semble bien qu'une nouvelle passe d'armes est engagée entre des intellectuels fatigués d'être tenus en laisse et un régime qui n'a même plus les moyens de les payer correctement. L'effet Gorbatchev, toujours...

FRANCIS DERON.

● Mouloud Aïssou interrompt sa grève de la faim. — Mouloud Aïssou, ce jeune Algérien, membre présumé du groupe terroriste Action directe, détenu à Lyon, a décidé de suspendre la grève de la faim qu'il observait depuis trois mois (*le Monde* du 2 février). Agé de trente et un ans, Mouloud Aïssou, tout en niant farouchement sa participation aux faits, deux attaques à main armée notamment, commises en 1980 et 1981 contre deux agences bancaires. Selon ses avocats, M. Thierry Lévy et Zineb Tamane, le détenu est très affaibli et devrait être transféré dans un hôpital lyonnais.

● Un handicapé mental martyrisé à Caen. — Trois ouvriers d'une entreprise du bâtiment de Caen (Calvados) ont été inculpés de coups et blessures et d'attentat à la pudeur, puis écroués, jeudi 2 février, pour avoir brutalisé et infligé des sévices sexuels à un handicapé mental travaillant dans leur entreprise. Le jeune homme de dix-huit ans, qui avait bénéficié d'un emploi réservé, avait été notamment pendu par les pieds, jeté dans une poubelle et contraint à avaler de la poudre de pierre.

## Première rencontre du président Bush et de M. Takeshita

### Les Etats-Unis et le Japon veulent donner un « nouveau départ » à leur coopération

WASHINGTON  
correspondance

La visite éclair de M. Noboru Takeshita à la Maison Blanche a pris fin jeudi 2 février sur de bonnes paroles. « Nous avons besoin l'un de l'autre », a dit le président George Bush, tandis que le premier ministre japonais décrivait sa rencontre avec le président comme un « nouveau départ » de la coopération nippo-américaine.

D'accord sur le principe d'une meilleure coordination de leurs politiques « dans l'intérêt de leurs deux pays et du monde », MM. Bush et Takeshita ont laissé à leurs adjoints le soin d'en négocier les détails. M. Uno, le ministre japonais des affaires étrangères, a soumis au secrétaire d'Etat, M. Baker, une proposition visant à créer un organisme commun de haut niveau en vue d'aborder, et de résoudre, les difficultés économiques et politiques séparant les deux pays.

M. Baker aurait réagi avec prudence à l'initiative japonaise. Les milieux officiels américains voudraient déterminer auparavant dans quelle mesure le nouvel organisme remplacerait, compléterait ou superviserait les

nombreux comités bilatéraux existants et qui discutent séparément des problèmes commerciaux, économiques et de sécurité.

Mais chacun a tenu des propos rassurants. Le président Bush a réaffirmé sa détermination de réduire le déficit budgétaire américain tandis que M. Takeshita s'engageait à encourager la consommation dans son pays en ouvrant plus largement le marché japonais aux exportations étrangères.

La discussion entre les deux ministres des affaires étrangères confirme, en revanche, la persistance de divergences notamment sur la coopération nippo-américaine envisagée pour la construction de nouveaux chasseurs japonais FSX. M. Uno avait insisté auprès de son homologue pour que celui-ci accélère l'attribution des licences d'exportation de la technologie américaine impliquées dans l'accord récemment signé entre General Dynamics et Mitsubishi et portant sur 1,2 milliard de dollars.

Les Japonais seraient pressés de mettre en œuvre le projet conjoint avant le 31 mars qui marque la fin de leur année budgétaire. M. Baker aurait fait valoir qu'il était difficile d'obtenir rapidement l'approbation du Congrès compte tenu de l'opposition déclarée de plusieurs sénateurs.

H. P.

## Sur le vif

### Crosse en l'air !

Faut que je vous avoue, je suis jalouse comme un pou. Il n'y en a que pour Mgr Galliot ces jours-ci. Pourquoi ? C'est-ce qu'il a fait de tellement extraordinaires ? Il a eu les honneurs de *Lui* ? Il est pas le seul. Danille Gilbert aussi. Et puis, là, j'ouvre ma radio à 5 heures du matin et j'entends une voix surexcitée : Ecoute ça, ma grande, et cramponne-toi à ta crosse, c'est renversant ! Galliot a fourgué un « papier » à Gai Pied pour dire que c'était OK d'être homo.

Et alors ? Moi, par exemple. Bien avant lui. Même qu'il m'a interviewée et tout. Vous croyez que quelqu'un l'aurait relevé ? Pensez-vous. Lui, chaque fois qu'il ouvre sa gueule pour encourager le simulateur de la reproduction ou l'usage de la capote, ce n'est qu'un cri : Hou le la ! Vous avez entendu ? Ça va faire du bruit à Lourdes, à Rome et à Assise. Une célébrité internationale, une star, voilà ce qu'il est devenu. Madonna, c'est rien à côté.

C'est un peu raide, quand même ! Depuis le temps que j'abois, moi, ici, que je mords les mollets de tous ceux qui s'attaquent aux juifs, aux Arabes, aux nanas, aux culs-de-jatte et aux gays, suffit que Monseigneur

fasse un frais aux folles de Dieu dans une revue cilié cilié pour casser la baraque.

On vit vraiment dans un monde fou, fou, fou. France le mariage des prêtres. Qu'est-ce que ça peut me foutre à moi qu'ils concubinent ou qu'ils convolent, ces mecs-là ? Ça m'a pas empêché de brâmer à la lune pour que m'sieur le curé passe devant m'sieur le maire. C'était plutôt gentil, non ? Eh ben, ça m'a rien valu, pas un écho, pas une ligne dans les journaux. Je comprends pas. C'est pas parce qu'il a déjà la bague au doigt, l'évêque, qu'on doit sauter en l'air chaque fois qu'il se prononce sur ce problème. C'est le sien, de problème. Pas le mien.

Et ne venez pas vous exciter sur son courage. D'accord, moi, au Monde, je risque pas d'être virée. Son patron, c'est pas pareil que le mien, il est très strict, très collet monté. Il plaisante pas avec la bagatelle. Mgr Galliot non plus, faut pas croire. Il la prend très au sérieux. La preuve, il arrête pas d'en parler. N'importe quand, n'importe où. D'ici à ce qu'il passe à *« Sexy Folies »*, il n'y a qu'un pas. Un pas de clerc.

CLAUDE SARRAUTE.

## Dans une lettre à M. Jean-Pierre Soisson

### M. Claude Evin met en garde contre les machines à détecter les toxicomanes

L'ADX, un appareil qui permet de dépister les traces de drogues et de toxiques présentes dans les urines, vient d'être commercialisé en France. Déjà employé aux Etats-Unis pour le dépistage des toxicomanes, il pourra être utilisé pour le diagnostic des comas et en médecine du travail. Cette dernière indication suscite des inquiétudes auprès des médecins français et du ministre de la santé.

Les possibilités de l'ADX, fabriqué par les laboratoires américains Abbott, sont multiples. Fondé sur une technique de diagnostic immunologique, l'ADX permet, sur un simple échantillon d'urine, et en moins de trente minutes, le dépistage de toute une variété de drogues (stupéfiants ou excitants) consommées par la personne soumise à l'examen. Haschisch, cocaïne, morphine, barbituriques, amphetamines ou alcool, mis en présence d'un réactif choisi, modifient la

coloration des urines et sont ainsi passés au crible imitoyable de l'ADX. Aux Etats-Unis, cet appareil fait désormais partie de l'arsenal de la lutte antidrogue. D'un coût de 160 000 francs, auquel il faut ajouter le prix des réactifs, l'ADX a d'ores et déjà de nombreuses applications dont certaines ont provoqué des réactions prudentes ou même hostiles du corps médical français.

Dans les services de réanimation, l'ADX permet de trouver rapidement le toxique à l'origine d'un coma socialisé ou d'une tentative de suicide et facilite un traitement d'urgence.

En fait, c'est sur le dépistage des toxicomanes et les abus qui pourraient en résulter, notamment en médecine du travail, que de nombreux médecins émettent des réserves. En ce qui concerne les dérivés morphiniques, l'ADX ne permet pas une distinction nette entre les dérivés des stupéfiants absorbés par les toxicomanes et les dérivés de la codéine, fréquemment utilisés pour un simple rhume. On

imagine alors les conséquences des erreurs de diagnostic si l'ADX était utilisé sans précautions au cours d'une visite d'urgence.

« Il est impératif de ne pas faire n'importe quoi avec ces machines », a déclaré le professeur Paul Lafarge, chef du service de toxicologie du Centre d'études et de recherche de médecine aérospatiale. Le professeur Claude Obervin, directeur médical de l'hôpital Marceau, a lui aussi vivement critiqué l'ADX dans lequel il voit une « atteinte aux droits de l'homme ».

#### Cinq principes

Enfin, M. Claude Evin, le ministre de la santé, a, dans une lettre adressée le 30 janvier à M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, indiqué qu'il « est préoccupé par le problème du dépistage de la toxicomanie à l'embauche pratiqué dans certaines entreprises ». « Compte tenu de l'importance que ce problème plus

général de dépistage en entreprise va prendre dans les années à venir », écrit M. Evin, je souhaite que nous développions une politique concertée. Pour ma part, j'envisage que soient maintenus les principes fondamentaux en matière de dépistage et de prise en charge des toxicomanes : respect strict de l'anonymat ; respect du secret médical ; consentement de l'individu et intervention de tout dépistage à son insu ; information systématique de l'intéressé en cas de résultat positif ; proposition d'orientation vers une structure de soins. Enfin M. Evin estime que la mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie lui paraît être « le cadre adéquat d'une telle concertation ». « Il conviendrait ensuite d'aboutir rapidement à l'élaboration d'une réglementation permettant de concilier les nécessités de sécurité, délimitées rigoureusement, avec les libertés individuelles et les principes éthiques. Ainsi, par exemple, seuls des postes de travail très précis pourraient être retenus, ce qui éviterait certains risques de dérives ».

en février, sur présentation de cette annonce

## Votre 405 Break

suivant modèle de votre choix

## avec l'intérieur en CUIR GRATUIT

(sièges et panneaux de portes)

- les avantages d'un break
- le raffinement du cuir



la griffe du lion

# NEUBAUER

PEUGEOT

227, bd. Anatole-France 93300 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21  
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

Préservez votre dos fragile avec le sommier articulé à lattes de bois



inclinaison tête et pied soutient bien la colonne vertébrale

## CAPELOU

37, av. de la République 75011 PARIS TEL 43.57.46.35 • METRO PARMENTIER

## ACHAT PATEK PHILIPPE

ROLEX  
JAEGER LE COULTRE  
REVERSO  
CARTIER  
VACHERON ET CONSTANTIN

Excellents prix pour grandes marques 1910-1960  
Rectangulaire — Chronographe — Phase de lune — Sonnerie

Les spécialistes de notre société seront à :

AMSTERDAM  
BRUXELLES  
PARIS  
LYON  
GENEVE  
MARSEILLE  
COTE D'AZUR  
MADRID et LISBONNE  
au cours de FÉVRIER — MARS

Paiement comptant — discrétion assurée. On parle français.  
Vous pouvez nous contacter à l'adresse suivante :

WILLIAM SHELTON, C.S. SERVICES, NORTH WEST HOUSE,  
45 WEST STREET, BRIGHTON, SUSSEX BN1 1RR, ANGLETERRE.  
Tel: (19 44) 273 552755 ou 860 729191.

A C D E F G H

M. Charles Pasqua, invité du « Grand Jury RTL-Le Monde »

M. Charles Pasqua, président du groupe RPR de Sénat, président du conseil général des Hauts-de-Seine, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-Le Monde » dimanche 5 février de 18 h 15 à 19 h 30.

L'ancien ministre de l'Intérieur du gouvernement Chirac répondra aux questions d'André Passeron et d'Edwy Plenel, de *Le Monde*, de Paul-Jacques Truffaut et de Paul Joly, de RTL. Le débat étant dirigé par Jean-Pierre Delfino.

Le Président de Rodin vous révèle :

## LE "GOTHA DE LA MODE" NOUS CEDE SES STOCKS DE TISSUS...

Vous devinez facilement ces "noms" célèbres et familiers. Une élémentaire courtoisie commerciale nous interdit évidemment de les citer. Mais les tissus, eux, sont là, pour vous, à des prix dont vous n'avez même pas rêvé. Ainsi nous vous faisons largement profiter des affaires que nous avons obtenues et d'articles prestigieux et exclusifs.

## RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

Le numéro du « Monde » daté 3 février 1989 a été tiré à 517 238 exemplaires

## ENTRAÎNEMENT CARNEGIE

Expression Orale et Relations Humaines



## Sachez mieux communiquer

- Augmentez votre maîtrise en expression, en relation et en public.
- Améliorez votre qualité de contact, votre influence, votre rayonnement.

Conférence d'information :  
PARIS : 90, Champs-Élysées  
19 h à 20 h 45 :  
6, 7, 8, 9, 10 février  
VERSAILLES : 6, 8 février, 19 h  
Tribune Polce - 2, Bd de la France

ENTRAÎNEMENTS CARNEGIE :  
Institut mondial de la formation continue.  
Présenté en France par la  
Société de Formation G&D Weyss  
2, square Raymond, 75150 La Chapelle  
(1) 38.54.51.06.